

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'INFLUENCE
DU
FACTEUR ÉCONOMIQUE
DANS LES TRAVAUX
CONSTITUTIONNELS DE LA RÉVOLUTION

PAR

MILAN J. ŽUJOVIĆ

Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

présentée et soutenue le 4 juin 1924, à 14 heures

Président : M. GILBERT GIDEL, Professeur

*Suffragants : { MM. CHAVEGRIN } Professeurs
 { DESCHAMPS }*

PARIS

LIBRAIRIE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT & C^{ie}

19, RUE CUJAS ET RUE VICTOR-COUSIN, 10

—
1924

THESE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'INFLUENCE
DU
FACTEUR ÉCONOMIQUE
DANS LES TRAVAUX
CONSTITUTIONNELS DE LA RÉVOLUTION

PAR

MILAN J. ŽUJOVIĆ

Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

présentée et soutenue le 4 juin 1924, à 14 heures

Président : M. GILBERT GIDEL, Professeur

Suffragants : { MM. CHAVEGRIN } *Professeurs*
 { DESCHAMPS }

PARIS

LIBRAIRIE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT & C^{ie}

19, RUE CUJAS ET RUE VICTOR-COUSIN, 10

—
1924



A MON PÈRE
LE DOCTEUR IEVREM M. ŽUJOVIĆ

ET A MA MÈRE DANICA

hommage de piété filiale



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547526_0086

L'INFLUENCE du FACTEUR ÉCONOMIQUE DANS LES TRAVAUX CONSTITUTIONNELS de la RÉVOLUTION

AVERTISSEMENT

L'auteur d'une petite brochure, intitulée *Une Constitution Economique* (1) reproduit l'opinion généralement admise sur la nature des Constitutions françaises. Cette critique établit que la formation et la modification de toutes ces Constitutions se sont effectuées sur des bases politiques administratives, fiscales et judiciaires.

Nous avons cru cependant que, — malgré l'inexistence nettement perceptible d'une base économique dans ces Constitutions, et en particulier dans les Constitutions de la Révolution, — on pourrait dégager dans quelques parties des travaux constitutionnels de la Période Intermédiaire, sinon une base économique proprement dite, du moins une certaine influence du facteur économique.

On aura l'occasion de voir, lorsqu'on examinera l'analyse que nous avons faite, que notre recherche n'a

(1) Voir CAMILLE GORJU: *Une constitution économique*, Paris 1917.

pas été absolument stérile. Quand nous avons commencé cette étude on nous a reproché d'être victime d'une illusion, et on nous a objecté même qu'aucune influence économique ne s'était exercée sur les travaux constitutionnels de la Révolution. Naturellement, nous ne prétendions pas trouver, dans ces travaux, une application de la loi de Gresham ou de la loi de l'offre et de la demande; mais nous avons pensé que parmi le grand nombre d'éléments économiques qui actionnent la vie sociale, quelques-uns auraient pu s'infiltrer dans les travaux préparatoires des Constitutions.

Le facteur économique, étant susceptible d'interprétations très variées, nous avons tout particulièrement fixé notre attention sur la manière dont on peut le concevoir. D'autre part, comme c'est une étude qui n'a pas de précédent, notre devoir a été d'insister sur la méthode que nous avons observée au cours de notre recherche, ainsi que sur les méthodes qu'on aurait pu suivre. Nous avons résumé, en somme, les différentes tentatives que nous avons faites, avant d'adopter une méthode qui se rapproche le plus d'un bon sens, entendu à la manière carthésienne.

L'ensemble des questions que nous avons traitées ne présente, dans la plupart des cas, ni un caractère uniforme, ni une continuité absolue. Par conséquent, il nous serait impossible de donner une critique au point de vue de la doctrine, quoique les théories économiques ne fussent aussi nombreuses et aussi répandues à cette époque, comme il en est de nos jours.

L'influence de la doctrine physiocratique se manifesta assez souvent. Il serait surtout intéressant de

rechercher l'application des idées politiques des physiocrates dans les travaux constitutionnels; déductivement, on pourrait peut-être faire une opération qui consisterait à rechercher la base économique de ces idées. Mais nous nous trouvons en face d'une influence passagère; elle a été en outre retracée dans un grand nombre de manuels. Un développement complet de toutes les théories qui ont trouvé un écho dans les travaux constitutionnels pourrait considérablement diminuer le véritable objet de notre travail. L'explication de ces théories serait très longue, tandis que notre analyse ne porte que sur un très petit nombre de faits.

La recherche de l'influence de la doctrine économique, physiocratique ou autre, pourrait aussi être faite d'après une étude biographique des principaux auteurs de ces Constitutions. Mais cette tentative ne pourrait aboutir à un résultat cohérent. En premier lieu, pour étudier les idées économiques des élaborateurs des Constitutions, il faudrait faire des recherches interminables. En second lieu, ces recherches une fois achevées, on serait très embarrassé pour formuler un jugement précis et définitif sur la véritable pensée des législateurs; leurs idées ayant variées corrélativement au déroulement des événements.

Avant de passer à notre étude, nous devons faire une critique sommaire des sources historiques, qui ont servi de base à notre travail.

Pour l'étude des textes constitutionnels, nous nous sommes référés à l'ouvrage de MM. Duguit et Monnier : *Les Constitutions et les principales Lois Politiques de la France depuis 1789*. Quant aux discussions

parlementaires, nous les avons puisées dans plusieurs recueils. Les procès-verbaux des Assemblées nous ont paru incomplets; nous devions avoir recours à des documents plus détaillés.

Pour les travaux préparatoires des Constitutions de 1791 et de 1793, nous nous sommes servis des Archives Parlementaires, de Mavidal et Laurent. MM. Duguit et Monnier s'étaient également servi de ce recueil dans les notices historiques de leur ouvrage précité. Jaurès, dans l'*Histoire Socialiste de la Révolution*, dit qu'il avait suivi les débats des Assemblées d'après ces Archives. En outre, il trouve que M. Aulard a été trop sévère dans sa critique en refusant aux comptes rendus, insérés dans ces Archives, tout caractère d'authenticité. Nous admettrons bien volontiers avec M. Aulard que le récit des séances, inséré dans les Archives Parlementaires, est fait quelquefois sans méthode et sans indication de sources; mais ces défauts peuvent être assez facilement corrigés. M. Aulard s'était surtout servi des journaux de l'époque pour l'étude des discussions des Assemblées. Nous avons fait des rapprochements entre quelques comptes rendus des Assemblées insérés dans le *Point du Jour* et dans le *Journal des Débats et des Décrets* que M. Aulard a cité dans son ouvrage (1), avec les Archives Parlementaires; et nous avons constaté que les textes ne différaient pas de beaucoup.

La première série des Archives Parlementaires s'arrête en janvier 1794, et la deuxième ne publie les débats qu'à partir de 1800. Nous étions donc obligés de recourir à d'autres documents pour les travaux pré-

(1) AULARD : *Histoire Politique de la Révolution Française*.

paratoires des Constitutions de l'an III et de l'an VIII. Pour la période de l'an III, nous nous sommes servis du *Moniteur* réimprimé. Mais à partir du 30 prairial an IV, la réimpression n'est plus qu'un résumé; nous devons donc nous renvoyer au *Moniteur* même pour l'étude de la Constitution de l'an VIII (1). Quoique ce journal n'ait pas revêtu le caractère officiel avant le 7 nivôse an VIII, nous pouvons sans crainte nous appuyer sur ses comptes rendus, la plupart des historiens les considérant à l'abri de toute critique.

Nous devons regretter toutefois de n'avoir trouvé aucun document relatif aux travaux intérieurs des Comités de Constitution. Les tendances et les opinions des membres des différents Comités de Constitution sont quand même assez clairement présentées par les rapporteurs, dans les séances des Assemblées.

Ajoutons encore que nous avons presque toujours strictement observé les textes pour formuler notre critique.

(1) Pour la recherche des sources historiques, nous avons essayé de suivre la méthode de MM. Duguît et Monnier.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Du facteur économique

La recherche du facteur économique dans les Constitutions de la Période Intermédiaire n'a pas encore été faite d'une manière spéciale. La raison en est que ces Constitutions ne sont pas le résultat d'un ensemble de réformes économiques, nous savons que le facteur politique est prédominant dans les dispositions d'une Constitution. Il est pourtant intéressant de voir comment se sont glissés parmi ces préceptes politiques quelques facteurs économiques influents. Mais, comment arriver à disjoindre le facteur économique du facteur politique quand ils se trouvent aussi intimement mêlés ?

Quelques publicistes et historiens ont tenté de donner partiellement une explication économique à certains principes consacrés par les Constitutions de l'époque révolutionnaire. Leurs travaux ont été l'objet d'une critique véhémence, surtout de la part des juristes. Dans ces premières pages nous n'aurons pas à nous occuper des points de vue particuliers à ses auteurs; contentons-nous de dire qu'ils ont souvent faussé la nature des textes par leur manière d'interprétation trop partiiale. On rendra le sujet bien plus

clair en retraçant les doctrines auxquelles ils ont pu se rallier.

Les sociologues se résignent difficilement à adopter une doctrine sans aucune réserve; d'instinct presque toujours ils y ajoutent ou y retranchent, mais l'idée directrice reste tout de même à son état originaire. Il serait donc particulièrement malaisé de faire une étude critique des différents systèmes appliqués. Tâchons de nous rendre bien compte surtout si l'auteur en question part d'une idée préconçue pour traiter son sujet, et nous trouverons assez facilement la raison pour laquelle nous jugeons ses conclusions inacceptables.

Le caractère spécial de cette étude a besoin de quelques explications préliminaires. Nous ne pouvons pas déclarer purement et simplement que c'est par une méthode d'abstraction que nous allons traiter le sujet. Tout historien au début de son œuvre fait, pour ainsi dire, un acte d'abstraction, dit le célèbre sociologue italien Labriola. Pourtant ce n'est pas un travail historique que nous avons entrepris. Mais comment peut-on négliger les méthodes employées par l'histoire, du moment qu'il est établi qu'elles exercent une influence considérable sur les autres sciences qui s'éclairent à sa lumière; d'un autre côté, les études des institutions d'un pays ne forment-elles pas partie intégrante de son histoire ?

Les doctrines sociologiques tiennent forcément compte de la méthode historique. Si le sociologue pouvait se borner au procédé d'observation, il n'aurait rien à demander à la méthode historique. L'observation serait impossible et insuffisante, on est obligé

de recourir aux documents même pour la connaissance des faits actuels. Le recueil des documents une fois terminé, il faut faire une sélection, un grand nombre de documents devra être rejeté à cause de la mauvaise méthode employée par leur rédacteur. La tâche difficile consistera dans la liaison intelligible des faits historiques et enfin dans leur explication. On arrive finalement par une voie d'opérations minutieuses et complexes à déterminer les causes. A l'inverse de ce qui se passe dans les sciences de la nature, ces causes ne peuvent être généralisées. Il n'en est pas moins vrai que chaque groupe de faits historiques ne se produit qu'une seule fois dans des conditions particulières, dont on ne verra jamais le retour, c'est ce que Fustel de Coulanges explique dans cette formule : « Nous trouverons quelquefois les causes, jamais les lois. »

Presque toutes les écoles ont échoué dans la recherche des lois historiques. Ainsi l'école du XVIII^e siècle accordait trop de valeur aux idées ; comme exemple, citons les physiocrates qui ont établi toutes leurs doctrines sur des principes *a priori* supposés vrais. Cette idéologie n'eut qu'une existence éphémère par suite de cette erreur initiale. Les purs historiens éprouvent beaucoup de défiance envers toute espèce de philosophie de l'histoire. Mais faute d'une méthode objective, nous sommes souvent conduits malgré nous à des conclusions inexactes. La méthode sociale est incontestablement subjective ; on est réduit à un procédé indirect par raisonnement ; mais contentons-nous de dire que subjectif n'est pas synonyme d'irréel (1).

(1) Voir SEIGNOBOS : *La méthode historique appliquée aux sciences sociales*.

On est quand même arrivé à appliquer aux études sociales des procédés scientifiques. L'analyse et la synthèse sont tout aussi bien employées dans les sciences dites exactes que dans les sciences historico-sociales, mais dans le deuxième cas; c'est plutôt par métaphore qu'on se sert de ces termes, en réalité dans les sciences sociales une opération de l'esprit s'impose. Quant à l'évolution, c'est encore un langage conventionnel qui confond le procédé employé dans les sciences de la nature avec le système dont se servent les sciences sociales. Et on voit des sociologues qui ont tenté de transporter des méthodes biologiques dans le domaine de l'évolution sociale. Dans les sciences biologiques, nous sommes à même d'observer toutes les transformations qui s'opèrent et de calculer la part qui revient à tel ou tel facteur pour l'évolution d'une plante, par exemple. Pourtant dans les sciences sociales on ne peut se proposer de voir une évolution proprement dite, il n'y a pas de liens biologiques; on peut tout simplement observer la ressemblance entre différents événements, il nous est impossible de connaître exactement toute une suite de phénomènes, ils sont forcément discontinus. Par ailleurs, l'étude séparée de l'évolution de plusieurs facteurs d'un fait social est malaisée, embarrassante, par suite de l'interpénétration de ces facteurs, on risque toujours d'enrichir un facteur au dépens d'un autre: En général, il est dangereux de personnifier les abstractions, de faire une opération comme si elles avaient évolué par une force interne propre, à la façon d'un organisme. On court évidemment un trop grand risque en voulant formuler des lois de l'évolution historique, on se perdrait dans

des hypothèses hasardeuses. En particulier, il faut se garder, si un principe nous donne quelques bonnes solutions, de soumettre tous les faits à son interprétation, on pourrait arriver à des explications incohérentes et on disqualifierait la véritable valeur de ce principe.

Toutes ces considérations pourraient nous entraîner trop loin et nous laisserons de côté les méthodes employées par les différentes écoles, pour nous arrêter à celle qui a tenté de donner à l'histoire une explication économique.

En effet, lorsqu'on est transporté dans le domaine économique d'une question historique, la théorie qui semblerait la mieux appropriée à être appliquée est indubitablement la conception matérialiste de l'histoire. Pour trouver la méthode conforme à notre travail, nous devons chercher dans toute l'étendue de cette doctrine quelques principes qui nous serviraient de guide. Malheureusement on ne trouvera pas d'indications directrices souhaitées, à juste titre nous devons le regretter puisqu'en nous servant de la méthode matérialiste on serait sûrement arrivé, dans toutes nos recherches, à des résultats positifs.

Les auteurs de la doctrine matérialiste de l'histoire n'ont pas exposé leurs vues dans un livre classique et définitif. Nous trouvons cette doctrine disséminée dans plusieurs ouvrages. Il s'ensuit qu'une vaste bibliographie doit être consultée pour l'étude de cette question (1).

Une première ébauche de la doctrine matérialiste de l'histoire a été donnée dans le Manifeste du parti communiste en février 1848, débutant par la phrase

(1) Voir la bibliographie sur le Matérialisme historique à la fin.

suivante: « L'histoire jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire des luttes de classes. » Dans les ouvrages de Marx et Engels, cette thèse a été fragmentairement développée. En effet, onze ans après le fameux Manifeste, en 1859 parut le livre de Marx: *Zur Kritik der Politischen OEkonomie*; dans sa préface, célèbre depuis, ce principe est nettement formulé (1).

De nombreuses critiques en ont été faites en Allemagne, en France et en Italie; et l'application de cette méthode à l'interprétation de quelques phénomènes historiques a atteint une proportion non moins importante depuis le milieu du siècle dernier.

Généralement, on définit le matérialisme historique de la manière suivante: « Ce sont les besoins, les intérêts, les forces économiques qui actionnent et dirigent le monde; les mœurs, la morale, la religion, les arts, le droit, la politique, ne sont que les reflets de ces intérêts matériels. »

Mais, en réalité, les intérêts économiques sont-ils tous matériels? Le choix de l'expression matérialisme historique a-t-il été heureux? Il nous est permis d'en douter, mais nous reviendrons ultérieurement sur cette question. Aussi, pouvons-nous dès maintenant rejeter purement et simplement l'idée générale de cette thèse résumée ci-dessus, et passer directement à notre sujet. Il nous semble que cette méthode ne serait pas dénuée d'une certaine outrecuidance.

(1) Voir K. MARX: *Contribution à la critique de l'Economie Politique* (traduction Laura Lafargue), préface p. V et VI... « Le mode de production de la vie matérielle conditionne le procès de la vie sociale, politique et intellectuelle en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine la réalité; c'est au contraire la réalité sociale qui détermine leur conscience »....

Cette doctrine se présente au premier abord sous des apparences très simples et très explicites, mais plus on l'étudie, plus elle nous paraît complexe. Ce n'est pas une conception de l'histoire qui est sortie après mûre réflexion du cabinet d'un savant : elle est le résultat d'un ensemble de problèmes qui se sont posés vers cette époque, d'autre part, elle se rattache à un grand nombre de principes déjà formulés.

Lorsqu'on a bien en vue le lieu et la date de naissance approximatifs de cette doctrine, il devient évident que le changement qui s'est produit dans la Société, accompagné de l'essor économique universel a largement influencé l'orientation des idées nouvelles vers une philosophie conforme au développement social du moment. « C'est une somme de données nouvelles, de nouvelles expériences qui entrent dans l'histoire », dit M. Benedetto Croce (1).

En somme, une nouvelle unité est introduite dans l'histoire, il faudra comprendre l'histoire dans toutes ses manifestations intuitives, grâce à la sociologie économique. Dorénavant, pour connaître une époque, il faut se référer à l'aide d'une méthode statique à l'économie du moment ; par une telle étude nous obtiendrons l'explication de toute la structure sociale. On arrive alors à la conclusion de Labriola, que : « Cette doctrine nécessite une nouvelle critique des sources historiques (2). » Ce qui revient à dire que toute l'histoire est à refaire d'après une méthode scientifique. Notre méfiance envers toute espèce de lois historiques

(1) BENEDETTO CROCE : *Matérialisme historique et économie marxiste*.

(2) Voir LABRIOLA : *Essais sur la conception matérialiste de l'histoire*.

nous éloigne déjà de cette doctrine, dite matérialiste, mais nous devons voir d'abord comment on est arrivé à traduire par des lois, les mouvements historiques. Ces lois sont inspirées par les deux idées suivantes : la lutte des classes et les conditions de la production. Il est vrai que la conception primordiale du matérialisme historique a subi un grand nombre de modifications ; quand même toutes ces restrictions ne sont pas synonymes d'un abandon. Une analyse sommaire de quelques conceptions de cette doctrine nous permettra de l'examiner sous toutes ses formes.

Karl Marx nous apprend que le mode d'organisation des intérêts économiques est le facteur fondamental de toute l'histoire. Marx n'a pas donné une définition exacte du facteur économique, ses disciples se sont également abstenus. Il serait d'ailleurs malaisé de définir le facteur économique, vu qu'il contient un très grand nombre d'éléments. Labriola disait qu'une opération de l'esprit s'impose pour choisir le facteur économique et pour le détailler. Il réfute cette méthode de division idéale d'un tout matériellement indécomposable, pour déclarer que le matérialisme historique se propose d'étudier un développement unique.

D'ores et déjà, nous pouvons constater que ces auteurs n'ont pas voulu s'attarder sur les difficultés surgissantes. N'oublions pas aussi que Marx avait dit que « l'humanité ne se propose jamais que les problèmes qu'elle peut résoudre. (1) ». Il apparaît bien réellement que les marxistes ont fait une analyse inachevée, d'où il en est suivi une synthèse forcément

(1) Voir *Zur Kritik der Politischen Ökonomie*.

incomplète, et même par anticipation nous pouvons dire *a priori*.

Or, si la seule question du facteur économique avait été consciencieusement établie, sûrement beaucoup d'esprits éclairés se seraient engagés dans la voie tracée par Marx. Il est cependant intéressant de voir comment ces auteurs s'expriment en parlant de l'économie. Nous ne nous occuperons que de l'école marxiste, parce que c'est la plus importante.

Il ne faut pas nous accuser de voir dans la doctrine matérialiste de l'histoire un exposé de principes nouveaux si nous ne voulons pas parler des auteurs qui ont précédé Marx. En effet l'opinion communément admise est celle de Frédéric Engels, lequel prétend que Marx est l'inventeur de la doctrine matérialiste de l'histoire. Un grand nombre d'auteurs se sont mis d'accord pour prouver le contraire. M. Turgeon (1) dans une excellente étude critique du matérialisme historique, a considéré cette doctrine comme un exposé de diverses écoles économiques (physiocratique, individualiste, collectiviste). Il démontre en quoi consiste l'exagération d'Engels en citant les auteurs du XVIII^e siècle qui ont, soit en France ou en Angleterre, attribué une influence prépondérante dans l'étude du mouvement social, aux modes de la production ou aux conditions de la propriété. Il nous apprend, en outre, que Quesnay subordonnait aussi la morale à l'économie. A l'instar de cette observation de M. Turgeon, nous pouvons dire que la connaissance complète de la théorie physiocratique nous permet, à un certain point,

(1) Voir TURGEON : *Les travaux Juridiques et Economiques de l'Université de Rennes*. Tome II, III, IV, V, VI, VII.

de l'affilier aux idées qui ont guidé les marxistes ; tout le système politique qu'ils ont développé après la proclamation de leurs doctrines économiques nous laisse supposer que chez les physiocrates le facteur économique primait également tous les autres ; et qu'il était à la base de la vie sociale. Avant Karl Marx, Hegel avait aussi reconnu que le mode de production contribuait beaucoup à former la physionomie historique et sociale. Il serait intéressant de rechercher toutes les raisons pour lesquelles on refuse d'accorder à Marx le brevet d'invention de la doctrine matérialiste. Nous n'avons pas le droit de nous attarder, mais nous ne pouvons pas nous empêcher de signaler encore quelques ressemblances entre les théories antérieures à Marx et les siennes.

On trouve des traces de matérialisme historique chez les économistes du début du XIX^e siècle tout aussi bien que chez les historiens. MM. Gide et Rist affirment que les Saint-Simoniens se considéraient comme des agents volontaires et conscients d'une évolution nécessaire que Saint-Simon a devinée et définie (1). Saint-Simon se plaisait aussi à assimiler sa doctrine aux découvertes scientifiques. Un autre économiste célèbre, Proudhon, déterminait le progrès social d'après le développement de l'industrie et la perfection des instruments. Un auteur italien, M. R. Mondolfo (2) dit que parmi les écrivains historiques Augustin Thierry est l'un des premiers qui appliqua le déterminisme économique à l'histoire ; M. Mondolfo ne

(1) Voir GIDE et RIST : *Histoire des Doctrines économiques*, p. 264.

(2) Voir R. MONDOLFO : *Le matérialisme historique*.

manque pas d'ailleurs d'établir le lien de parenté spirituel qui existait entre Thierry et Saint-Simon. Un autre historien qui appliqua la méthode du déterminisme économique fut Guizot; dans cet ordre d'idées on pourrait le classer également parmi les précurseurs de Karl Marx (1). Certains auteurs qui ont approfondi l'étude des sources du matérialisme historique finissent par n'accorder à Marx qu'un seul mérite, c'est d'avoir recueilli les idées qui circulaient en France et en Allemagne vers cette époque, afin de les systématiser. Cependant, nous pouvons dire en bonne justice, que c'est à partir de Marx que cette doctrine est à l'ordre du jour, tout en reconnaissant son existence embryonnaire avant l'avènement de Marx. Pour le moment, l'école marxiste nous intéresse surtout. Nous ne reviendrons pas sur quelques principes déjà énoncés et que ce bref exposé historique a interrompu; nous continuerons d'exposer les idées générales de cette doctrine et les différentes phases qu'elle a traversées.

Pour exposer la doctrine nous sommes cependant obligés de recourir au langage des marxistes. Nous voyons alors que l'influence de l'économique est prépondérante dans toute l'histoire. Les intérêts économiques sont en même temps l'unique ressort de l'histoire. Par une méthode déductive les marxistes sont arrivés à donner la preuve de ce principe, en reconnaissant au facteur économique une influence finalement décisive. Marx croyait depuis longtemps que les

(1) Guizot disait : « Depuis plus de treize siècles, la France contenait deux peuples, un peuple vainqueur, la noblesse, et un peuple vaincu, le Tiers-Etat, et depuis plus de treize siècles le peuple vaincu luttait pour secouer le joug du peuple vainqueur. »

changements qui se produisent dans les sociétés sont dus aux modifications de la structure économique, et celles-ci sont conditionnées par les perfectionnements du matériel et de la production elle-même. Nous admettrons l'hypothèse que de grands changements dans les modes de production occasionnent une répercussion considérable dans l'organisation sociale. Mais ce n'est pas l'élément unique du courant historique; à côté de la pratique qui enrichit les événements et les fait varier, nous laissons une large part aux idées qui ont maintes fois occasionné des perturbations formidables dans la Société; il est inutile de citer des exemples, nous les rencontrons constamment dans les études historiques. Ajoutons tout de suite que la manière dont nous concevons les idées n'est pas analogue à celle de Marx, puisque nous les considérons bien indépendantes et non comme des reflets d'un certain intérêt économique. Réellement, il faut manquer de bon sens pour admettre, comme les marxistes, que les dogmes de Luther n'ont été que l'expression économique, la réaction bourgeoise de l'époque où ils sont apparus.

Il est cependant curieux de constater que Marx n'a pas poussé très loin sa doctrine. Il a choisi parmi les faits économiques la production comme facteur le plus agissant et le plus décisif. Originellement donc, la conception matérialiste de l'histoire est très rétrécie. Ceci s'explique en grande partie par la méthode de Marx, qui consistait surtout à s'occuper de l'avenir, le passé n'était pour lui qu'un ensemble d'événements incohérents et inconscients; l'histoire du passé s'évanouit dans des erreurs grossières; toute l'histoire nous

est présentée comme un tâtonnement vers une voie nouvelle; ce chemin ignoré, une fois découvert, ce n'est qu'alors seulement que commencera à se faire la véritable histoire d'après une logique rigoureusement subie. On voit ce que ce procédé contient de suranné et d'inexact. Renouvier (1) disait même que la conception matérialiste, étant une méthode de recherches historiques, doit être tournée vers le passé.

Karl Marx ne s'est pas borné à une pure exposition doctrinaire de sa thèse, il a essayé de la mettre en pratique. Naturellement il s'est adressé à un événement actuel pour faire l'application du matérialisme historique. Une fois de plus il nous donne la preuve de son horreur pour l'histoire du passé. Cette application se trouve dans *La lutte des classes en France de 1848 à 1850*, et *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte*, Nous ne pouvons pas les analyser complètement. Il nous semble d'ailleurs que ces ouvrages ne présentent pas un caractère aussi génial que le croient les disciples de Marx; la documentation n'est pas riche et l'étude a été faite en partant d'une idée préconçue. La partie historique de ces ouvrages ne nous intéresse pas tout particulièrement. Il n'est pas difficile d'envisager la période de 1848 à 1850 en France sous forme d'une lutte de classes. Il y a pourtant quelques éléments de cette étude que nous devons retenir et qui complètent la doctrine de Marx. Ainsi, par exemple, la haine de toute espèce d'individualisme et d'idéalisme est frappante dans les deux ouvrages. Subséquemment une théorie a été déduite des prétendus grands hommes. Marx n'admet sous aucune forme l'existence des

(1) Voir RENOUVIER : *Introduction à la philosophie analytique*.

grands hommes; il ne les considère que comme une expression des conditions économiques du moment. Marx s'attaqua surtout à Napoléon III, plutôt pour des raisons personnelles que dans un but de vérité historique. La haine pour ce prince doit se répercuter alors sur les autres grands hommes et diminuer leur influence sur les événements. Nous ne sommes pas de ceux qui confondent toute une nation avec un seul homme et qui voient dans un monarque un être supra-humain appelé pour diriger les événements. Mais nous devons reconnaître qu'un grand nombre de fois, l'histoire nous a prouvé que la volonté et la puissance d'un homme ont pu causer des perturbations formidables dans toute la Société. Nous pourrions ajouter seulement que parallèlement à l'action de ces grands hommes il y eût des événements qui se produisirent indépendamment et à l'exclusion de leurs propres personnes. D'autre part nous croyons que la suprématie et l'influence de ces grands hommes tiennent plutôt à un facteur psychologique qu'à une cause économique sous-jacente.

En général Marx prétend renverser toutes les doctrines existantes; il a essayé de s'élever du fait à l'idée. Le fait qu'il a envisagé, c'était le fait actuel, l'essor formidable de la production avec l'apparition d'une nouvelle grande classe sociale, le prolétariat. M. Turgéon explique très bien la formation intégrale de la doctrine de Marx en disant qu'« il fallait que la Société se matérialisât préalablement pour que l'explication de l'histoire pût se matérialiser à son tour ».

La première extension de la doctrine marxiste a été faite par Engels. Il a laissé d'abord intervenir, à côté du facteur production, le facteur circulation

comme partie intégrante de la force qui actionne le mouvement des sociétés. Au fur et à mesure de l'élaboration de cette doctrine, Engels attribue au facteur qu'il appelle « conditions économiques » une telle signification que tous les éléments composant la Société y rentrent. Le principe unitaire de la doctrine semble être ébranlé. Mais Engels oppose l'argument suivant que « la force économique n'est pas seule mais elle est dominante ». Pour notre part, cette argumentation n'est qu'un palliatif, puisqu'en somme nous revenons bien à la méthode des facteurs historiques. On a donc introduit une seule nouveauté, digne de ce nom, c'est que parmi tous les facteurs la prépondérance est accordée au facteur économique. On arrive par conséquent à cette conclusion, pour employer le terme d'Engels, que le facteur économique est « finalement décisif ». Comment se fait cette réaction de l'économique sur les autres facteurs ? Par quel mécanisme a-t-on pu attribuer à la politique ou au droit par exemple un caractère économique sous-jacent ? Une brève analyse de ces différents facteurs, à la manière des marxistes, nous permettra de comprendre en même temps leur méthode, tout aussi bien que l'illusion dont ils ont été victimes.

Les marxistes ont raison de refuser à la politique le caractère essentiel dans le mouvement général de l'histoire, comme l'ont fait certains auteurs. Mais ils ont poussé leur partialité vers un autre sens et Labriola résume la conception marxiste de la politique dans cette maxime : « La politique se ramène à une formule très simple, appliquer une force ou un système de force à un ensemble de résistances. » Ce qui revient

à dire que l'évolution politique est conditionnée par les forces économiques. En effet, ce système de forces, n'est que le représentant, d'après les marxistes, de forces productives. Cette croyance conduit les marxistes à voir dans l'Etat quelque chose de réel; puisqu'en somme c'est ce corps politique qui est le détenteur, le plus souvent précaire, de l'ensemble des forces d'une Société, du moins c'est lui qui les soutient. Appuyés sur cette constatation ils interprètent les différents changements politiques d'après les fluctuations économiques. Mais si ce raisonnement était vrai, comment pouvons-nous comprendre l'opposition si fréquente qu'on constate entre la vie politique d'un pays et sa situation économique?

Quant au droit et à la morale, le Manifeste du parti communiste nous enseigne déjà comment il faut les interpréter en disant que « les idées dominantes d'une époque n'ont jamais été que les idées de la classe dominante ». Par conséquent, les normes juridiques et les principes moraux sont, pour ainsi dire, nettement favorables à ceux qui dominent la Société. Donc, dans le régime capitaliste, à ceux qui détiennent la plus grosse partie de la richesse sociale. S'ils ne trouvent pas les garanties nécessaires de leurs intérêts dans le droit existant, ils créent un droit nouveau. L'assise économique est donc dégagée. Mais quelle découverte lamentable ! La science juridique et les préceptes moraux n'ont-ils pas de tout temps collaboré au bien-être commun ? L'un sous forme de droit positif et l'autre sous forme de droit idéal. On y trouve quelques exceptions pouvant justifier les principes marxistes. Néanmoins le Droit et la Morale se sont toujours effor-

cés de se rapprocher de la notion du juste, sans recourir pour cette tâche au facteur économique. Comment pouvons-nous admettre alors que ce sont les faits économiques qui ont incorporé dans l'histoire l'idéal de l'humanité, et qu'il y ait toujours une certaine classe sociale qui soit opprimée par la classe régnante. Plus d'une fois, nous avons vu toutes les classes d'une Société fraternellement unies poursuivant un but commun.

Les marxistes ont cherché l'origine de la science dans la nécessité. Labriola cite un exemple intéressant en ce qui concerne la naissance de la géométrie élémentaire des Egyptiens; la cause de cette découverte est attribuée aux besoins de mesurer les champs exposés aux inondations annuelles du Nil. Au point de vue économique la notion du besoin n'est-elle pas vague ? On pourrait réduire toute espèce d'actions humaines à un besoin, comme nous l'enseigne l'Economie Politique. L'idée de nécessité et celle de besoin impliquent nécessairement l'intervention du facteur psychologique. Les marxistes étaient quand même un peu indulgents, pour la science, ainsi que pour l'art et la religion en disant que la structure économique n'agit sur eux que d'une manière secondaire et indirecte.

Un plus long développement de ces facteurs nous paraît inutile dans notre étude. Presque chaque principe a formulé en même temps sa négation. On voit donc combien il est difficile d'extraire une méthode applicable à notre travail.

La simplification et la popularisation de la doctrine marxiste se sont effectuées avec une rapidité et une multiplicité incomparables. Nous n'avons pas la lourde

tâche de les exposer, puisque nous considérons que l'élaboration de cette doctrine étant tendancieusement partielle; — c'est-à-dire que son objet consiste essentiellement à réclamer les droits pour une seule classe sociale; — la conception scientifique en disparaît entièrement.

Dans tous les programmes des partis socialistes nous trouverons facilement la dialectique marxiste. Pour ne pas descendre au fond des aspirations de ce parti, résumons en quelques lignes les vues de ses chefs. Nous savons déjà que les marxistes pourraient nous savoir mauvais gré de l'importance que nous attachons à quelques individus isolés de la masse; leur fameuse théorie des « grands hommes » s'y opposerait. Mais comment ne pas voir dans la personne de Jaurès l'incarnation même du socialisme, sinon internationaliste du moins français. Les discours de propagande de Jaurès ne nous intéressent pas, nous nous attacherons simplement à ses vues doctrinaires. Nous constatons alors qu'en bon disciple de Marx, il continue à attribuer aux faits économiques la puissance d'incorporer dans l'histoire l'idéal de l'humanité. Il va chercher parfois dans la philosophie grecque d'Héraclite, d'Empédocle et d'Anaxamandre la justification du principe unitaire des explications marxistes, affirmant que ces philosophes envisageaient à un seul point de vue les phénomènes économiques et naturels. Cette interprétation est assez ingénieuse; mais nous pouvons lui objecter que les phénomènes sociaux et naturels sont devenus beaucoup plus complexes depuis l'époque de la Grèce antique à nos jours, et qu'il faut tenir compte de la création d'un nouveau et plus vaste

terrain artificiel, dont nous parle le marxiste Labriola. L'effort d'une interprétation scientifique a été fait encore par un grand nombre de publicistes, citons aussi Lafargue qui ne voit pas dans l'abolition de l'esclavage une idée de justice mais une force commandée par les nécessités de la production (1).

Il est préférable de consulter les auteurs qui ont développé leurs théories en dehors des passions politiques. Nous consacrerons un aperçu sommaire aux idées de Labriola et de Loria. Les idées de Labriola ont été déjà plusieurs fois citées. Il n'y a pas d'innovation sérieuse dans le domaine du matérialisme historique, mais un assouplissement et une critique raisonnée ont complété en quelques points les vues de Marx et d'Engels en donnant à la doctrine elle-même une base philosophique plus solide. Le point de vue unitaire de l'histoire a été exposé avec beaucoup plus de bon sens. Labriola nous présente bien que l'intérêt étant l'aiguillon de la vie est le mobile le plus général de l'activité humaine. Quelques explications pratiques, fort intéressantes, ont été données dans son ouvrage sur la conception matérialiste de l'histoire. Labriola avoue sincèrement que le problème n'est pas entièrement résolu et que beaucoup d'erreurs se sont glissées dans l'application de la doctrine. L'excuse se trouve dans le désir de voir la théorie appliquée à l'histoire de l'avenir. Il faut donc se placer en prophète. En admettant que la doctrine marxiste ait donné tout dernièrement, dans le courant des événements quelques réalisations positives, nous ne devons pas nous fier

(1) Voir *Idéalisme et matérialisme dans la conception de l'histoire*. Conférence de Jaurès. — Réponse de Lafargue.

à ce résultat, que nous croyons passager, sachant que l'élément économique n'aura pas toujours à jouir d'un aussi grand prestige, qu'actuellement, dans la Société moderne.

En définissant l'histoire, Labriola (1) semble s'éloigner un peu des vues de Marx et d'Engels; en effet, il dit qu'elle repose avant tout sur le développement de la technique; c'est donc une innovation, un nouvel élément est pris dans la cause économique qui détermine le mouvement social. Ces tâtonnements nous prouvent d'une façon péremptoire qu'il y a des lacunes dans la doctrine; ils font ressortir le caractère incertain et même inexact de cette étude. Labriola à l'instar de ses prédécesseurs s'attacha à un principe sur lequel il a fondé l'explication de toute l'histoire. S'il avait poussé un peu plus loin l'analyse de son facteur, le développement de la technique, il aurait pu s'apercevoir que le matérialisme historique se trouve ébranlé, puisque la technique ouvrière suppose une opération antécédente qui est l'invention, celle-ci peut être le résultat du travail, soit d'un homme de science, soit d'un ouvrier, dans tous les cas elle restera le fruit d'une idée qui a germé dans le cerveau de l'inventeur. M. Turgeon dans son essai sur le monisme économique (2) a réfuté d'une manière très logique les vues de Labriola. L'invention de la poudre à canon, dit

(1) Voir LABRIOLA, *op. cit.*, « L'Histoire est le fait de l'homme, autant que l'homme peut créer et perfectionner ses instruments de travail, et qu'avec ses instruments il peut créer un milieu artificiel, dont les effets compliqués réagissent ensuite sur lui et qui par son état présent et ses modifications successives est l'occasion et la condition de son développement. »

(2) Voir TURGEON, *op. cit.*, Tome V.

M. Turgeon, a profondément modifié les relations humaines, peut-être davantage que le développement de l'outillage; et cette invention n'a eu que des conséquences anti-économiques. En général, il est inadmissible d'attribuer au seul développement technique les transformations incessantes qui se sont produites dans les sociétés.

Malgré quelques exagérations partiales de Labriola, nous devons reconnaître que dans l'ensemble de son étude nous trouvons quelques principes exacts, qui auront une répercussion utile sur la méthode employée par les sciences historico-sociales. En second lieu, sa conception ingénieuse du matérialisme historique et son érudition ont beaucoup contribué à donner à cette doctrine un caractère plus logique que les travaux de ses prédécesseurs.

Quant à Loria, nous ne savons pas si nous devons le considérer comme un innovateur ou comme un continuateur des idées de Karl Marx. F. Engels l'accuse de plagiat. Dans tous les cas, nous voyons que l'idée directrice de la doctrine marxiste reste la même, en ce que Loria tient sa thèse pour scientifique, et surtout en ce que la prédominance est attribuée au facteur économique dans l'ensemble du mouvement social. Mais la système de Loria a ceci de particulier que pour lui, à la base de tous les phénomènes économiques et sociaux se trouve le mode de l'appropriation du sol, c'est-à-dire le rapport qui existe entre le chiffre de la population et le degré de productivité de la terre. Réellement Engels a bien vu que l'originalité de ce principe semble douteuse. Dans les œuvres de Mably, Morelly, Necker et plus tard dans celles de Karl Marx,

on voit les idées que Loria a développées et s'est appropriées. Par ailleurs, pour expliquer ce système, nous aurions toujours un même problème à résoudre; c'est-à-dire, comment pouvons-nous ramener la totalité des mouvements historiques à un seul facteur qui est, dans ce cas, le rapport de la propriété foncière et de la population. Cette méthode grossière nous éloigne de toute évidence. Au fond, elle n'explique rien. Elle n'aurait même pas mérité notre attention si nous ne lui avions pas trouvé un lien de parenté avec les idées de Karl Marx.

On constatera aisément que la méthode suivie par tous ces auteurs consiste dans une vision unitaire de l'histoire. Elle nous conduit à une étude moniste et c'est un monisme spécial, on l'appellera économique. Dans les études historiques, certains auteurs ont essayé de subordonner toutes les questions à un point de vue unique, et souvent ils cherchaient son explication dans une cause surnaturelle. Heureusement, dans la doctrine matérialiste, on ne va pas chercher des influences qui restent toujours inconnues. Justement, la connaissance des faits économiques nous permet de délimiter approximativement son champ d'action, et nous pouvons plus logiquement réfuter ou accepter une théorie qui s'attache à des choses réelles. On peut conclure tout de même que les historiens ont souvent manifesté le désir de s'attacher à une méthode moniste, mais leur méthode ne s'appliquait le plus souvent qu'à une certaine période (1).

(1) FUSTEL DE GOULANGES dans la Cité Antique, a attribué au facteur religieux une influence prépondérante. Mais n'oublions

Le procédé des marxistes nous conduit à formuler des lois historiques, qu'un sociologue conscient de la complication des événements doit toujours redouter. Nous devons répéter que nous restons toujours incrédules quand nous voyons les principes des sciences dites exactes, tendant à ramener tous les faits à une unité, appliqués aux études historiques. Quant au monisme économique, nous ne doutons pas de la part qu'il faut attribuer aux événements économiques dans le domaine historique de la période contemporaine; mais nous devons rejeter complètement la prétention des marxistes qui consiste à appliquer ce système à l'histoire de tous les siècles. En effet, ce fut la plus grave erreur de Marx et de ses disciples.

Labriola a affirmé que la méthode matérialiste se traduisait par un monisme (1).

On pourrait bien admettre que dans l'histoire du XIX^e siècle, le facteur économique a joué un rôle très important, peut-être aussi prédominant. Mais on ne peut se concilier avec les vues trop rigides des marxistes. Même pour l'étude d'un événement de la période contemporaine, nous préférons la méthode qui

pas qu'à l'époque de la première cité grecque la foi religieuse était à la base de toutes les relations humaines. Si cet auteur avait voulu appliquer cette méthode à l'histoire contemporaine, il aurait sûrement faussé la vérité historique.

(1) Les Marxistes ont conclu de l'unité de la vie à l'unité de la vie historique. Nous croyons que si la vie présente un caractère unitaire au point de vue physique, il n'en est pas de même au point de vue psychologique. Le Moi subit de tels changements dans la vie humaine, que même chez une personne, ayant conservé tous ses sens on peut observer comme une sorte de dédoublement de la personnalité. Donc, si on adoptait même la façon d'interprétation des marxistes, on pourrait leur opposer un argument plus logique. Il devient évident que le facteur psychologique ne doit pas être négligé.

consiste à analyser tous les éléments. Nous nous associerons à la critique de M. B. Croce pour dire que la cause ou les groupes de causes varient d'ordinaire dans chaque cas (1).

Généralement une méthode moniste est à rejeter, qu'elle soit économique ou autre. Elle lésiera forcément les intérêts d'un ou de plusieurs éléments constitutifs de l'histoire et par là même nous resterons en présence de quelques faits inexpliqués et l'étude ne donnera qu'un résultat incomplet et faux. Spécialement pour le monisme économique des marxistes, nous pouvons objecter, que le facteur économique ait dû embrasser tous les éléments qui le composent, étant donné qu'ils sont dans une interdépendance absolue. Le monisme restreint des différents auteurs précités nous conduirait donc à des hypothèses évidemment inadmissibles.

Il s'agit maintenant d'étudier la tendance déterministe de la doctrine matérialiste. Nous n'aurons pas beaucoup de mal à la dégager, puisqu'elle est nettement formulée. C'est presque du fatalisme que nous trouvons.

Les marxistes croient incontestablement que l'histoire nous conduira finalement à un état homogène, c'est-à-dire à la disparition des classes sociales et au communisme intégral. D'autre part, la négation du libre arbitre et la foi dans une histoire qui se fait d'elle-même contribuent à faire voir dans cette doctrine un principe déterministe. D'après eux, l'existence d'un certain état antérieur et présent agira sur les

(1) En effet, B. CROCE dit : « La mort est toujours la mort, mais on meurt de tant de maladies. »

transformations à venir sans qu'une volonté quelconque puisse changer quoi que ce soit à cette détermination. C'est en partant du déterminisme subjectif de la psychologie individuelle que Labriola (1) arrive au déterminisme historico-social, tout en admettant que la médiation des causes aux effets n'est pas évidente à première vue. Continuant son exposé, Labriola dit que ce principe déterministe une fois dégagé il en résulte « qu'il s'agit seulement d'expliquer en dernière instance (Engels) tous les faits historiques par le moyen de la structure économique sous-jacente (Marx) ». C'est donc par cette méthode de déterminisme économique que se traduit toute la doctrine matérialiste.

Il serait inutile de rappeler que les sciences de la nature sont toutes basées sur le déterminisme, si on n'était pas frappé par les analogies qu'on trouve entre le Marxisme et le Darwinisme. Labriola n'admet cependant aucune ressemblance entre les théories de Darwin, sur la lutte animale pour l'existence, et la doctrine matérialiste, en objectant qu'il faudrait redescendre à la vie animale, à l'état primitif, pour observer ce phénomène et faire abstraction du terrain artificiel qui s'est créé dès que l'histoire s'est formée. Nous ne pouvons pas dire que Marx s'était inspiré des théories darwiniennes, du moins dans ses premiers travaux, puisque les ouvrages de Marx et de Darwin ont paru presque simultanément, en 1859, nous savons en outre que les éléments du déterminisme économique dans l'histoire se trouvent dans le Manifeste de 1848. Nous devons pourtant reconnaître que

(1) Voir LABRIOLA. *op. cit.*, p. 135.

la propagation des idées de Darwin a donné une impulsion aux disciples de Marx, et on a rattaché la théorie de Darwin à celle de Marx. Il est un fait incontestable, c'est que Marx s'est inspiré des principes des sciences naturelles.

Du rapprochement de la doctrine de Darwin avec celle de Marx, nous pouvons conclure que certains naturalistes, ainsi que les marxistes ont oublié qu'à part la lutte pour l'existence, dans le règne animal, et la lutte des classes, dans les sociétés humaines, il y a un autre facteur commun qui joue un très grand rôle, c'est l'entr'aide (1), formulé plus tard par Kropotkine.

Pour ne pas nous engager sur le terrain aléatoire des rapports entre les sciences naturelles et les sciences sociales, nous continuerons à rechercher dans la doctrine matérialiste encore quelques points qui la rattachent au déterminisme. Nous croyons qu'en comparant la doctrine de Marx à celle de Spencer, nous retrouverons, malgré la différence de langage de ces deux auteurs quelques ressemblances saisissantes, et qui justifieront notre point de vue. Dès maintenant, nous pouvons affirmer que Spencer admettait l'appli-

(1) Nous ne sommes pas compétents pour discuter les théories de Darwin et de ses disciples; nous nous contenterons d'exposer une observation de M. J.-M. Zujovic (Professeur à la Faculté des Sciences de Belgrade) qui considère que la lutte animale pour l'existence a été interprétée même par les naturalistes un peu trop à la lettre, et que Darwin en usant de sa découverte s'est exprimé très souvent par métaphore. D'autre part, Zujovic remarque que la coopération est très accentuée parmi les animaux. C'est plutôt l'action des forces naturelles qui fait des ravages dans le règne animal qu'une lutte mutuelle pour l'existence. Voir ZUJOVIC : « *La lutte pour la vie et la coopération animale.* »

cation de certaines vérités générales de la biologie (1) aux sciences sociales (2). C'est donc par un procédé comparatif que nous voulons prouver une fois de plus le déterminisme de la doctrine matérialiste. Spencer a tiré de la nature des principes d'explication universelle. Il a tenté d'appliquer à tous les phénomènes, depuis les observations astronomiques les plus lointaines jusqu'à l'étude des faits sociaux les plus complexes, une méthode d'explication invariable et essayé de soumettre tous ces phénomènes à un certain nombre de lois rigides. La société est, dans la pensée de Spencer, comme un être vivant, par conséquent, elle est susceptible d'avoir des organes. Le progrès de cet être gigantesque consiste dans l'augmentation de sa masse, c'est-à-dire de la population et dans la différenciation de ses organes et de ses fonctions. Ainsi nous arrivons à la grande loi universelle de Spencer, celle de la différenciation progressive. Spencer disait que l'univers était au début dans un état d'homogénéité et d'indifférenciation, et puis il explique comment par la suite progressive des événements l'univers, donc la société y comprise, devint de plus en plus hétérogène. C'est à un état homogène que veulent arriver les marxistes en disant que l'hétérogénéité était au point de départ. Malgré la différence des résultats obtenus par ces deux écoles, nous pouvons remarquer qu'elles ont développé de la même manière leur problème de différenciation ; le procédé a été identique dans les deux cas. Evidemment, les deux données n'étant pas les mêmes,

(1) Voir SPENCER : *Introduction à la Science sociale*.

(2) Beaucoup d'auteurs se sont rattachés à cette sociologie biologique retenant surtout le nom d'Espinas puisque nous ferons appel, au cours de notre étude, à un de ses ouvrages.

les solutions diffèrent; mais on arrive à découvrir que le processus historique a été analogue. Etant donné que la méthode de Spencer est rigoureusement déterministe, par un procédé presque mathématique, nous concluons au déterminisme scientifique de Marx.

Dans cet exposé de la doctrine matérialiste on a essayé, en formulant les principes successifs, de faire immédiatement la critique. Nous ne reviendrons plus sur nos observations, nous tâcherons de donner une critique d'ensemble de la doctrine. M. Seligman a entrevu les vicissitudes de la conception matérialiste et les exagérations absurdes auxquelles elles nous conduisent (1).

Marx et ses disciples ont commis une erreur initiale, qui est commune à beaucoup de sociologues, c'est de prendre une seule branche de l'histoire, comme la cause fondamentale de tous les autres événements historiques. Dans tous les cas, leur doctrine nous a prévenus de certaines erreurs grossières, que nous retrouvons dans quelques travaux historiques; beaucoup d'auteurs avaient exagéré l'influence de l'intelligence et de la volonté individuelle. L'enseignement que nous devons tirer de la doctrine marxiste, et pour lequel nous leur rendons hommage en toute impartialité, c'est d'avoir introduit dans les études historiques un nouvel élément, savoir l'influence exercée par les masses humaines sur le courant des événements. En effet,

(1) Voir SELIGMAN : *La conception économique de l'histoire*. Nous pouvons ainsi résumer la critique de Seligman : La doctrine matérialiste s'oppose à la doctrine du libre arbitre, elle méconnaît l'importance des grands hommes, elle repose sur l'affirmation qu'il existe des lois historiques, elle est socialiste, elle néglige les forces éthiques et intellectuelles en histoire.

pour la première fois, nous voyons appliquée aux sciences historico-sociales l'action des forces collectives. A notre avis, Marx aurait dû se limiter à cette vérité scientifique, et s'il avait poussé des recherches dans ce sens, il aurait rendu à la science historique de très grands services. La partialité des marxistes ne nous donne que des explications partielles. Sous prétexte qu'une branche de l'histoire est d'origine économique, on ne cherche pas à l'approfondir, à s'attacher à ses qualités intrinsèques. Non seulement l'application d'un facteur unique est dangereuse, elle est aussi absurde; il est évident que les inégalités dans la société, le caractère hétérogène de cette société, ne peuvent venir d'une seule cause, la cause économique. La religion, l'instruction et l'intelligence ne créent-elles pas des situations foncièrement inégales, sans faire intervenir le facteur économique ? On ne comprend pas bien que dans les situations économiques qui ne varient point, on voit constamment surgir des idées et même des religions nouvelles.

La méprise fondamentale des marxistes a été l'ignorance totale de la psychologie. On répète aisément que l'action est née de l'idée. Dans toutes les sphères de l'activité humaine, le facteur psychologique est appelé à jouer un grand rôle. Comment pouvons-nous admettre que les hommes sont menés par la force économique; ils sont donc dépourvus de la capacité d'avoir des idées ? La doctrine matérialiste elle-même est involontairement idéologique, la foi de ses adeptes dans le triomphe de la révolution et leurs prévisions lointaines nous donnent la preuve d'une puissante imagination créatrice. Contrairement à la méthode de Marx,

laquelle n'a insisté que sur l'influence de l'économie sur l'idéologie, nous pouvons dire, que l'idéologie a exercé souvent des influences profondes sur la structure économique. L'application de l'impôt unique des physiocrates dans le duché de Bâde n'a-t-elle pas produit un revirement dans l'ensemble de la vie économique ? Nous reconnaissons aussi qu'on peut observer continuellement des sortes de flux et de reflux de l'idéologie et des faits économiques. Enfin, le sectionnement complet de la part de l'idéologie, de l'économie et des autres facteurs d'un fait social paraît impossible, il est dangereux de formuler sur ce point des conclusions rigoureusement exactes.

On a vu que la doctrine des marxistes contenait une idée juste, celle de l'influence des forces collectives; en second lieu, elle a bien aperçu que l'action de l'économie était perpétuelle et inévitable; mais elle a eu le tort de vouloir baser tout le développement de l'humanité sur certaines conceptions exagérées.

Il nous reste à nous demander si cette doctrine a mérité d'être appelée matérialiste. Les marxistes croyaient que tout ce qui était économique était nécessairement matérialiste. Nous nous rangeons du côté de l'opinion de M. Turgeon qui ne le croit pas. On admet que cette doctrine est matérialiste dans la mesure où elle n'accepte pas l'intervention d'un mythe providentiel dans les explications historiques. Le nom de déterminisme économique dans l'histoire lui siérait peut-être mieux ou bien l'interprétation économique de l'histoire, comme l'a dit M. Seligman. Nous avons vu, en outre, qu'il existait une école de sociologie biologique, nous croyons qu'elle pourrait se réclamer du

matérialisme tout aussi bien que les marxistes. On est d'autant plus embarrassé pour employer le terme matérialisme qu'il peut avoir une compréhension très extensive, tout un système philosophique pourrait être réduit au matérialisme.

Nous n'avons pas la prétention de donner une explication nouvelle au facteur économique. Mais il était indispensable de bien déterminer la seule explication complète de ce facteur et de ne pas confondre notre méthode de travail avec le procédé qu'un partisan de la doctrine matérialiste aurait appliqué. Le facteur économique tel que nous le concevons, ne peut pas être personnifié. Nous n'allons pas abstraire de ce facteur telle ou telle cause prédominante, la production ou la technique de la production par exemple. Notre conception du facteur économique est beaucoup plus vaste, nous la chercherons dans toute l'étendue de l'Economie Politique, et lorsque nous traiterons les différentes questions de notre sujet, nous indiquerons à quelle branche de l'économie elles se rattachent. Toutefois, dans la période que nous étudions, l'action des masses humaines se présente avec une netteté jusque là inconnue; nous n'aurons pas le droit de négliger son influence; c'est le cas unique où l'on tirera profit de la doctrine matérialiste.

Il ne faut pas chercher dans notre travail l'explication intégrale des constitutions de la période révolutionnaire. Nous nous sommes attachés à un seul point de vue, à savoir sous quelle forme le facteur économique a exercé son influence sur les travaux constitutionnels. Parfois, nous apercevrons la tendance dans ces travaux vers une doctrine économique et

dans d'autres cas on constatera l'action de l'économie du moment.

Nous ne pouvons pas examiner, malheureusement, les résultats obtenus par l'application des principes de ces constitutions; parce que leur réalisation pratique n'a été que de très courte durée ou même inexistante.

Comme c'est un travail spécial, nous croyons que pour les questions connexes à notre étude, nous avons le droit de nous servir des traités généraux, l'étude directe d'après les sources pourrait nous entraîner trop loin. En spécialiste, nous nous bornerons à constater les faits de notre branche.

Le facteur économique ne se présentant pas isolément dans les travaux constitutionnels, nous verrons quelquefois un article être susceptible de plusieurs interprétations; il pourrait être le résultat d'influences multiples; nous tâcherons de donner un prix légitime à tous les autres facteurs déterminants; nous ne voulons rien subordonner à notre étude.

Dans notre travail, nous avons essayé de donner des explications définitives, parfois pourra-t-on leur reprocher un manque de souplesse. Mais nous avons jugé préférable une solution rigide au lieu de laisser la question en suspens, ou de nous en tirer par une habile pétition de principes.

CHAPITRE II

Le bouleversement économique pendant la Révolution

Les effets d'une révolution, quelle qu'elle soit, se traduisent immédiatement par une répercussion sur l'ensemble de l'activité économique. Cette vérité a induit en erreur certains auteurs et leur a fait dire que la cause de tout bouleversement social est essentiellement et uniquement économique.

La Révolution française a eu pour causes des raisons multiples. Bornons-nous à dire qu'une très large part de responsabilité doit être attribuée à des influences d'ordre économique. Rechercher les causes de la Révolution n'est pas l'objet de ce chapitre, il ne pourra non plus retracer toutes les phases économiques par lesquelles la Révolution a passé; un chapitre n'y suffirait point. D'autre part, « l'histoire économique et sociale de la Révolution, dit M. Aulard, est dispersée en tant de sources, qu'il est actuellement impossible, dans le cours d'une vie d'homme, de les aborder toutes ou d'en aborder les principales ».

Jusqu'à nos jours, une histoire complète de la Révolution économique n'a pas été faite. Depuis quelques années, cette étude devient beaucoup plus aisée, grâce aux excellents travaux de la commission de recherches et de publication des documents relatifs à la vie économique de la Révolution. Cette commission a ouvert

les sources, elle a extrait les textes qui doivent servir aux travaux historiques (1). Le côté économique a été réellement un peu négligé. Il est un fait certain, c'est que la connaissance générale de l'histoire est imparfaite lorsqu'elle présente de pareilles lacunes.

Une histoire socialiste de la Révolution a été élaborée par Jaurès (2). Quoique M. Aulard proteste de la parfaite impartialité de cet auteur, l'influence probable de ses opinions politiques nous laisse un peu méfiants ; par ailleurs une histoire socialiste ne peut présenter en raison de ses tendances la véritable histoire économique. Labriola (3) prétend que pour avoir une vue exacte sur ce qu'étaient les choses au moment de la Révolu-

(1) Le Ministère de l'Instruction Publique a établi cette commission le 27 novembre 1903, sous la présidence de Jaurès ; l'un de ses principaux collaborateurs a été M. Aulard. Ce n'est qu'au bout de dix ans, que le travail de cette commission a été terminé. Jaurès disait, en effet, que jusqu'à cette époque il n'y avait que quelques collections locales et pas de publications générales sur l'histoire économique de la Révolution. Pour le recueil et la classification de ce grand travail on a été obligé d'instituer des comités départementaux. Depuis 1906, un bulletin trimestriel relatif à la révolution économique a été publié. Il y a actuellement une collection complète d'une cinquantaine de volumes des documents inédits sur l'histoire économique de la Révolution française. Toutes sortes de documents y sont insérés : sur les assignats, sur les ventes des biens de l'Eglise et des biens des Emigrés, les questions des subsistances, les lois de maximum, le régime des manufactures, les partages des communaux, etc...

On consultera avec intérêt pour toutes les questions relatives à la Révolution française l'ouvrage de M. CARON.

Voir PIERRE CARON, *Manuel pratique pour l'étude de la Révolution française*.

(2) Voir JEAN JAURÈS : *Histoire socialiste de la Révolution*, tome I à VI, revue et corrigée par ALBERT MATHIEZ.

(3) Voir LABRIOLA, *op. cit.*

tion, on y trouve des indications précises dans les titres suivants: « La ville et les campagnes, l'artisan et l'ouvrier, etc... » Il énumère aussi tous les chapitres de l'ouvrage de K. Kautsky: *La lutte des classes en France en 1789* (1). L'ouvrage qui nous a paru le plus conforme à la vérité historique, concernant les questions économiques de la Révolution est celui de M. Levasseur (2). Malheureusement il est incomplet puisqu'il n'avait pas pour but d'envisager l'ensemble de la vie économique. L'agriculture et le commerce sont presque complètement mis de côté. Dans l'histoire de Lavissee et Rambaud, une très brève analyse de l'Economie Politique de 1789 à 1799 a été faite par M. Arnauné. L'étude des questions financières de la Révolution a été élaborée d'une manière très complète; et nous ne pouvons nous empêcher de citer à cet effet les livres de M. Stourm et de M. Marion (3).

La présentation des événements économiques sous la Révolution est véritablement très ardue; mais nous n'avons pas le droit de passer sous silence cette partie très importante puisqu'elle servira de pierre de touche à notre travail. D'ores et déjà, nous allons constater que toutes les réformes économiques ont été faites en dehors de l'élaboration des constitutions. Parallèlement aux travaux des Comités de constitution, une grande activité s'est manifestée chez les comités de subsistance, des droits féodaux, du commerce et de

(1) Voir K. KAUTSKY : *La lutte des classes en France en 1789*.

(2) LEVASSEUR : *Histoire des classes ouvrières en France de 1789 à 1870*, premier volume, 2^e édition 1903.

(3) Voir RENÉ STOURM : *Les finances de l'ancien Régime et de la Révolution. — Origine du système financier actuel* (2 vol.).

Voir MARION : *Histoire financière de la France de 1715 à nos jours*.

l'industrie, etc... Bref, la préoccupation pour organiser ou bien plutôt désorganiser la configuration et la vie économique du pays a été de tout premier ordre.

Si nous n'avons pas à tenir compte de l'évolution, vu que la période de 1789 à 1799 est très courte, nous devons par contre bien fixer notre attention sur les événements de la Révolution. Dans la technique de la production nous n'y voyons pas de grands changements. Il faut surtout étudier la législation de l'époque sociale et ses répercussions économiques. La législation économique de la Révolution peut être divisée en deux grands groupes de lois, lesquelles n'ont pas agi de la même manière sur l'ensemble des événements. Un certain nombre de lois ayant un caractère pour ainsi dire perpétuel ont causé une secousse profonde dans toutes les classes sociales, ainsi par exemple l'abolition de la féodalité, la mise à la disposition de la nation des biens du clergé, etc.... Mais une fois la crise terminée, elles ne devaient pas laisser une empreinte aussi forte sur l'ensemble de la vie économique. D'autres lois qu'on peut appeler temporaires ont agi d'abord « sans douleur » ; telles sont les lois sur le maximum, celles sur les assignats, etc.... Elles ont provoqué par la suite la déroute générale de toute l'activité économique. Il n'en est pas moins vrai que la Révolution a soumis entièrement à la volonté du législateur l'organisation et la réglementation de toutes les branches de l'Economie Politique.

En dehors des influences essentiellement économiques, il faudrait étudier les répercussions causées par la guerre étrangère, par exemple, et des autres événements complexes de cette période pour avoir une idée

exacte de tous les bouleversements qui s'étaient produits. Nous ne pouvons pas nous y attarder; et nous nous contenterons de passer en revue les faits purement économiques de cette époque.

En 1789, la Nation était bien décidée à réclamer des réformes sociales. La Royauté avait opposé une résistance farouche à toute tentative d'innovation. A la première Réunion des Etats Généraux, le 5 mai 1789, le Roi et ses deux ministres Necker et de Paule Barentin avaient insisté sur ce fait que les Etats avaient été convoqués uniquement dans le but de rétablir l'équilibre dans les finances. Mais la voix de la Nation se fit entendre.

Dans les campagnes la vie ne paraissait pas bien dure. La classe paysanne était appelée à retirer le plus grand profit de cette Révolution si l'issue arrivait à fléchir la résistance du Roi et de l'Aristocratie.* Cette classe était le véritable prolétariat de l'époque. Consciente de sa force, elle profitait des occasions pour causer du désordre, les châteaux furent incendiés, la circulation des grains entravée (1). Nous sommes autorisés à dire avec M. Aulard que le mouvement économique était bien provincial et surtout paysan tandis que la Révolution politique se fit à Paris.

Dès le début de la Révolution, une grande réforme occasionna un changement considérable dans le domaine de la propriété rurale; ce fut l'abolition de la féodalité. De grandes facilités sont accordées pour l'accession à la propriété et le morcellement de la terre cultivable. Avant cette réforme le régime de la petite

(1) Voir AULARD : *Etudes et Leçons sur la Révolution française*, VII^e série.

propriété a été déjà assez étendu sur tout le territoire du Royaume, d'après ce que nous dit Arthur Young (1). La conséquence la plus heureuse de l'abolition de la féodalité a été l'affranchissement de la terre. Ce n'est que par la suite que l'accession et le morcellement de la propriété ont pu se réaliser (2).

Le caractère de cette réforme est très bien présenté dans un discours de Merlin de Douai (3) et que nous retrouvons dans presque tous les manuels; on n'a pas voulu anéantir les propriétés; elles ont tout simplement cessé d'être des fiefs pour devenir des alleux (4); c'est la nature juridique du droit de propriété qui a subi un changement. Parmi les droits féodaux, on doit distinguer ceux qui étaient rachetables et ceux qui ne l'étaient pas.

Cette distinction subsiste jusqu'en 1793; et la Convention moins scrupuleuse que l'Assemblée Constituante décréta que la Féodalité était complètement anéantie (5). Les redevances seigneuriales de toute espèce devaient disparaître.

Ce nouvel état social a entraîné d'autres réformes inévitables. Du moment que le régime féodal était aboli, la conservation par le clergé de ses biens n'avait plus de raison d'être. Cette puissance territoriale avait des racines dans la féodalité (6). Donc immédiatement après la première réforme l'Assemblée Constituante

(1) Voir ARTHUR YOUNG: *Voyages en France pendant les années 1787, 1788 et 1789.*

(2) Voir AULARD : *La Révolution française et le Régime féodal.* D'après M. Aulard l'abolition complète de la féodalité n'a été faite qu'en 1793.

(3) Merlin de Douai était rapporteur du Comité féodal.

(4) Séance du 8 février 1790.

(5) Décret du 17 juillet 1793.

(6) LEVASSEUR, *op. cit.*

s'occupa des biens du clergé. Dans les discours prononcés par l'abbé de Montesquiou, Talleyrand et Mirabeau (1), nous pouvons voir les raisons juridiques de l'utilité de cette réforme. La théorie de la *Fondation* de Turgot y trouve son écho; c'était le triomphe de la doctrine individualiste. Par ailleurs, on invoqua la nature de cette propriété ecclésiastique, laquelle n'était pas analogue à celle des autres propriétés. Du moment que la Nation se chargeait des services publics incombant au clergé, toutes ses propriétés devaient revenir à la Nation, sous condition de pourvoir aux besoins des prêtres ou religieux.

Les raisons invoquées étaient péremptoires; mais la pensée du législateur n'était pas préoccupée par ces idées de justice, comme on pourrait le croire, il s'agissait de donner une garantie à la dette. Disons aussi que le clergé fut doté peu de temps après d'une Constitution civile.

Une autre réforme devait venir encore augmenter la portion du territoire mise à la disposition de la Nation: c'étaient les biens des émigrés et ceux de la Couronne.

Il résulta de toutes ces réformes que la classe paysanne a été particulièrement privilégiée. Levasseur dit que beaucoup de paysans, fermiers et même journaliers acquirent des propriétés, dès que la Convention décréta que les biens nationaux pouvaient être payés en assignats à des prix extrêmement bas. D'autre part, les revenus des paysans ont dû augmenter; cet accrois-

(1) C'est Mirabeau qui fit voter le décret du 2 novembre 1789, par lequel tous les biens ecclésiastiques sont mis à la disposition de la Nation.

sement ne pouvait être sensible par suite des circonstances défavorables de l'époque. Quand même, en comparaison de la population urbaine, la classe rurale n'a pas beaucoup souffert. Il paraît même que la population des campagnes a légèrement augmenté pendant cette période.

Les villes furent beaucoup plus éprouvées par la Révolution. La disette et la cherté des grains ont eu des conséquences fâcheuses. Les ouvriers ont beaucoup souffert, un très grand nombre d'ateliers furent fermés; la mendicité s'accrut (1), Paris eut le premier à s'occuper des « sans-travail ». Dans cette effervescence, les compagnonnages provoquèrent des désordres; la coalition tendit à faire cesser cet état de choses. Un certain nombre d'ouvriers profitant des circonstances s'étaient établis d'une manière indépendante sans observer les prescriptions de l'Ancien Régime. La loi du 17 mars 1791 n'a donc fait que consacrer le principe de la liberté du travail, lequel fonctionnait déjà en pratique. D'autres mesures stabilisèrent le régime de la libre concurrence; les immunités et les privilèges accordés à certaines manufactures furent abolis. La conception de la liberté du travail fut poussée jusqu'à sa dernière limite, on interdit aux gens de la même profession de se réunir pour discuter de leurs « prétendus intérêts »; les coalitions effrayèrent le législateur et la Constituante vota le 14 juin 1791 la loi Chapelier.

La misère de la classe ouvrière empira. En effet, la consommation des produits fabriqués était restreinte.

(1) Voir le Discours de MALOUEY du 3 août 1789. — Archives parlementaires, tome VIII.

par suite de la cherté des denrées alimentaires et de la disparition des classes qui étaient les plus grosses consommatrices de ces objets : le clergé et la noblesse. Les municipalités et l'Etat tâchèrent de venir au secours des « sans-travail ». Paris organisa des ateliers de charité. L'idée des secours aux hommes valides a fait alors son apparition ; la misère pouvait avoir pour cause le manque de travail ; c'est ce qu'on appelle aujourd'hui le chômage. Sous la Convention, les remèdes à la misère des ouvriers étaient donnés beaucoup plus en discours qu'en actes. De vastes projets ont été élaborés concernant la bienfaisance et l'instruction publique ; mais aucune suite réelle ne leur a été réservée.

Après la Terreur, les conditions de l'industrie et de la classe ouvrière semblaient être un peu améliorées. Boissy d'Anglas dans son célèbre discours du 5 messidor an III, dit : « Le crime habite seul le cachot, l'industrie, l'innocence en sont sorties pour animer l'agriculture et rendre la vie au commerce. » De cette affirmation plutôt platonique, nous pouvons néanmoins déduire que l'industrie avait déjà repris. Sous le Directoire, des encouragements ont été donnés à l'industrie. On a étendu aux autres industries le système de la Convention qui avait donné une impulsion à la création et au développement des industries de guerre.

Toutes les classes de l'industrie étaient exposées à la souffrance pendant la Révolution. Il paraît que dans certains cas, au moment de la guerre étrangère surtout, l'insuffisance de la main-d'œuvre a quelque peu provoqué une augmentation réelle du salaire industriel.

Le commerce n'a pas moins souffert que l'industrie. La suppression des douanes intérieures devait pourtant faciliter le commerce dans le pays, mais des circonstances indépendantes de la volonté du législateur ont rendu les transactions beaucoup plus malaisées. Les entraves apportées à la circulation des marchandises par les émeutes et la fureur populaire ont mis les commerçants dans une situation très équivoque. D'autre part le recours au crédit était rendu très difficile.

Au début de la Révolution, la disette était attribuée à la mauvaise récolte. Cependant il paraît qu'à partir de 1791 les récoltes pouvaient suffire aux besoins de la Nation. Mais la guerre, l'insécurité des routes et la mise en circulation continuelle des assignats ont presque complètement arrêté le commerce. Le peuple affamé criait à l'accaparement. Il est vrai aussi que beaucoup de détenteurs de marchandises refusaient de vendre; les spéculations occultes étaient très répandues. La Convention croyait que la raison unique de la cherté et du manque de denrées était l'accaparement: elle tenta de légiférer en cette matière. Elle décréta que l'accaparement pourrait entraîner la peine capitale (1); les directoires étaient autorisés à fixer le maximum pour certaines marchandises de première nécessité. Quelques mois après (2) la loi du maximum général était mise en vigueur. La déclaration des droits et tous les principes jusque là proclamés garantissant le droit sacré de la propriété individuelle, étaient gravement atteints. Les réquisitions pouvaient être

(1) Voir le Décret du 28 juillet 1793.

(2) Le 29 septembre 1793.

effectuées jusque dans les domiciles des particuliers. Les résultats et l'inopportunité de ces mesures de la Convention sont bien connus. Disons simplement qu'elles n'ont fait qu'aggraver la crise économique; le bouleversement a été complet. La Convention avoua, d'ailleurs, son erreur dans une adresse au peuple français en décembre 1794, et s'abstint dorénavant de ses réglemmentations de salut public.

Les relations commerciales avec l'étranger furent également bouleversées; à un moment donné le commerce avait presque tout-à-fait cessé d'exister. La guerre n'était pas la cause unique de la suspension des relations commerciales extérieures; le législateur est intervenu pour rendre ces relations impraticables. Un tarif uniforme fut fait en 1791, il était nettement protectionniste (1) ; on y trouve même quelques prohibitions; les produits du sol et les objets fabriqués étaient affranchis des droits de douane à la sortie. On n'a pas besoin d'insister sur cette politique douanière, puisque nous voyons qu'en cette matière il n'y a pas de changement notable depuis Colbert. Une autre mesure qui consacre l'application des principes anciens est l'acte de navigation de 1793. Sous beaucoup de rapports, il présente des analogies avec celui de Cromwell. Levasseur dit que c'était pendant la guerre un signe de représailles contre les Anglais. La marine nationale avait presque le monopole absolu de tout le commerce maritime. Par la suite les prohibitions devinrent de plus en plus nombreuses, mais la

(1) Pour toutes les questions relatives à la législation douanière et au commerce extérieur de cette période, on consultera avec intérêt l'ouvrage de M. ARNAUNE : *Le Commerce extérieur et les tarifs de douane*.

contrebande, très développée à cette époque, ne respectait pas ces lois prohibitives, de façon que la prohibition ne put jamais se réaliser entièrement.

La détresse financière de la fin de l'Ancien Régime est un fait bien connu. Le travail pour l'assainissement des finances nous paraît avoir été un peu négligé. L'Assemblée Constituante s'était préoccupée davantage des réformes sociales et de la préparation de la Constitution. En second lieu, la rentrée des impôts était mal assurée et l'arrêt de la marche régulière de l'activité économique exerçait une répercussion considérable sur l'ensemble des finances publiques. Des mesures expéditives devaient être prises. L'abandon complet des anciens systèmes d'imposition et leur remplacement par des impôts nouveaux provoquèrent un véritable désordre dans l'administration financière. D'autre part, les changements de régime trop fréquents et la divergence dans les méthodes appliquées expliquent très bien cette crise financière continuelle.

Il est impossible de résumer en quelques lignes toutes les transformations financières qui se sont produites pendant la Révolution. Nous nous bornerons à quelques observations superficielles, sans prétendre embrasser toutes les mesures qui ont transformé de fond en comble le régime financier de la France (1).

Les efforts de Necker restèrent vains; malgré les recours aux emprunts il dut s'adresser constamment à la Caisse d'Escompte. La mise à la disposition de la Nation des biens du clergé, provoqua un autre désordre dans les finances. Tout à coup, le gage de la dette devint plus élevé que la dette elle-même.

(1) Voir les analyses précitées, page 47 (note 3) de MM. STOURM et MARION.

On ne tarda pas à créer des cédules représentatives de la valeur des biens nationaux. Cette mesure fut prise à l'occasion de la liquidation de la Caisse d'Escompte et en vue de pourvoir aux nécessités financières de la Révolution. Ce fut la fameuse émission des assignats. Bientôt l'inflation commença, pour aboutir en 1796 à un montant équivalent à 45 milliards de francs, tandis que la valeur des biens nationaux ne représentait plus qu'une valeur de 3 milliards. L'abondance des assignats amena des perturbations formidables. Nous n'exagérons pas si nous disons, que c'était le facteur prédominant dans le dérèglement économique en général. En outre, les recours aux emprunts continuèrent. Il y eut des emprunts volontaires et un emprunt forcé, mais leur rendement fut faible.

Dans ce chaos, une mesure prise par la Convention était appelée à survivre à ses auteurs, ce fut la création du Grand Livre. Sous le Directoire, quand la situation intérieure et extérieure du pays se stabilisa peu à peu, les réformes financières donnèrent des résultats bien plus heureux. On s'était aperçu qu'un impôt direct reposant presque tout entier sur la terre, ne pouvait pas suffire aux dépenses d'une grande nation. Fidèle aux théories physiocratiques, l'Assemblée Constituante avait aboli tous les impôts indirects. Le Directoire a été le premier à les rétablir. N'oublions pas aussi que c'est pendant la Révolution qu'est né le système fiscal de la France qui devait avoir une durée de plus d'un siècle; ce fut l'établissement des contributions que leur heureuse longévité fit appeler par la suite les « quatre vieilles ». L'impôt progressif a aussi fonctionné sous

la Révolution, nous aurons à revenir sur cette question

L'enchaînement des phénomènes économiques de la Révolution ne peut être interprété d'après une ou plusieurs doctrines économiques. On trouve parfois des dispositions si saugrenues qu'on ne pourrait pas les rattacher à une doctrine cohérente. Cependant nous pouvons dire que certaines doctrines économiques ont eu des retentissements sur ces changements économiques. Ainsi, par exemple, le mercantilisme fut consacré par les lois réglementant le commerce extérieur de la France. Ensuite, la doctrine des physiocrates trouva son application dans le système des impositions, on crut que la terre était la source principale des richesses. L'abolition des impôts indirects ne fait que consacrer cette croyance. Nous ne voyons pas de tendances nettement socialistes bien déterminées, contrairement à ce que croient certains auteurs. A part quelques déclamations d'un certain nombre de conventionnels dans la presse parisienne et dans la Convention, le socialisme ne se présente pas sous des formes plus précises. Nous croyons aussi que le socialisme que nous trouvons n'est pas bien sincère; on l'expliquerait plutôt par la démagogie d'un petit nombre d'ambitieux. Le seul socialiste convaincu de cette époque fut Babœuf, il n'y a que lui et ses disciples qui soient dignes d'attention à ce point de vue. C'est d'ailleurs la seule doctrine économique qui naquit pendant la Révolution, mais elle ne fut pas de longue durée. Les auteurs socialistes croient que l'échec de la doctrine Babouviste est dû au manque de l'esprit de classe dans cette période. Le Manifeste des Babouvistes parut sous le Directoire. Nous croyons que cet échec est plutôt

la conséquence du retour à la vie plus ou moins normale; le peuple était las du grand nombre de doctrines propagées, les diverses influences exercées par les sociétés populaires avaient déjà fatigué le peuple. Au point de vue psychologique, le moment n'était pas propice au succès des idées nouvelles; l'insouciance et l'apathie régnaient parmi toutes les classes de la France du Directoire. L'absence de poésie et de souplesse de la doctrine babouviste fut aussi une des raisons de son insuccès.

Pour exprimer la manière dont se présente la vie économique pendant la Révolution, nous ne pouvons employer d'autres termes que le mot de bouleversement. La disette, le chômage et la misère d'un côté, l'affairisme, l'agiotage et la corruption de l'autre, nous font apparaître les abîmes creusés dans la société. Mais jamais on n'aura suffisamment insisté sur le caractère opportuniste de certaines réformes; il est par contre de ces réformes qui avaient un caractère pour ainsi dire perpétuel, comme nous l'avons dit au début de ce chapitre. On pourrait s'étonner peut-être qu'elles ne figurent dans aucune des constitutions de la Révolution. Mais l'abolition de la féodalité et les autres grandes réformes économiques et sociales ont été considérées comme un fait définitif et destinées à vivre, de façon qu'une simple mention de l'accomplissement de cette réforme a suffi dans la première constitution (1). Très souvent aussi, un principe se trouve impliqué dans un autre. Enfin, nous verrons au courant de notre travail que les élaborateurs de constitution ont presque toujours tenté de rester au-dessus des événements et

(1) Voir Deuxième partie, Chapitre V.

qu'ils se sont bien aperçus que l'action du facteur économique sur une Constitution ne pourrait donner que de très mauvais résultats. Rappelons-nous bien que le facteur économique est dans un mouvement perpétuellement variable. Il faut que la Constitution, sorte de loi des lois, soit émancipée de toute influence temporaire.

CHAPITRE III

Historique sommaire des Constitutions de 1791 à l'an VIII

Il nous a paru préférable de traiter notre sujet en répondant aux questions qu'on pourrait poser dans cet ordre d'idées, au lieu de développer Constitution par Constitution. Mais l'adoption d'une pareille méthode implique un exposé historique préalable des Constitutions de cette période. Nous ne ferons qu'une analyse très brève, il est inutile d'insister sur des choses maintes fois répétées.

Pour un grand nombre d'historiens, la période révolutionnaire ne s'arrête qu'en 1804. Mais au point de vue de l'histoire constitutionnelle la période consulaire ne présente pas un grand intérêt; d'autre part, dans les sénatus-consultes de cette époque notre sujet n'aurait pas eu à puiser des éléments dignes d'intérêt. Commencée en 1789, la première Constitution élaborée et votée par l'Assemblée Constituante, ne fut terminée que le 3 septembre 1791. Deux mois seulement après la réunion des Etats Généraux, le 6 juillet 1789, l'Assemblée nomma un Comité de trente membres chargés des travaux préparatoires de la Constitution. Pendant les jours de mai et de juin, les événements se déroulèrent avec une grande rapidité. La question était de savoir si l'Assemblée serait réunie ou séparée par ordre. Une fois que l'unité de l'Assemblée eut été impo-

sée par le Tiers Etat au Roi et aux deux autres ordres. on put s'occuper de la Constitution (1).

La majorité des cahiers de 1789 réclamait une Constitution. Un petit nombre voulait le maintien de la Constitution soi-disant existante et rien qu'une déclaration des droits. Tout le pays réclamait avec vigueur les droits du citoyen, la liberté, les garanties de la propriété. Pour répondre aux vœux de leurs commettants, les députés s'empressèrent de passer aux travaux de la Constitution.

Le projet de Constitution devait être présenté par un comité de huit membres nommé par l'Assemblée Nationale (2). Pendant la durée de ce Comité, on s'occupa de la déclaration des droits, votée le 26 août, et du premier chapitre de la Constitution intitulé « du Gouvernement Français ». Le débat sur la sanction royale prit beaucoup de temps.

Le 15 septembre, il y eut un remaniement dans le

(1) Le clergé fut le premier qui se rallia au Tiers Etat. Le tiers et la minorité du clergé réunis proclamait l'Assemblée Nationale le 17 juin. La Noblesse croyait que sa façon d'agir était constitutionnelle, lorsqu'elle refusait le vote par têtes. Elle s'était attachée aux principes qui étaient en vigueur jusqu'à la dernière réunion des Etats Généraux en 1614. L'intervention du Roi pour le maintien de la distinction en trois Ordres, le 23 juin, n'a produit aucun effet. Le lendemain, la majorité du Clergé s'est jointe aux communes, et le 25 le Comte de Clermont Tonnerre et plusieurs députés de la Noblesse se réunissent à l'Assemblée Nationale. Le 27 juin, le Roi révoquait sa décision prononcée à la séance royale du 23, et engageait les deux ordres à se réunir à l'Assemblée Nationale. Ici prend fin la période des Etats Généraux.

(2) Les membres de ce Comité furent : Mounier, Talleyrand, Sieyès, Clermont Tonnerre, Lally Tollendal, Champion de Cicé, Chapelier et Bergasse.

Comité de Constitution (1). Les questions constitutionnelles sont traitées avec beaucoup de lenteur ; plusieurs séances sont consacrées parfois à des questions de second ordre. L'achèvement de la Constitution ne paraissait encore assez lointain en 1790. A plusieurs reprises, on demande de hâter les travaux constitutionnels. Lorsqu'on tient compte de la lourde tâche imposée à l'Assemblée Constituante et des événements qui ont troublé la France, on n'est pas étonné d'une pareille lenteur. L'Assemblée recevait constamment des pétitions et des rapports alarmants de province. Il fallait prendre des mesures aussi contre les machinations de la Cour (2). Mais le peuple s'impatiait, il fallait terminer les travaux.

Ce fut la seule Constitution de la Révolution qui fut aussi longtemps à élaborer. Enfin, le 5 août 1791, Thouret, au nom du Comité de Constitution lit le projet de Constitution. Le 8 août et les jours suivants, la discussion s'engage jusqu'au 1^{er} septembre. Le 2 et le 3, on relit l'Acte Constitutionnel et il est définitivement adopté.

La Constitution de 1791 est précédée d'une Déclaration des Droits de l'Homme et d'un préambule ; elle est divisée en sept titres, lesquels sont subdivisés en chapitres (3).

(1) Le nouveau Comité était composé également de huit membres : Thouret, Sieyes, Target, Talleyrand, Demeunier, Rabaud de Saint-Etienne, le Chapelier et Lally Tollendal.

(2) La fuite à Varennes eut lieu en juin 1791.

(3) On trouvera un excellent résumé de l'Histoire externe des constitutions françaises dans les notices historiques de l'ouvrage de MM. DUGUIT et MONNIER : *Les Constitutions et les principales lois politiques de la France depuis 1789*.

L'Assemblée Législative n'observa pas longtemps la Constitution à laquelle elle avait prêté serment de fidélité. Louis XVI fut suspendu de ses fonctions, et, la Convention convoquée, on devait s'attendre à un changement de Constitution. La veille de la proclamation de la République, le 21 septembre 1792, la Convention décréta qu'il ne peut y avoir de Constitution que celle qui est acceptée par le peuple (1). Un projet de référendum populaire avait été fait en 1791 par Malouet, mais cette demande provoqua alors de nombreux incidents. La non-acceptation par le peuple de cette première Constitution de 1791 n'était pas la seule raison donnée en 1792 pour ne pas l'appliquer.

Le peuple attendait une nouvelle Constitution ; la Convention s'orienta dans une voie plus démocratique. Un Comité de Constitution fut nommé par la Convention le 11 octobre 1792 (2). Le parti Girondin ayant dans ce Comité plus de représentants que les Jacobins, ces derniers élirent, sur la proposition de Danton un « Comité Auxiliaire de Constitution » qui eut presque les mêmes attributions que celui de la Convention (3).

Le Comité de la Convention termina son travail au mois de février 1793. Condorcet (4), le 15 de ce même

(1) Voir AULARD : *Histoire politique de la Révolution*, p. 280.

(2) Les membres de ce Comité étaient : Sieyès, Thomas Peyne, Brissot, Petion, Vergniaud, Gensonne, Barrère, Danton, Condorcet.

(3) Le Comité Jacobin devait être composé de douze membres, on n'en nomma d'abord que six : Collot d'Herbois, Billaud-Varenne, Robespierre, Danton, Chabot et Couthon, plus tard le Comité fut formé de huit membres ; Saint-Just en fit partie.

(4) CONDORCET disait : « ... Jamais l'ébranlement causé par une Révolution si entière, jamais un mouvement plus rapide imprimé aux esprits, jamais le poids d'une guerre plus dangereuse, jamais de plus grand embarras dans l'économie publique, n'ont semblé

mois fit une analyse des idées contenues dans ce projet. Dans les séances du 15 et du 16, le texte intégral du projet de la Constitution fut soumis à l'Assemblée. Ce projet est habituellement appelé la Constitution Girondine.

Le mauvais accueil fait à ce projet par la presse et surtout par les Jacobins, écarta pour un certain temps les vues de la Convention des travaux constitutionnels.

Le 19 octobre 1792, Barrère, au nom du Comité de Constitution avait adressé une demande aux citoyens de présenter leurs avis sur la Constitution qu'il fallait donner à la France. Un examen de ces projets devait être fait. Un Comité d'analyse, appelé aussi Commission des Six, se chargea d'analyser le grand nombre de projets qui avaient afflué (1). C'était pour ainsi dire un véritable Comité de Constitution.

En recherchant le facteur économique dans les travaux préparatoires des constitutions de la Révolution, nous avons tenu compte aussi des différents projets, mais nous sommes obligés de dire, que parmi le grand nombre de projets présentés en 1793, nous n'avons fixé notre attention que sur quelques-uns; ceux qui nous ont paru les plus intéressants.

L'examen des différents projets une fois terminé, la priorité fut accordée au projet du Comité. Le Comité des Douze (2), chargé par la Convention de préparer

opposer à l'établissement d'une Constitution des obstacles plus multipliés.»

(1) La Commission des Six était composée de : Jean de Bry, Mercier, Valaze, Barrère, Lanjuinais et Romme.

(2) Voir la liste des membres de la Commission des Douze et du Comité du Salut Public chargés de présenter la Constitution dans l'ouvrage précité de MM. DUGUIT et MONNIER, page xxvii (en note 2) et page xxxii.

la Constitution tout de suite après l'échec du projet Girondin, continua le travail sur cette base jusqu'à l'insurrection du 30 et du 31 mai. Lors de cette émeute la rupture avec les Girondins fut complète ; vingt députés de ce parti furent arrêtés ; c'était le triomphe de la Montagne. Le 3 juin, le Comité de Salut Public (1) était chargé par la Convention de présenter un nouveau projet. Il acheva son travail avec une extrême rapidité ; l'opposition étant réduite au silence, la tâche était plus aisée. Après la deuxième lecture de l'Acte Constitutionnel le 24 juin 1793, il fut adopté. L'acceptation de cette Constitution par le peuple a été presque unanime, mais en raison du bouleversement général, elle n'a pas pu être appliquée. Des mesures de circonstance durent être prises.

La Constitution de 1793 fut provisoirement suspendue, mais peu après le 9 thermidor on aperçoit une réaction contre cette constitution démocratique, on allait en préparer une autre. En moins de six ans, on élaborait une troisième Constitution. Quant aux principes insérés, on peut bien se douter qu'il n'y avait pas d'innovation sérieuse. En somme, il s'agissait de raffiner les deux Constitutions précédentes.

Cette considération nous a déterminé à ne pas traiter le sujet en suivant l'ordre chronologique.

La manière dont on s'y prit pour aborder les questions constitutionnelles ne se fit pas sans causer quelques embarras à la Convention. Ce n'est que le 14 germinal an III que la Constitution nomma un Comité de sept membres, qui devait bientôt disparaître. Cambacérès ayant fait un rapport sur les travaux de cette

(1) Voir (2) page précédente.

commission, on s'aperçut que rien n'avait été changé à la Constitution de 1793. On le remplaça par un Comité de 11 membres (1) auxquels la Convention ordonna de terminer le travail en deux mois.

Le 5 messidor an III, Boissy d'Anglas, rapporteur de la Commission des onze, lut son discours préliminaire de projet de Constitution. Il s'attaqua à la Constitution de 1793 et déclara qu'elle avait été faite surtout par des intrigants avides du pouvoir. Par l'exposé de Boissy on constate le déclin des principes démocratiques. La tendance vers un régime bourgeois est évidente. Le projet de cette Commission ne fut pas soumis intégralement à l'Assemblée; on devait le présenter et discuter article par article. Quoique de nombreuses additions aient été faites à ce projet, il eût néanmoins le prestige de se maintenir jusqu'à la fin des débats. Ce n'est que le 16 messidor que les débats commencèrent; ils furent beaucoup plus calmes que ceux de la Constituante et de la préparation de la Constitution de 1793. Ces débats devaient se poursuivre jusqu'au 30 thermidor, date à laquelle la Constitution fut votée.

On devait décider comment la Constitution serait présentée au peuple. Deux décrets, du 5 et du 13 fructidor, déterminèrent le mode de représentation en assurant les deux tiers de places, dans le nouveau corps législatif, aux membres de la Convention; c'est-à-dire que sur 750 membres composant les deux

(1) La composition définitive de ce Comité est la suivante : Lanjuinais, Baudin, « des Ardennes » Durand-Maillane, Thibaudau, La Reveillère-Lepaux, Lesage, « d'Eure-et-Loire » Boissy d'Anglas, Creuzet-Latouche, Louvet « du Loiret », Berlier, Daunou.

Chambres Législatives, l'ancienne devait conserver 500 places, sous prétexte de servir de garants à la nouvelle Constitution.

Une particularité de la Constitution de l'an III est la Déclaration des « devoirs », que nous ne rencontrons pas dans les deux Constitutions précédentes. Nous voyons, de plus, apparaître pour la première fois en France le système des deux Chambres. D'autre part, le suffrage censitaire est rétabli, mais il n'est pas le même qu'en 1791. Mentionnons encore un projet, qui a exercé une très grande influence sur la Constitution de l'An VIII : c'était le projet Sieyès sur la jurie constitutionnaire. Cette proposition consistait à établir une sorte de tribunal constitutionnel, mais en l'an III, le projet n'eut pas de succès (1).

La documentation pour les travaux préparatoires de la Constitution de l'an VIII est la moins riche. Nous connaissons cependant les circonstances dans lesquelles elle a été élaborée. En résumé, nous pouvons dire que cette Constitution est le résultat d'un projet et d'un contre-projet qui aboutirent avec beaucoup de retranchements, à un acte constitutionnel conforme aux idées et aux aspirations de Bonaparte.

Le lendemain du Coup d'Etat du 18 brumaire, la suppression du Directoire fut votée. Ces événements surprenants ne troublèrent pas beaucoup la Nation ; elle restera inerte. Bonaparte en profita pour s'emparer du pouvoir. En effet, le 20 brumaire, un Consulat Provisoire (2) fut établi ; il devait fonctionner jusqu'à

(1) Le plan de Seyès est très vaste, nous en parlerons dans le chapitre III de la deuxième partie.

(2) Les membres du Consulat provisoire furent Bonaparte, Roger Ducos et Sieyès.

la présentation de la nouvelle Constitution.

Nous avons déjà vu que cette Constitution a été faite sans débats. Son acceptation même ne fut pas soumise aux délibérations des Comités du Corps Législatif; les membres de ces Comités vinrent séparément apposer leur signature sur cet acte.

Le travail des deux sous-commissions, chargées de corriger les vices de la Constitution de l'an III, n'a pas un grand intérêt, son plan fut immédiatement repoussé par Bonaparte; nous devons surtout retenir le projet Sieyès, dont les traits principaux sont exposés et rejetés en l'An III (1). Ce projet avait apporté de sensibles innovations dans l'organisation des pouvoirs. Les Commissions se rallièrent volontiers à ce plan, mais Bonaparte ne l'approuva pas. Enfin, un autre projet, tracé par Daunou, ancien rapporteur de la Constitution de l'an III, conforme aux principes exposés dans cette Constitution, n'obtint pas plus de succès. Bonaparte s'aperçut que la seule Constitution qui lui conviendrait serait celle qu'il dicterait lui-même (2). Cette décision fut mise immédiatement à exécution, et c'est dans les salons de Bonaparte qu'un petit comité rédigea l'acte qui devait servir de loi suprême à la France.

La Constitution de l'an VIII fut acceptée entièrement par les Commissions Législatives le 22 frimaire de l'an VIII. La célérité, avec laquelle on l'élabora, contribua beaucoup à son succès. Mais on ne trouve dans cet acte aucun esprit méthodique. Il n'est pas précédé d'une déclaration des droits. Nous assistons

(1) Voir le *Moniteur*, réimpression, tome XXV.

(2) Voir AULARD : *Histoire politique de la Révolution*, p. 706

déjà à un commencement de rupture avec les principes révolutionnaires. D'autre part on sait que, par la suite, ces événements devaient conduire la France au régime impérial et, en 1815, au traité de Vienne.

Il serait intéressant de retracer les dispositions essentielles de ces Constitutions. Nous retrouverions les principes qui sont à la base du droit public français. Les attributions des pouvoirs législatifs et exécutifs, l'organisation administrative et judiciaire, exigent une étude spéciale. De nombreux ouvrages ont consacré à ces questions l'attention qu'elles méritent.

Pour le but que nous poursuivons, nous croyons que toutes les observations préliminaires contenues dans l'ensemble de cette partie, sont suffisantes et qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter plus longtemps; d'autant plus, que le facteur économique n'a eu qu'une influence très restreinte sur les travaux constitutionnels de la Révolution.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Le facteur économique et les Déclarations des Droits

Certains auteurs (1) se sont basés sur les principes proclamés par les Déclarations des Droits pour constater que la Révolution a été socialiste, sinon en fait, du moins en théorie. Dans quels articles des déclarations voient-ils des préceptes socialistes ? C'est particulièrement dans ceux-là qui sont relatifs à l'égalité et à la propriété. Mais le socialisme est une doctrine économique; et une méthode impartiale consisterait à dégager préalablement le facteur économique. Les limites de ce facteur, une fois établies, nous pourrions alors nous occuper de ses qualités intrinsèques, c'est-à-dire du point de vue de la doctrine (2).

L'analyse que nous avons tentée de faire est bien plus complète, puisque nous ne nous sommes pas attachés à telle ou telle doctrine; nous avons envisagé

(1) AULARD : *Histoire politique de la Révolution*.

ESPINAS : *La Philosophie sociale et la Révolution*.

(2) Nous nous demandons s'il est conforme à une bonne logique d'attribuer les éléments économiques à une doctrine qui n'a pas existé à cette époque, ou bien de considérer comme précurseurs du socialisme quelques révolutionnaires avancés, dont la pensée véritable ne présente aucune analogie avec les idées propagées au courant du dix-neuvième siècle ?

toutes les questions susceptibles d'une interprétation économique.

Pour combattre la prétendue forme socialiste des déclarations, on a souvent essayé de lui opposer l'influence de la doctrine individualiste, qui était en vogue à cette époque. Cette méthode nous paraît également inopportune; puisque l'interpénétration des influences diverses a été trop complexe, de manière qu'il est difficile d'abstraire celle qui a été prédominante. A côté de l'application théorique, nous avons observé, contrairement aux affirmations de M. Lichtenberger (1), que dans les débats constitutionnels, la part des idées personnelles du législateur n'était pas moins grande; on trouve incontestablement des dispositions originales. Nous trouvons une justification de notre point de vue, dans une remarque de M. Aulard; il dit qu'il n'y a ni plan ni méthode sensible dans la politique des hommes de la Révolution (2).

Avant de commencer notre analyse, nous jetterons un coup d'œil rapide sur quelques particularités de ces déclarations. Le but d'une déclaration est nettement formulé dans le préambule de la Déclaration de 1791; elle doit rappeler sans cesse à tous les membres du corps social leurs droits et leurs devoirs (3). Quant

(1) M. LICHTENBERGER dit que les théories proclamées par la Révolution sont dénuées de toute originalité. (*Du socialisme et de la Révolution française*, 1889).

(2) Voir AULARD, *op. cit.*, préface, p. VII.

(3) La question de savoir si une déclaration des droits précéderait la Constitution, a provoqué des discussions sans fin en 1879. Certains disaient que les vérités premières étaient gravées dans tous les cœurs et démontraient par là l'inutilité d'une déclaration. A ce sujet cinquante-six interpellations ont été inscrites (Arch. Parl., T., VIII, p. 317). Rappeler ces dogmes a paru indis-

au caractère général des déclarations nous avons trouvé que l'opinion de M. Esmein (1) est la plus logique: « C'est une déclaration des principes, ce ne sont pas des articles de lois précis et exécutoires (2). » Les contradictions qu'on relève entre une déclaration et une constitution, renfermées cependant dans un même acte, nous présente, d'une manière très claire le caractère abstrait et métaphysique des Déclarations. Mentionnons en outre, que la philosophie du XVIII^e siècle a laissé une très grande empreinte sur les Déclarations. Nous ajouterons simplement que l'influence de la philosophie économique n'était pas moindre que celle des autres branches de la philosophie.

* * *

Dans les travaux constitutionnels de la Révolution, dès qu'un observateur superficiel trouve exposé le désir du bonheur commun, il s'empresse de dire que les Déclarations des Droits ont exprimé le vœu suprême des Communistes. En effet, lors de la rédaction de la Déclaration de 1789, Thouret, rapporteur, avant d'exposer les principes des droits de l'homme en société, disait que le désir commun était le bonheur

pensable, du moins jusqu'à l'An VIII, où la foi des vérités abstraites a été affaiblie.

(1) Voir ESMEIN : *Droit Constitutionnel*, p. 554.

(2) M. DUGUIT soutient le contraire dans son traité de Droit Constitutionnel. Pour ne pas nous engager dans une longue discussion nous dirons seulement que nous n'avons pas adopté les vues de M. Esmein *a priori*. Nous sommes arrivés à cette conclusion après avoir dépouillé les textes. Nous observons pendant la rédaction des déclarations des droits des discussions métaphysiques interminables ; les Assemblées se sont plaintes plusieurs fois, tandis que pendant l'élaboration des constitutions les débats ont revêtu un caractère beaucoup plus positif.

de tous (1). Dans le préambule de cette première Déclaration, on inséra un principe relatif au maintien de la Constitution et du bonheur de tous. Par ailleurs, l'article 1^{er} de la Déclaration du 24 juin 1793 dit nettement que : « Le but de la Société est le bonheur commun. » On est tenté d'assimiler cette maxime à un dogme communiste, quand on aperçoit que le Manifeste des Babouvistes débute par la même phrase.

Mais quelle est la valeur de ce jugement ? Dans les travaux antérieurs à l'élaboration de la Constitution de l'an III, aucune discussion sérieuse n'est engagée sur cette question. Mais, en lisant les textes, on ne trouve aucune suite dans un ordre d'idées communiste. Au contraire, l'explication a été plutôt conforme à la théorie individualiste. Sieyès, en disant que le bien-être est le but de l'homme, voyait dans ce principe la possibilité accordée à tous les hommes, de s'attribuer ou de se procurer tous les objets nécessaires, par leurs facultés physiques et morales, qui sont leurs moyens personnels. A notre avis, ce désir se traduit par un vœu platonique, par la poursuite vers un idéal quasi-religieux, qu'il ne faut pas confondre avec les déclamations poétiques des Communistes. Le Manifeste des Babouvistes a complété son désir par un plan communiste ; nous ne voyons rien de semblable dans les Déclarations des Droits.

Dans un de ses discours Robespierre (2) se servit d'une formule très voisine de celle qui est rentrée

(1) MOUNIER avait rappelé aussi, en juillet 1789, que le but de tout gouvernement était la félicité générale. Il n'a pas expliqué en quoi consistait cette félicité.

(2) Dans la Séance du 10 mai 1793 ; discussion sur les Assemblées primaires.

dans la Déclaration, pour demander l'entière souveraineté populaire. Par conséquent, une interprétation politique doit être donnée à cette formule; le facteur économique n'y est pour rien. On pourrait comparer même le langage de Robespierre à la dialectique de Rousseau (1); et on s'aperçoit aisément de l'inexactitude des interprétations communistes.

En l'an III, le Comité de Constitution voulait maintenir l'article 1^{er} de la Déclaration du 24 juin 1793, mais Lanjuinais s'y opposa; il signale les abus que peut engendrer un pareil article, et le nombre infini de bonheurs qui existent. Evidemment la conception du bonheur est très relative. Chénier objecta à Lanjuinais que les facétieux et les malveillants chercheront toujours à faire tourner les principes à leur profit. Mais l'opinion de Lanjuinais prévalut et le désir du bonheur commun fut effacé de la Déclaration de l'an III.

En conséquence, selon nous, la thèse communiste est à rejeter; l'influence du facteur économique sur la rédaction de cet article est illusoire (2).

* * *

(1) ROBESPIERRE disait : « L'homme est né pour le bonheur et pour la liberté, et partout il est esclave et malheureux. » C'est presque un plagiat de Rousseau. Celui-ci disait que « l'homme est né libre, et partout il est dans les fers ».

(2) Du moment qu'on est dans le domaine doctrinaire, profitons pour comparer les idées de Robespierre à celles qui ont été propagées vers 1848. Robespierre voulait en 1793, qu'on insérât dans la Constitution que les hommes de tous les pays sont frères et qu'ils doivent s'entraider entre-eux. En même temps, il y a une « déclaration de guerre » contre les tyrans : Rois et aristocrates. Il est intéressant de constater la transformation de ces idées du domaine politique dans le terrain économique. Ne voyons-nous pas ici l'ébauche du Manifeste Com-

Nous avons vu que les articles des Déclarations relatifs à l'égalité ont poussé un certain nombre d'auteurs à formuler des explications économiques et sociales. Nous envisagerons aussi le principe d'égalité sous le seul point de vue économique. Il faudra voir surtout si l'égalité économique était conçue par le législateur en même temps que l'égalité politique. Pour que cette analyse soit complète il est indispensable de faire une étude comparée avec les articles délimitant et définissant le droit de propriété. Un historien a trop souvent l'habitude d'étudier les facteurs isolément, tandis que le juriste doit toujours observer la méthode comparative; l'interprétation d'un article ne doit jamais être faite au dépens d'un autre.

Si nous examinons les travaux des Déclarations des Droits, dans leur ensemble, nous constatons que la volonté du législateur était de leur conserver un caractère invariable. Montmorency disait (1) que les droits de l'homme en société sont éternels. Duquesnoy, dans la séance du 20 août, compléta l'idée de Montmorency, quand il disait que malgré le changement de circonstances, une déclaration doit rester invariable; il fit ensuite une distinction entre les lois et les droits, celles-là sont analogues aux mœurs et ceux-ci sont toujours les mêmes. De cette affirmation, nous pouvons conclure que les principes des Déclarations

ministre de 1848 : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous », et la lutte acharnée préconisée contre le capitalisme. Un rapprochement entre ces deux argumentations est assez curieux. Il semble aussi justifier notre point de vue, c'est-à-dire, l'attribution au caractère purement politique la plus grande part des influences.

(1) A la séance du 8 août 1789.

devaient être envisagés à l'instar des dogmes religieux ; mais au lieu de parler de l'égalité spirituelle des hommes, les Déclarations nous parlent de leur égalité en matière de droits civils et politiques. Nous ajouterons en même temps que l'absence de critiques économiques, dans la Déclaration de 1789, soulevait plusieurs reproches de la part de Duport et de Rabaud de Saint-Etienne. Mais nous ne nous arrêterons pas à des raisons aussi futiles, pour déclarer que le facteur économique est inexistant, d'autant plus que plus tard, en 1793, quelques conventionnels ont abordé la question de l'égalité économique ; en second lieu, toutes les dispositions relatives à la propriété, doivent forcément tenir compte des qualités et des répercussions économiques de ce droit. En nous appuyant sur les textes des débats parlementaires, nous essaierons de voir de quelle manière le facteur économique est intervenu. Disons dès maintenant qu'il a dû s'incliner devant les raisons d'utilité sociale (1).

Le 11 juillet 1789, un premier projet de déclaration des droits a été soumis par Lafayette (2). Le premier article est ainsi conçu : « La nature a fait les hommes libres et égaux ; les distinctions nécessaires à l'ordre social ne sont fondées que sur l'utilité générale. » Sur la base du projet Lafayette, les discussions se sont engagées plus tard.

Beaucoup de projets ont reproduit la même idée (3), nous examinerons le développement et les explica-

(1) Voir supra la critique de Jaurès.

(2) Nous croyons inutile de rappeler le passé de Lafayette et son admiration pour les institutions américaines.

(3) Citons comme exemple le projet du Comité, présenté par Mounier le 27 juillet 1789.

tions donnés à cet article. Sieyès a exposé (1) sa conception de l'égalité, elle consiste en ce que tout homme peut disposer de ses moyens, ce qui prouve qu'il y a égalité de droits; par contre, l'inégalité des moyens est forcée. Par conséquent, nous pouvons remarquer que si une tendance vers une égalité économique s'est manifestée, elle ne devait pas être consacrée par le législateur, mais elle doit être réglée par les soins de la nature. Thouret a encore plus clairement exposé le véritable sens de l'égalité entre les hommes. Chacun des hommes a, d'après Thouret, au même titre, tout ce qui appartient à la nature de l'homme: «Aucun ne peut être ni autrement libre, ni autrement propriétaire qu'un autre.» Donc, égalité devant la loi; voilà le but poursuivi. Rabaud de Saint-Etienne a souligné cette vérité dans un de ses discours (2): «Quand on parle de l'égalité, on ne peut pas dire que tous les hommes sont égaux de taille, de force... d'industrie, de richesse, ce qui serait absurde. Ils sont égaux en liberté et en droit (3).» Quand le sixième bureau discuta sur l'égalité des droits, il fit observer que l'inégalité était dans la nature même.

Le 20 août 1789, l'article premier du projet de déclaration est adopté en ces termes :

«Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.»

(1) Dans la séance des 20 et 21 juillet 1789.

(2) Voir Séance du 12 août; Arch. parl., T. VIII, p. 405.

(3) A l'instar de l'observation de Rabaud, Mirabeau dit que l'égalité civile n'est pas l'égalité des propriétés, elle consiste en ce que tous les citoyens sont également obligés de se soumettre à la loi et ont un droit égal à la protection de la loi.

La rédaction de cet article a été conservée dans l'acte constitutionnel du 3 septembre 1791. Il était dangereux de changer quoi que ce soit à la rédaction de la déclaration, puisqu'elle a revêtu depuis 1789 un véritable caractère religieux, d'après ce que nous dit Thouret, rapporteur, lors de la deuxième lecture (1).

Donc, il n'y a pas d'équivoque, l'égalité des droits est proclamée tout simplement.

Malouet avait objecté, par ailleurs, que même cette conception restreinte de l'égalité n'a pas été observée (2) puisque l'Assemblée a cru devoir reconnaître et constater des inégalités de droit; il fit allusion au suffrage censitaire. Retenons seulement que Malouet avait entrevu l'accroissement de différences entre les hommes par la nature même; la Société, l'éducation et l'industrie multiplient ces différences. Donc, à côté des facteurs économiques, il y a l'influence des facteurs psychologiques et sociaux.

Le principe de l'égalité a été repris par les Déclarations suivantes. Dans le plan de la Constitution Girondine, l'article 7 dit que: « L'égalité consiste en ce que chacun puisse jouir des mêmes droits. » La Constitution du 24 juin 1793 a rédigé l'article relatif à l'égalité d'une manière qui peut nous paraître un peu équivoque. En effet l'article 3 est conçu en ces termes :

« Tous les hommes sont égaux par la nature et devant la loi. »

(1) Un amendement à l'art. 17 proposé par Roederer a été adopté. Nous aurons l'occasion d'en parler, lorsque nous traiterons la propriété.

(2) L'Assemblée ayant refusé d'écouter Malouet, il fit imprimer son discours.

Que veut dire cette égalité par la nature ?

On serait tenté avec apparence de raison de voir également une égalité au point de vue économique. Mais cette erreur sera bientôt dissipée, lorsque nous examinerons les autres articles de cette Déclaration. Disons pour le moment que le Comité de Salut Public, qui rédigea cette Déclaration, était composé d'un assez grand nombre d'ambitieux et de démagogues.

Pour terminer l'étude des dispositions, relatives exclusivement à l'égalité, nous devons voir comment les rédacteurs de la Constitution de l'an III ont interprété cette notion.

Dans la séance du 19 messidor an III, la dernière Déclaration des Droits fut adoptée. Fermont s'étonna que dans cette Déclaration, ne figurât pas ce principe fondamental :

« Tous les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits (1). » Daunou lui objecta qu'il était inutile de rappeler un principe qui était déjà exposé (2). L'égalité fut consacrée tout simplement comme un droit de l'homme, à l'instar de la sûreté, de la liberté et de propriété. Pour démontrer l'inutilité de l'article proposé par Fermont, Lanjuinais disait que cet article était auparavant imaginé uniquement dans le but de proscrire la noblesse (3). Mais

(1) Nous verrons que la suppression de cet article a été expresse, puisqu'on a voulu rétablir le suffrage censitaire, ce qui est contraire à une égalité de droit.

(2) Voir l'article premier de la Déclaration de l'An III : « Les droits de l'homme en Société sont la liberté, l'égalité, la sûreté et la propriété ».

(3) LANJUINAIS disait : « Ce fut le dernier moyen qui nous resta, à Pétion (de Villeneuve) et à moi, et que nous employâmes pour détruire cette classe privilégiée. mais dès qu'elle n'existe plus, il me semble que l'article devient sans objet ».

un autre député, Dubois Crancé, craignant que l'égalité ne soit bien définie, proposa l'insertion d'un nouvel article, semblable à celui de Fermont. De ces deux propositions, on composa l'article 3 de la Déclaration de l'an III. Il est ainsi conçu :

« L'égalité consiste en ce qu'elle est la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. L'égalité n'admet aucune distinction de naissance, aucune hérédité de pouvoirs. »

Le principe d'égalité doit être pris pour ce qu'il a voulu exprimer, c'est-à-dire égalité de droits civils et politiques. La Constitution de 1793 nous laisse un peu de doute, quand elle nous dit que les hommes sont égaux par la nature. Pour déchiffrer cet énigme, nous devons faire appel aux dispositions concernant le droit de propriété. Dans la détermination de ce droit le législateur, lui-même, a partiellement observé des préceptes économiques, quoique la base de la discussion reste toujours d'ordre juridique.

Que la propriété soit un droit naturel, nous le concevons bien. Ce n'est pas une innovation apportée par la Révolution. Nous devrions étudier à cet effet, l'influence de la philosophie du dix-huitième siècle. Lafayette a employé déjà le terme de « droit naturel », lorsqu'il a parlé du droit de propriété, et Sieyès (1) a expliqué d'où découle la propriété des objets extérieurs ou la propriété réelle; ce n'est qu'une suite, disait-il, ou comme une extension de la propriété personnelle (2). Le sens primitif donné à la propriété :

(1) Voir *infra*, Séances des 11, 20 et 21 juillet 1789.

(2) Il ajoute que les propriétés territoriales sont la partie la plus importante de la propriété.

droit naturel, n'implique pas la possibilité que tout homme doit être propriétaire. Sieyès, dans sa définition du droit de propriété s'est inspiré des physiocrates. Nous retrouvons, en effet, les principes de cette école dans le plan de Sieyès; et Mirabeau (1) a affirmé que Sieyès a reproduit les idées de son père et de Quesnay.

Dans la suite des débats, nous voyons constamment l'affirmation que la propriété est un droit naturel. Mais on ne manqua pas de restreindre l'étendue de ce droit naturel, et Target (2) a donné des explications plus complètes à ce sujet: la propriété est le droit qui appartient à chaque homme de disposer et d'user exclusivement de certaines choses. Donc, l'exercice de ce droit implique l'acquisition préalable du titre de propriétaire. Si nous revenons au projet de Déclaration précité de Thouret, nous constatons que l'égalité devait être appliquée dans trois ordres de choses: *a*) dans l'ordre naturel (droit de propriété); *b*) dans l'ordre social (impôts et fonctions); et *c*) dans l'ordre légal (justice). Si jamais on voulait dire, d'après cet exposé, qu'il résulte que les propriétés seront également réparties, on pourrait imaginer aussi que toutes les impositions seraient égales, qu'il n'y aurait pas de hiérarchie dans les fonctions et, peut-être même, pas d'échelle de peines (3). Telle n'est évidemment pas la conception du législateur, et une pareille expli-

(1) Arch. parlam., T. VIII, p. 438. Séance du 17 août.

(2) Arch. parlam., T. VIII, p. 289. Séance du 27 juillet 1789.

(3) On a tenté pendant la Révolution de supprimer l'échelle des peines. Nous ne nous arrêterons pas sur les résultats désastreux de cette réforme. Il suffit de mentionner que l'égalité, strictement observée, peut aller à l'encontre de la Justice.

cation est contraire à une bonne logique. Enfin, l'article 2 de la Déclaration de 1789 a classé la propriété parmi les droits naturels. Rappelons seulement que l'inégalité est dans la nature même, pour pouvoir mieux réfuter les erreurs qu'on peut commettre.

Quand Romme (1) a donné, au nom du comité d'analyse, un exposé des différents projets de Déclarations des Droits, envoyées à ce Comité, en avril 1793, il a divisé les droits de l'homme en deux groupes; les premiers sont les droits naturels, et les deuxièmes, les droits sociaux. Les droits sociaux sont civils ou politiques. Quant aux droits naturels, ce sont ceux que l'homme a reçus de la nature; ces droits sont sa propriété, pris dans le sens le plus étendu, et qu'on ne peut lui enlever sans injustice.

Notons encore que le classement de la propriété, parmi les droits naturels a été fait également dans l'article 1^{er} de la Constitution Girondine, dans les articles 1^{er} et 2 de la Constitution du 24 juin 1793.

La conception du droit naturel peut être extraite d'un discours de Harmand (2). On trouvera, par ailleurs, dans l'ensemble de ce discours, un véritable plan de réformes économiques et qu'il n'a pas basé sur le droit naturel, mais sur l'idée d'égalité. Harmand ne cherche pas si d'après la loi de la nature, il peut y avoir des propriétaires et si tous les hommes n'ont point un droit égal à la terre et à la production; ce serait un raisonnement inexact. Il observe que l'égalité n'existe pas dans le fait. Il propose alors pour

(1) Voir la Séance du 17 avril 1793. Arch. parlem., t. 62, pp. 263-270 et pp. 278-281.

(2) Le texte du discours de Harmand, prononcé en avril 1793, est imprimé dans le *Journal des débats et des décrets*, N° 242.

maintenir l'égalité des droits, de créer une égalité de fait, en garantissant aux faibles des droits égaux, par la mise en commun de l'industrie de tous. La nature a refusé aux hommes cette égalité de fait, continue Harmand, comment y parvenir, sans attenter aux propriétés territoriales et industrielles ? En somme, il se demande s'il faut établir des lois agraires et le partage des fortunes. Mais cette doctrine conduira Harmand à émettre seulement un vœu en vue de la limitation du droit de propriété. Il abandonne l'idée de son partage pour n'adopter qu'une restriction nécessaire pour la protection du peuple contre les spéculations avides du riche insensible.

Il s'agit donc de combler une lacune creusée par la nature, quoique l'idée prédominante nous paraisse un réquisitoire contre les riches, ceux-ci étant attaqués de toutes parts à cette époque. Harmand avait dressé également un projet de Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen (1), où il a exposé les idées principales de son discours.

Si nous avons insisté sur les opinions de Harmand, c'est qu'il nous semble que l'influence du facteur économique a été réellement déterminante, dans l'ensemble de son exposé, quoique ses tendances soient nettement démagogiques, conformément à l'esprit du temps. Mais nous sommes surtout préoccupés de la recherche du facteur économique. Dans ce sens nous

(1) Dans la Déclaration des Droits de l'homme, Harmand expose des idées communistes. Mais en s'apercevant de la difficulté de réalisation d'un pareil plan, il continue, dans la Déclaration des Droits du Citoyen, sa thèse qui consiste à restreindre le droit de propriété.

trouverons dans les vues exposées par Daunou (1) un article qui parle aussi de l'égalité des propriétés territoriales. Il dit que cette égalité est impossible et que la nature des choses résiste à l'égalité actuelle et permanente des propriétés. Dans un article suivant Daunou voudrait que les modes d'acquisition de la propriété soient déterminés par la Société de telle manière qu'on puisse prévenir une distribution trop inégale.

Les conceptions de Daunou sont réellement socialistes, ou plutôt partagistes. Il n'y a pas de doute que ses réclamations n'avaient pas pour but une simple augmentation de la petite propriété, du faire valoir. Il a des vues bien plus larges. Il a cherché le moyen par lequel on pouvait arriver au partage égal, qu'il crut trouver dans les modes d'acquisition de la propriété (2).

Nous avons déjà quelques lumières sur le rôle du facteur économique dans le Déclaration des Droits, mais nous nous empressons de dire que si dans les travaux préparatoires nous trouvons des dispositions basées sur des considérations économiques, il n'en est pas de même dans les textes définitifs. Quelques projets séparés, dans la vie constitutionnelle, — comme un petit nombre de journaux parisiens, dans la vie politique, — avaient exprimé des vœux égali-

(1) Le projet de Déclaration de Daunou se trouve parmi les nombreux projets présentés à la Convention lors de la rédaction de la Constitution de 1793.

Voir le projet Daunou, Arch. parlem., t. 62, pp. 343-370.

(2) Quand on parle de la propriété, c'est surtout de la propriété territoriale. Nous verrons déjà que certains députés avaient établi la distinction entre les différents genres de propriétés.

taires dans l'ordre économique. Pouvons-nous donc dire que l'état d'esprit en 1793 était socialiste ? (1) Ce serait absurde et inexact.

Nous avons constaté par ailleurs que dans la rédaction des articles qui sont entrés dans les Déclarations, l'influence économique a été presque nulle. L'égalité des droits civils et politiques a été proclamée ; la promesse a été faite de maintenir le droit de propriété contre toutes les usurpations d'un tyran.

Il nous reste encore à dissiper quelques doutes planant sur l'article 3 de la Déclaration du 24 juin 1793, c'est-à-dire l'article disant que les hommes sont égaux par la nature. Il nous semble qu'aucune objection ne devrait plus être soulevée, du moment qu'on a constaté que l'égalité des hommes par la nature est inexistante ; donc, une erreur s'est glissée dans l'article 3. Si par contre, on nous objectait que, primitivement, dans l'état de nature, les hommes étaient égaux et que la terre appartenait à tous, nous nous adresserons alors au *Contrat Social* de Rousseau et nous n'aboutirions sûrement pas à une solution économique. — Si nous poussons encore la critique, et, si d'après les opinions des membres du Comité du Salut Public, qui ont rédigé cette déclaration, nous cherchons une solution à ce principe égalitaire, nous ne pourrions donner un avis conforme à la réalité. Il suffit de connaître la mentalité de ces membres, pour considérer avec scepticisme leurs conclusions (2).

(1) Il est plus logique de dire *partagiste*, mais nous nous servons d'un terme plus courant, quoique n'ayant pas la même signification.

(2) Le *Moniteur* (réimpression, tome XXV) reproduit une lettre d'Hernault-Séchelles, rapporteur de la Constitution du 24 juin

Toutes les Déclarations disaient aussi que le droit de propriété était imprescriptible. Certains auteurs voient dans ce principe une règle qui veut établir que tout homme est propriétaire et que son droit ne peut se prescrire. Mais en déclarant que ce droit est imprescriptible, est-ce que nous pouvons en déduire logiquement que tous les hommes sont titulaires de ce droit ? La réponse est sûrement négative.

Pour avoir maintenant une idée plus large sur la conception et la définition de la propriété, nous l'envisagerons indépendamment de ses prétendus liens avec le principe de l'égalité.

Quoique l'idée d'égalité ne soit plus à la base des discussions relatives à la propriété, nous devons toujours tenir compte du problème de la répartition, afin de nous borner à une étude strictement économique. Mais nous verrons que des considérations juridiques ont primé les idées économiques.

La Déclaration de 1789 avait stipulé : « *les propriétés étant un droit inviolable et sacré...* » Une pareille rédaction pouvait soulever des interprétations équivoques. Rœderer s'en était bien aperçu lors de la deuxième lecture en 1791, et la rédaction nouvelle de cet article apporta une modification, d'apparence

1793, qu'il écrivit à la Société des Jacobins de Neuf-Brisach, et qui révèle les véritables principes de Séchelles. Cette lettre est ainsi rédigée :

« De bonnes taxes révolutionnaires, des bons emprunts patriotiques, que je ne partirai pas sans avoir établis, sauveront bientôt le niveau philosophique de la nature et *affirmeront réellement cette égalité* qui ne serait qu'un rêve pour les gens de bien, une formule pour les faiseurs de phrases et une atroce plaisanterie pour tant de milliers d'hommes, si elle ne devait pas être portée et consacrée dans toutes ses conséquences. »

légère, mais au fond d'une importance capitale. En effet, l'article « les » fut remplacé par l'article « la ». On ne peut pas dire que *les* propriétés sont un droit, mais *la* propriété est un droit. « Erreur d'impression », disait le rapporteur Thouret; « non », répliqua Rœderer, puisqu'on n'a pas ajouté que nul ne peut être dépouillé de sa propriété si la nécessité publique l'exige...

Cet amendement de Rœderer est adopté et l'article est conçu en ces termes :

« La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité. »

Ce principe a été consacré également dans le titre I^{er} de la Constitution de 1791, et il a été reproduit par la Constitution Girondine et celle du 24 juin 1793. En l'an III on ne voit plus ce principe figurer dans la Déclaration des Droits, mais dans les dispositions générales.

Nous ne voyons pas d'influences économiques dans cette disposition. C'est, pour ainsi dire, une mesure conservatrice de la propriété; il fallait préserver la propriété contre toute expropriation arbitraire. On craignait les abus contre la propriété privée commis sous l'Ancien Régime. Nous voyons, par ailleurs, dans cet article un élément de droit public; on a tracé le principe de l'expropriation pour cause d'utilité publique. Malgré l'absence du caractère économique dans ce qui précède, nous pouvons néanmoins faire une observation d'ordre social et reproduire une opinion

de M. Anatole France, en disant que les révolutions ne se font pas pour créer un droit nouveau, mais pour maintenir le droit existant; donc, le but de la Révolution était de maintenir le droit de propriété.

Dans la Déclaration de 1791 la propriété n'a pas été définie. C'est une lacune de cette Déclaration, avait observé Romme en 1793 (1); on parle de la propriété qu'on ne voit que dans la terre. Mais Romme tombe dans une autre erreur; il dit que tout homme qui travaille est vraiment propriétaire. Pour compléter sa critique, réellement bizarre, Romme s'attaque à l'article 18 de la Déclaration des Girondins, où on essaya de définir le droit de propriété. Cet article disait :

« Le droit de propriété consiste en ce que tout homme est le maître de disposer à son gré de ses biens, de ses capitaux, de ses revenus et de son industrie. »

Pourquoi ne parle-t-on pas du salaire de l'ouvrier, disait Romme; ses bras ne sont-ils pas ses capitaux ? Il disait en outre que le salaire de l'ouvrier était compris soit dans le mot revenu soit dans celui de propriété. Et alors il en arrive à se demander pourquoi les « capitaux » ne sont pas compris dans ces deux termes ?

Les rédacteurs de l'article 18 de la Déclaration Girondine ont commis une grave erreur, à notre avis, d'avoir voulu définir le droit de propriété, en énumérant un certain nombre d'éléments économiques sur lesquels ce droit peut être appliqué. Romme en poussant cette analyse a commis une autre faute. Nous croyons que l'énumération de tous les droits de pro-

(1) Dans son rapport précité.

priété serait impossible. Mais à l'époque révolutionnaire, la vie économique n'avait pas pris une extension aussi puissante que de nos jours, d'où il découle qu'on croyait que tous les différents genres de propriété pouvaient être résumés en un petit nombre d'éléments connus. Cette énumération serait aussi dangereuse, puisqu'on risquerait de limiter le pouvoir du législateur. Aussi notre critique est peut-être inutile, puisqu'on aurait dû se borner à repousser ces théories qui ont ignoré totalement les principes de l'Economie Politique.

Le salaire n'est pas un capital, mais en réalité, il est un revenu ; c'est le revenu du travail, comme l'intérêt est le revenu du capital. Quant à l'article 18 de la Constitution Girondine, nous relevons un pléonasme. Cet article stipule que l'homme est propriétaire de ses biens, de ses capitaux... mais ses biens ne sont-ils pas des capitaux ? Nous voyons d'ailleurs que la Déclaration du 24 juin 1793 a effacé le mot capital.

Il nous est possible de constater dès maintenant que même lorsque le facteur économique exerçait son influence, en de très rares circonstances, il a été mal conçu. Pour cette raison, c'est-à-dire à cause des différentes conceptions de l'économie, nous préférons que la définition de la propriété soit revêtue de son criterium juridique, ce qui permettra aussi à l'économie d'évoluer sans contrainte, et dans le sens désigné par le législateur, qui ainsi sera beaucoup plus à même d'observer, d'après les besoins du moment, dans quelle mesure ce droit doit être respecté. Le caractère perpétuel d'une déclaration exige une pareille explication.

Nous avons déjà vu (1) que les questions de propriété devaient soulever quelques interprétations nouvelles en 1793. Nous allons voir maintenant quelle était la théorie de la propriété de Robespierre, exposée dans la séance du 24 avril 1793. Robespierre avait d'abord critiqué l'article 18 de la Constitution Girondine. D'après la thèse soutenue par lui, on dirait qu'une scission doctrinaire s'était opérée entre le parti Girondin et le parti Montagnard. En effet, le plan de Robespierre était nettement contraire à la conception précédente de la propriété. Quoique Robespierre fasse au début un exposé de principes, pour ainsi dire, bourgeois, en déclarant que « l'égalité des propriétés est une chimère » et en condamnant les lois agraires, son plan aboutit à ce qu'il avait préalablement réfuté : c'est-à-dire, à une véritable réforme socialiste. M. Aulard explique cette conduite de Robespierre, par une précaution oratoire ; il voulait reprocher aux Girondins de ne pas avoir tracé les bornes de la propriété, comme ils l'avaient fait pour la liberté (2). Robespierre demanda que les vérités suivantes soient consacrées :

« Art. 1^{er}. La propriété est le droit qu'a chaque citoyen de jouir et de disposer de la portion des biens qui lui est garantie par la loi. »

« Art. 2. Le droit de propriété est borné, comme tous les autres, par l'obligation de respecter les droits d'autrui. »

(1) Voir les opinions de Harmand et de Daunou.

AULARD, *op. cit.*, p. 290.

(2) La liberté avait pour bornes les droits d'autrui. Voir AULARD, *op. cit.*, p. 290.

« Art. 3. Il ne peut préjudicier ni à la sûreté, ni à la liberté, ni à la propriété de nos semblables. »

« Art. 4. Toute possession, tout trafic, qui viole ce principe est illicite et immoral. »

En dehors des considérations historiques, et des tendances démagogiques des Conventionnels, nous examinerons cette théorie dans son fond. Si elle n'est pas rigoureusement partagiste, nous pouvons l'assimiler facilement à une doctrine qui est née au dix-neuvième siècle, celle du socialisme d'Etat. En effet, on conserve la propriété, mais la loi réglemente la répartition. Nous voyons aussi dans le plan de Robespierre, une proposition établissant un impôt progressif pour égaliser les fortunes, ce qui est encore conforme à la doctrine du socialisme d'Etat. On peut en outre déduire du discours de Robespierre, le désir d'attribuer à la propriété un caractère moral. Sous ce rapport, nous apercevons de nouveau des ressemblances avec le socialisme d'Etat.

L'influence de ces considérations économiques n'a pas été déterminante sur l'article définitif de la Déclaration, définissant la propriété, mais elle s'est répercutée sur la situation générale à l'intérieur du pays. En effet, Vergniaud, dans la séance du 8 mai 1793, proposa de hâter les travaux constitutionnels, puisque le peuple a été alarmé par ces manifestations partagistes. Chaque déclamation contre les propriétés, voue quelques terres à la stérilité, disait Vergniaud, et quelques familles à la misère. Il paraît qu'on a constaté à cette époque une émigration de capitaux; les propriétaires craignaient d'être dépossédés. Nous pouvons imaginer maintenant l'effet qu'aurait produit la con-

sécration, par la Déclaration des Droits, de ces principes partagistes.

En somme, la rédaction de l'article 16 de la Déclaration du 24 juin 1793 ne différerait pas beaucoup de l'article 18 de la Déclaration Girondine; on avait tout simplement supprimé le mot « capitaux », pour ajouter que les fruits du travail sont également la propriété de leur titulaire. Les Jacobins auraient pu profiter cependant de l'absence de l'opposition pour appliquer leurs théories. Mais un revirement s'était opéré dans leurs idées depuis les événements du 31 mai. Ils n'avaient plus besoin de démontrer au public la supériorité de leurs principes démocratiques, puisqu'ils étaient vainqueurs et maîtres de la situation.

La Déclaration de l'an III a très légèrement modifié la définition de la propriété; elle a stipulé que: « La propriété est le droit de jouir et de disposer de ses biens, de ses revenus, du fruit de son travail et de son industrie. »

D'après M. Lichtenberger (1), le principe de la propriété exposé par les Déclarations, est l'application des doctrines de Locke, reprise par les physiocrates. C'est encore l'opinion qui nous semble la mieux adaptée à l'interprétation de ces articles, d'autant plus que Locke considérait ces questions plutôt en juriste qu'en économiste.

Maintenant que nous avons étudié les différentes formes de l'influence du facteur économique dans les travaux des Déclarations des Droits, nous pouvons passer aux critiques qui ont été formulées relative-

(1) Voir LICHTENBERGER : *Du socialisme et de la Révolution française*.

ment aux questions d'égalité et de propriété de ces Déclarations.

En premier lieu Espinas, dans son ouvrage : *La Philosophie Sociale et la Révolution*, affirme que la Révolution voulut « systématiquement et avec la persistance d'une idée fixe, supprimer toutes les inégalités ». Il continue ensuite, que la conséquence de cette préoccupation était la guerre, de plus en plus impitoyable, contre les riches. Nous avons vu qu'en 1793, les riches étaient menacés, du haut de la tribune, par des mesures répressives. Mais nous pouvons conclure, d'après le résultat de notre analyse, que ce n'était pas en vertu d'une idée d'égalité qu'on les a attaqués; c'était tout simplement un moyen politique pour lequel on n'avait pas besoin de se référer à telle ou telle théorie. Dans un pareil bouleversement, on profite de toutes les circonstances pour triompher de l'adversaire. Il suffit d'ajouter encore que l'impossibilité de réaliser l'égalité dans les propriétés a été plusieurs fois affirmée, même par les Révolutionnaires les plus avancés.

Faguet, dans ses *Problèmes politiques du temps présent* croit apercevoir dans le courant de tout le dix-neuvième siècle, une évolution très rapide de l'idée d'égalité. Donc, la source du mouvement socialiste devrait se trouver dans les Déclarations des Droits. A l'appui de cette affirmation, Faguet fait intervenir les autres éléments de la Révolution: l'abolition de la féodalité, la mise à la disposition de la Nation des biens du clergé, pour prouver que la Révolution a été appropriationniste dans ses principes, mais qu'elle ne l'a pas été dans son œuvre. Il a aussi observé que le

but des Déclarations a été tout simplement anti-aristocratique.

Nous avons vu que quelques dispositions spéciales des Déclarations visaient les privilèges des aristocrates. Mais nous n'allons pas dire que les Déclarations ont été inventées pour satisfaire la haine contre les nobles. Si nous regardons les cahiers de la noblesse, nous verrons qu'un grand nombre réclamait une Déclaration des Droits. Quant à l'idée d'égalité, dans laquelle Faguet voit aussi le principe d'une égalité intégrale, nous pouvons objecter que la manière dont nous concevons un principe ne correspond pas à celle de M. Faguet.

Pour comprendre le principe d'égalité, nous l'avons étudié dans sa source et nous avons essayé de l'appliquer à certains éléments qui pourraient être soumis à son interprétation, et nous avons constaté que dans la Déclaration des Droits, il doit rester toujours conforme au but que lui avait assigné le législateur. Si on adoptait la méthode de Faguet, on serait tenté de découvrir même dans la Bible — comme l'ont fait d'ailleurs certains auteurs — des principes qui ont guidé les théories économiques du dix-neuvième siècle, ce qui serait absurde.

Jaurès (1) ne peut concevoir que la propriété prenne place parmi les droits naturels. Il réfute également, et avec raison, l'opinion qui veut justifier le pouvoir royal par un droit naturel. Dans cette confusion il voit que les théories soutenues par les Constituants se réduisent à un simple expédient historique. A

(1) Voir J. JAURÈS: *Histoire socialiste de la Révolution*, t. I, pp. 341-348 (La Constituante).

l'appui de son assertion, Jaurès cite le passage d'un discours de Sieyès où celui-ci, après avoir essayé de faire de la propriété une continuité de la personnalité, avait ajouté: « Les propriétés territoriales sont la partie la plus importante de la propriété réelle. Dans leur état actuel, elles tiennent moins au besoin personnel qu'au besoin social. Leur théorie est différente, ce n'est pas ici le lieu de la présenter. »

Jaurès dit que c'est bien vague. La propriété a des formes sans nombre, et il observe ces théories en se plaçant dans un milieu où la conscience des classes prolétariennes a fait son apparition.

Il aboutit à cette conclusion, qu'à l'heure où le prolétariat saura réfléchir à sa destination, il verra le contraste qui existe entre les droits naturels de tout homme et sa propre dépendance sociale; la Déclaration des Droits changera de sens et deviendra la formule de la Révolution prolétarienne.

L'argumentation de Jaurès est très ingénieuse, d'autant plus qu'il prend la Révolution pour ce qu'elle est et non pour ce qu'elle devrait être; c'est-à-dire la Révolution n'est pas socialiste.

Il est évident, tout d'abord, que sous la Révolution, la propriété est considérée presque exclusivement dans la terre, et si on avait invoqué le besoin social, ce n'est pas pour rattacher les hommes par la terre à la Société, mais pour anéantir l'esprit de l'Ancien Régime, qui ne voyait dans la propriété qu'un moyen de favoritisme. Peut-être pouvons-nous aussi considérer dans ce besoin social un élément économique, c'est-à-dire l'utilité de la propriété au point de vue de la production et de l'augmentation des richesses natio-

nales. Ceci n'est qu'une hypothèse, nous croyons préférable de ne pas nous hasarder plus longtemps dans cette voie.

Il nous reste à savoir si la méthode de transplantation des principes d'un milieu social dans un autre est conforme à la logique. Si on adoptait cette méthode, comme l'a fait Jaurès, les principes seraient dénués de tout sens, et l'interprétation de la loi suprême deviendrait complètement arbitraire. Incontestablement cette méthode est mauvaise et elle méconnaît une règle fondamentale de la méthode des Sciences Sociales; c'est que ces sciences ne se prêtent pas à l'expérience (1).

M. Aulard (2) aperçoit aussi des conséquences économiques et sociales dans les Déclarations de Droits, et il trouve qu'on a tort d'opposer au socialisme les principes de 1789. D'après cet éminent historien, le sens de l'article 1^{er} de la Déclaration de 1789 est, qu'il n'est pas équitable qu'aux inégalités naturelles, les institutions ajoutent des inégalités artificielles. Il observe, d'autre part, que l'article 2, en établissant le droit de propriété n'a pas dit que ces propriétés seraient inégalement réparties. Si ces raisons n'ont pas été invoquées sous la Révolution, c'est que la masse de la Nation, dit M. Aulard, a été satisfaite par d'autres réformes économiques (3).

(1) Le dernier tome de la *Révolution socialiste* de Jaurès a traité de la Gironde : il n'a pas abordé la période où les deux autres Déclarations ont été élaborées, ce qui nous empêche de voir quel était le raisonnement de Jaurès sur la suite des événements.

(2) Voir AULARD, *op. cit.*, pp. 46-48.

(3) Voir Chapitre II, Première Partie.

Nous ne pouvons nous rallier à un pareil raisonnement. Le sens de ces deux articles n'a-t-il pas été dénaturé ? On peut bien voir comment nous concevons l'égalité et nous n'avons pas besoin d'insister sur cette partie.

Si on ne voit pas dans la Déclaration de 1789 que les propriétés seront inégalement réparties, c'est que la propriété n'a pas été définie, on parlait tout simplement du droit de propriété. Et si nous examinons la Déclaration de 1793, laquelle a été encore plus avancée, nous pouvons affirmer péremptoirement que la propriété a été définie en dehors de toute idée égalitaire.

Toutes ces interprétations ont été appelées improprement, socialistes (1). Il n'y a pas lieu ici de faire la critique au point de vue doctrinal, nous disons seulement que quelques-uns de ces auteurs méconnaissent la véritable définition du socialisme. Il était intéressant pour notre étude, de voir surtout, comment ils ont envisagé le problème de répartition, qu'on croyait contenu dans les Déclarations. Nous restons à l'écart de toutes les querelles doctrinales, et en nous basant sur notre analyse, nous pouvons dire que des influences économiques se sont exercées sur les travaux préparatoires des articles relatifs à l'égalité et à la propriété, mais qu'elles n'ont pas laissé une empreinte très forte sur la rédaction des articles définitifs. Les applications de ces Déclarations semblent justifier notre point de vue.

* * *

(1) Une étude détaillée sur le socialisme et la Révolution française a été faite par M. Deschamps dans son cours de doctorat 1922-23. On peut le consulter avec le plus grand intérêt.

Nous abordons maintenant l'étude des questions relatives à la liberté. Nous allons borner notre étude à ses limites économiques, c'est-à-dire nous allons transporter le principe de la liberté dans le domaine économique.

Nous avons déjà vu que la liberté a été immédiatement restreinte puisqu'on a nettement formulé qu'en laissant aux hommes une entière indépendance dans leurs actions, on les obligeait à respecter le droit d'autrui. Toutes les Déclarations ont posé cette restriction.

La Déclaration Girondine et celle du 24 juin 1793 ont cru devoir insérer également le principe de la liberté du travail et du commerce, tandis que la Constitution de l'an III l'insère dans les dispositions générales. En outre, on s'était préoccupé de la domesticité. Dans cette catégorie de la Société, on pouvait le plus facilement aliéner sa liberté. On a donc déjà partiellement abordé un problème de législation ouvrière.

Dans ces dispositions concernant la liberté, nous voyons d'abord une règle de Justice. En effet, le but était d'abolir le servage entièrement. D'autre part, les domestiques devaient être relevés un peu dans le niveau social (1). Il est curieux de constater que par la suite la législation ouvrière a négligé plus ou moins cette classe de travailleurs.

Quant à la liberté du travail, du commerce et de l'industrie, consacrées par les Déclarations postérieures à celle de 1791, nous voyons tout simplement la reproduction d'un principe existant, formulé par plu-

(1) Nous verrons plus tard que leur condition a été abaissée quand on ne voulait pas leur accorder le droit de vote.

sieurs lois antérieures (1). Il n'y a aucun doute que c'est l'application des idées physiocratiques sur la libre concurrence.

Toutes ces réformes ont paru tellement évidentes que l'Assemblée ne s'en occupa pas beaucoup. Du moins nous ne voyons pas de discussions intéressantes sur ce sujet dans les débats parlementaires. En 1789, Rabaud de Saint-Etienne disait que toute gêne apportée à l'homme dans son industrie et ses travaux serait un attentat à son premier droit inviolable. Nous pouvons rappeler aussi que l'article relatif à la liberté du travail et du commerce a été inséré pour la première fois dans la Constitution Girondine, dont le principal élaborateur était Condorcet (2), un physiocrate.

L'influence directe du facteur économique sur ces principes, également économiques, nous permet de ne pas trop nous attarder sur le fond de la question. Mais nous en profiterons pour faire une critique qui pourrait, par anticipation, s'appliquer aussi à d'autres dispositions nettement économiques, contenues dans les Constitutions (3).

Le danger d'une consécration solennelle d'un principe économique se trouve dans le caractère variable et incertain du facteur économique. Par ailleurs, un

(1) Voir le Chapitre II, Première Partie.

(2) On appelle aussi quelquefois la Constitution Girondine, le projet Condorcet.

(3) Nous n'avons pas insisté beaucoup sur ces principes essentiellement économiques, puisqu'ils ont été l'objet d'une étude minutieuse. Il nous a paru plus utile de nous arrêter aux questions qui n'ont pas été traitées jusqu'à nos jours. Pour les questions relatives à la liberté du travail, du commerce et de l'industrie, on peut consulter le Droit Constitutionnel de M. ESMEIN, pp. 1123 et suivantes.

pareil principe prend malaisément place à un moment où le commerce avec l'étranger a été presque suspendu et où, à l'intérieur du pays, des taxes de maximum sur les marchandises ont été établies.

Nous trouvons, en outre, dans les travaux préparatoires de 1793, des propositions complètement opposées à ce principe de liberté économique. Nous revenons encore au Projet de Déclaration de Romme. Nous voyons des articles ainsi conçus :

(Art. 3). « La Société a le droit d'exiger que chacun de ses membres se livre à une profession utile. »

(Art. 4). « Elle a le droit d'exiger que chaque citoyen contribue de sa force, de ses lumières, de son industrie, de sa fortune, de sa vigilance, à la dépense commune, à la conservation et au respect de la propriété nationale, à la prospérité générale, aux dépenses publiques, à la garantie de tous les droits. »

Donc, l'activité des hommes n'est pas libre; on les oblige à travailler uniquement pour la Société. Ne pourrait-on pas voir aussi dans ces articles une ébauche de la théorie du travail obligatoire? Il est réellement curieux d'observer le rapprochement entre ce vœu proclamé par les Révolutionnaires français et l'application du même principe en 1916 en Allemagne.

Une autre proposition tendait à insérer dans la Constitution la taxation des denrées de première nécessité, telles que le blé, la viande et le bois. Danton avait aussi exigé que cette taxation se fit et que l'excédent entre le prix du marché et le prix fixé, fut payé par les riches.

Ces différentes propositions ont eu des répercussions dans la législation révolutionnaire, comme nous

l'avons vu. Quoiqu'elles n'aient exercé aucune influence sur les travaux constitutionnels, — c'est plutôt le contraire qui s'était produit — nous croyons qu'il est assez curieux de retrouver une telle conception de l'Economie Politique à une époque où la doctrine n'avait pas poussé ses théories dans une voie aussi avancée.

* *

Un autre point qui a attiré notre attention est celui du secours et de l'assistance.

Ce sont des considérations morales qui ont paru guider le législateur, mais des conséquences économiques se déduisent de là; réellement, ne sommes-nous pas en présence d'une question d'économie sociale ?

Le projet présenté par Target, le 27 juillet 1789 (1) contenait la proposition suivante :

« Le corps politique doit à chaque homme des moyens de subsistance, soit par la propriété, soit par le travail, soit par le secours de ses semblables. »

Il est évident que Target visait particulièrement le monde ouvrier et les remèdes qu'il faut apporter à la situation de cette classe, qui peut être exposée souvent à la misère.

L'aide de la Société aux sans-travail est encore mieux présentée dans la Déclaration de Sieyès (2), le 12 août 1789; il s'exprime en ces termes :

« Tout citoyen qui est dans l'impuissance de pourvoir à ses besoins ou qui ne trouve pas de travail, a

(1) Voir Arch. Parlementaires, T. VIII, p. 238.

(2) Voir Arch. Parlementaires, T. VIII, p. 422.

droit aux secours de la Société, en se soumettant à ses ordres. »

Il est très probable que les auteurs de ces propositions se sont inspirés de l'état économique du moment. Il fallait résoudre le problème de la misère ouvrière. Par la fermeture des ateliers, dès le début de la Révolution, un grand nombre d'ouvriers était resté sur le pavé. La solution apportée par quelques Constituants paraît tout à fait conforme aux théories de l'école individualiste : c'est celle de l'intervention de l'Etat en matière d'assistance. Mais cet article ne rentra pas dans la Déclaration de 1791, malgré les protestations de Dupont de Nemours lors de la deuxième lecture de la Déclaration de 1789 (1). L'observation de Dupont de Nemours fut réfutée, d'André avait remarqué que ce principe était incorporé dans la Constitution.

En 1793 on inséra dans les deux Déclarations un article relatif aux secours. Dans la première Déclaration ils étaient réclamés en vertu d'une dette sacrée de la Société envers les nécessiteux. Mais les Montagnards trouvèrent que la rédaction de cet article par les Girondins était trop timide et ils poussèrent leur théorie si loin qu'ils en vinrent réellement à la proclamation du droit au travail. Cette réforme sociale a été nettement formulée par Robespierre dans la séance du 24 avril 1793 (2) : « La Société est obligée disait Robespierre, de pourvoir à la subsistance de tous ses membres, soit en leur procurant du travail,

(1) Voir Arch. Parlementaires, T. XXIX, pp. 260-388, séance du 8 août 1791.

(2) Discours cité; voir *infra*.

soit en assurant des moyens d'existence à ceux qui sont hors d'état de travailler. Les secours indispensables à celui qui manque du nécessaire sont une dette de celui qui possède le superflu : il appartient à la loi de déterminer la manière dont cette dette doit être acquittée. »

Encore une fois Robespierre se montra socialiste. Par ailleurs M. Aulard dit que la Déclaration des Droits, de Robespierre, est devenue sous la Monarchie de juillet, la véritable Charte du Socialisme français.

Il ne faut pas croire que Robespierre était socialiste, il a fait semblant de l'être, continue M. Aulard. Le but principal de la Montagne était de dépeupuler le projet Girondin.

La Déclaration du 24 juin 1793 adopta en partie le projet de Robespierre. Le premier principe est adopté seulement, celui du droit à la subsistance et au travail. Les Montagnards n'eurent quand même pas le courage d'incorporer dans la Déclaration le principe suivant, c'est-à-dire, le prélèvement du superflu sur le riche pour le donner au malheureux.

Nous croyons avoir le droit d'affirmer que le facteur économique a nettement exercé son influence sur ces travaux, tout en laissant au facteur social la part qui lui revient. Pour concilier ces deux facteurs, nous pouvons dire que l'influence sur cet article et ses conséquences logiques font partie de l'Economie Sociale, que nous considérons comme étant un auxiliaire de l'Economie Politique.

* * *

Le principe de la souveraineté nationale, proclamé

par les Déclarations ne nous intéresse pas pour le moment. D'abord, parce que aucune considération économique n'a été à la base de ce principe ; en second lieu, nous reviendrons ultérieurement sur ce principe, lorsque nous parlerons des débats relatifs au droit de suffrage, débat dans lequel un certain nombre de questions économiques sont intervenues.

Nous laissons également de côté les théories financières formulées par les Déclarations, pour les reprendre quand nous traiterons l'ensemble des principes de ce genre renfermés dans les Constitutions. Il est vrai cependant, qu'au point de vue économique, les discussions les plus intéressantes ont eu lieu pendant l'élaboration des Déclarations ; mais souvent les différentes réformes proposées ont été renvoyées pour être insérées dans les Constitutions. Aussi notre désir est-il d'éviter des renvois d'un chapitre à un autre. Nous devons tout simplement constater, dès maintenant, que dans les Déclarations, nous trouvons reproduit le principe très ancien du consentement à l'impôt. D'autre part, des questions de droit public ont été abordées dans ces articles, elles ne rentrent pas dans notre sujet.

Une dernière question nous reste encore à mentionner, c'est la *Déclaration des Devoirs*. Ce seul titre pourrait nous faire croire que le facteur économique a dû plus ou moins exercer une certaine influence, surtout lorsque nous nous rendons compte de la signification attribuée au mot *devoir*, de nos jours. Nous avouerons que c'est dans ces discussions là que nous cherchions le principe du travail obligatoire. Mais, dans la seule Déclaration des Devoirs,

celle de l'an III, l'intervention du facteur économique, n'y est pour rien.

La première proposition d'une Déclaration des Devoirs a été faite en 1789 par l'Abbé Grégoire. Camus proposa un amendement, tendant à ce que le mot « devoir » soit ajouté à la Déclaration des Droits. Cette motion fut chaleureusement accueillie par le clergé, mais l'amendement fut rejeté. Le 23 juin 1793 Raffron du Touillet voulut aussi qu'on ajoutât le mot « devoir » à la Déclaration des Droits, mais Robespierre évoqua la décision de la Constituante et l'intervention acharnée du clergé, pour rejeter cette demande; il insista en outre sur ce fait que les devoirs sont renfermés dans la Déclaration des Droits.

Le véritable objet de la Déclaration des Devoirs est exposé dans un discours de Daunou en l'an III. La Déclaration des Devoirs devait servir de règle aux citoyens pour suivre les Déclarations des Droits, afin qu'ils ne vinssent pas intimer au législateur, au nom de la Déclaration des Droits, des volontés séditieuses.

De ce petit exposé, il résulte que si on veut chercher les origines de la Déclaration des Devoirs, on les trouvera, soit dans la Bible (le caractère religieux de ces principes est confirmé par la faveur du clergé), soit dans d'autres préceptes moraux, lesquels ont été invoqués en l'an III, c'est-à-dire après les atrocités de la Terreur. Il est inutile d'y chercher des influences économiques.

* * *

Malgré la rigidité conservatrice que nous avons observée dans l'ensemble de la critique de ce chapitre,

nous croyons avoir quand même accordé une assez large part au facteur économique. On a vu également que nous n'avons pas négligé les discussions d'ordre économique qui n'ont pourtant exercé aucune influence sur la rédaction définitive de la Déclaration.

Quand l'analyse de tous les travaux constitutionnels sera terminée, nous verrons clairement quelle est la valeur qu'il faut accorder aux éléments économiques, que nous avons découverts dans les Déclarations des Droits.

CHAPITRE II

Des considérations économiques dans les questions de suffrage

Les systèmes de suffrage appliqués par les diverses Constitutions de la Révolution ont beaucoup varié d'une époque à une autre. On n'est pas en présence d'un courant politique continu, tel qu'on l'a observé pendant tout le XIX^e siècle ; c'est-à-dire que nous ne voyons pas alors comme plus tard toute une classe de la Société réclamant le droit de suffrage. Les réformes électorales qui ont été accomplies pendant la Révolution ne sont pas faites par la Société, mais pour la Société. Pour compléter notre explication, disons encore qu'au XIX^e siècle la classe ouvrière crut voir dans l'établissement du suffrage universel un moyen lui permettant d'avoir des représentants dans le pouvoir législatif. Pendant la Révolution, même si nous voyons apparaître une fois le suffrage universel, ce n'est pas en raison d'une poussée des travailleurs, mais pour satisfaire intégralement les principes de la démocratie.

Nous verrons déjà que, au cours des débats constitutionnels, on n'a pas manqué de se préoccuper de l'intervention de la classe ouvrière dans la vie politique. Ainsi, par exemple, dans la séance du 11 février 1790, Perissé-Dulac demanda que la qualité de citoyen actif des ouvriers de Lyon fût déterminée apr le rôle

de 1788, qui leur avait permis de donner leurs voix aux représentants de l'Assemblée Nationale, et non d'après le rôle de 1789 qui leur enleva la faculté de concourir à l'élection des conseillers municipaux (1). N'oublions pas que les Babouvistes s'étaient réclamés de la Constitution de 1793 à cause de l'établissement du suffrage universel, et qu'il y a eu, après le 9 thermidor, des mouvements ouvriers à Paris, réclamant du pain et la Constitution de 1793.

Pour envisager la question de suffrage au point de vue des influences économiques, nous croyons que la meilleure méthode consiste à se transporter dans le sein des Assemblées ; puisque nous considérons que la pression extérieure était presque inexistante. Nous verrons que les différentes raisons invoquées soit par les Constituants soit par les Conventionnels à ce sujet ont eu pour base des considérations économiques réellement dignes d'attention. Nous verrons aussi que parfois le droit de vote est accordé aux hommes uniquement d'après leur force économique et dans d'autres cas nous trouverons la vie politique actionnée par des éléments économiques de la Nation. Il en fut ainsi dans la Constitution de 1791 lorsqu'un tiers des députés devait être élu sur la base des contributions.

Examinons donc maintenant sous quelles formes les différentes influences économiques se sont manifestées.

..

Une constitution a pour objet de constituer l'établissement politique d'une Nation, disait Sieyès, en juillet 1789, et il ajoute : que l'égalité des droits poli-

(1) Voir Archives Parlementaires, tome XI, page 555.

tiques est un principe fondamental. Mais comment pouvons-nous concevoir cette égalité politique quand nous voyons les hommes divisés en deux classes : les citoyens actifs, d'une part, et les citoyens passifs, d'autre part ? On a fait valoir la raison que ceux qui ne contribuent en rien à soutenir l'établissement public sont inaptes à exercer des droits politiques. Mais sur quelle base détermine-t-on cette soi-disante incapacité de l'exercice des droits de citoyen ? Il y a des raisons d'ordre psychologique et social : ainsi, par exemple, les femmes, les enfants et les étrangers en sont exclus. Mais ceci ne soulève pas beaucoup d'objections. Il est surtout intéressant de voir sur quel fondement est assis le principe de distinction entre citoyens actifs et passifs quant au besoin de payer une certaine contribution pour rentrer dans la catégorie de citoyens actifs, l'assise de ce principe est incontestablement économique. La question de savoir sous quelles formes cette influence économique se présente fera l'objet de notre étude.

Le projet du Comité de Constitution, présenté le 28 août 1789, par Mounier (1) détermine que pour avoir le droit d'élire, il faudra, à côté des autres conditions, payer une imposition directe égale à trois journées de travail.

Quelques membres de l'Assemblée Constituante critiquèrent ce système. Ils se placèrent d'abord à un point de vue social. Ainsi, de Montlosier déclara que tout citoyen est actif dans l'Etat quand il s'agit de s'occuper des droits de tous les citoyens. L'abbé Grégoire déclare redouter l'aristocratie des riches ; il

(1) Voir Archives Parlementaires, tome VIII, page 504.

pense qu'il suffit d'avoir un jugement sain et un cœur français, pour exercer le droit de citoyen.

Mais on ne manqua pas d'invoquer l'iniquité de cet article du projet du Comité, en raison de son caractère économique. Ainsi, Duport (1) après avoir constaté que cet article est contraire à la Déclaration des Droits demande si les impositions directes existeront toujours ; en effet, une législature ou une combinaison économique, disait-il, pourrait changer les conditions qu'on a exigées. On voit donc, que la nature changeante de l'économie d'abord, et de la législation ensuite, pourraient avoir de grandes répercussions sur l'ensemble des événements politiques. Il vaudrait donc mieux les éviter, autant que possible.

Démeunier intervint dans cette discussion en disant que le principal but du projet du Comité était d'éloigner des Assemblées primaires les mendiants ; il les croit facilement corruptibles. Il trouve d'ailleurs que le bon côté de cette distinction est qu'elle excitera l'émulation chez les artisans et les ouvriers. Ces personnes tâcheront d'acquérir une certaine fortune afin de payer la contribution exigée pour devenir citoyen actif. Bien plus tard, cette idée a été reprise par Guizot quand il disait : « Enrichissez-vous par l'économie et par le travail. » Quant à la question des trois journées de travail, Démeunier dit que c'est une base plus exacte que n'importe quelle autre, puisque le prix de la journée de travail varie avec la valeur des propriétés.

Finalement la rédaction du Comité fut adoptée. La

(1) Cette discussion a eu lieu dans la Séance du 20 octobre 1789. Voir Archives Parlementaires, tome IX.

condition des trois journées de travail rentra également dans la Constitution. Nous ajouterons aussi que parmi les conditions exigées pour être citoyen actif, il ne fallait pas être dans un état de domesticité ; la raison invoquée était que ces personnes n'ont pas de volonté propre, comme le disait Barrère de Vieuzac.

En 1793, on sait qu'aucune conditions de cens ne fut exigée.

En l'an III, on devait revenir aux principes de 1789. Boissy d'Anglas, dans son discours préliminaire, exposa les vues du Comité. Le désir du Comité n'était pas de restreindre le droit de citoyen à une minorité de la Nation. Boissy, avec raison, réfute que la propriété ait un caractère servant de base à l'association. Mais la restriction proposée devait s'appliquer aux gens de service pour les mêmes raisons que Barrère avait invoquées en 1789. Le projet du Comité contenait encore une condition analogue à celle de 1789, c'était le cens. La manière dont fut établi le cens était plus logique qu'en 1789 puisqu'on ne fixait pas de taux ; on exigeait tout simplement pour être citoyen actif qu'on paya une contribution directe foncière ou personnelle, mais nous verrons qu'on n'est pas arrivé sans peine à ce résultat.

Des considérations économiques très curieuses furent présentées. Nous les examinerons en détail. Nous ne verrons pas des influences économiques déterminantes sur les travaux constitutionnels, mais nous pourrons retirer de là un enseignement d'ordre économique très intéressant.

Dans la séance du 19 messidor, An III, lecture d'une

lettre de Thomas Payne (1) fut donnée à l'Assemblée concernant la dévolution du titre de citoyen français d'après le projet du Comité exigeant le paiement d'une contribution directe.

Quel titre donnez-vous aux autres habitants du territoire, demanda Thomas Payne ? Il fit appel d'abord à la Déclaration des Droits et puis il observa que, sur une grande masse, qui ne paie pas de contributions directes tombera le poids des taxes indirectes. Pourquoi alors leur refuser le droit de citoyen ? Thomas Payne déduit alors toute une théorie de l'impôt que nous allons reproduire.

Il n'y a pas de différence sensible entre la contribution directe et la contribution indirecte, disait-il. On appelle impôts indirects ceux qui sont renfermés dans le prix de certains articles. Le consommateur les paie sans s'en apercevoir. Payne établit alors tout le processus de circulation des matières grevées de taxes indirectes depuis la production jusqu'à la consommation, et ainsi de proche en proche, il arrive à la conclusion que l'impôt est compris d'abord dans le prix demandé par le producteur et ensuite par tous les autres intermédiaires, et qu'il est versé entièrement par le dernier acheteur qui consommera la marchandise. Donc, dit Thomas Payne, « l'impôt territorial, quoiqu'il soit appelé taxe directe, est indirect dans tous ses effets, le propriétaire du fonds ne paie ses taxes que dans la proportion de la quantité de pain et des autres articles qu'il consomme dans sa famille ; tout le reste est payé par la masse de la société, ce qui renferme chaque individu d'une

(1) Voir *Moniteur* (réimpression), tome XXV, page 173.

Nation. » La Constitution ne devait pas laisser au bon plaisir du législateur le soin de déterminer celui qui sera citoyen et celui qui ne le sera pas.

Au point de vue économique, nous pouvons considérer les idées de Payne comme une application des principes physiocratiques, mais il ne faudrait pas confondre ses vues avec les opinions politiques des phsysiocrates ; nous parlons seulement des questions relatives à l'impôt. Ne pourrions-nous pas extraire de cet exposé de Payne les idées de l'utilité de l'impôt unique, l'impôt foncier et la suppression des impôts indirects ? Il n'est pas nécessaire d'insister sur le fait que le raisonnement de Payne était faux au point de vue économique. Nous verrons quelle fut la réponse de Merlin de Douai à cette diatribe de Thomas Payne, ce qui nous permettra également de ne pas nous éloigner des discussions parlementaires. Il y a une erreur de fait, observa Merlin de Douai, puisqu'il n'y aura pas que les propriétaires qui seront citoyens en France. Merlin divise alors les personnes en trois catégories : il y aura d'abord les propriétaires de fonds, qui paieront la contribution foncière, et puis les salariés, qui paieront la contribution personnelle ; ils exerceront tous les deux les droits de citoyen. Il n'y a qu'une seule classe qui sera exclue et qui forme la troisième catégorie de personnes, ce sont les mendiants.

Lanjuinais appuya le raisonnement de Merlin et déclara qu'il était conforme à l'égalité que les bienfaits de la Société fussent donnés en raison des services qu'on lui rend. Il croyait, que la classe indigente se multiplierait par la protection accordée à la

paresse. Il nous apparaît bien que le véritable objet de l'impôt était ignoré à cette époque, puisqu'on n'a jamais le droit de réclamer de la Société des services proportionnels à l'impôt qu'on paye.

Un autre député, Baïeul, disait qu'on ne voulait pas enlever le droit de citoyen à l'ouvrier et au père de famille pauvre, mais que le but était de protéger les assemblées primaires contre l'intrusion de quelques vagabonds dont on ne connaissait pas les moyens d'existence.

Daunou, dans son rapport sur la Constitution publié le 23 messidor, an III, affirmait qu'on ne partageait pas le peuple en plusieurs classes. Il trouve qu'on considérera les droits de citoyen comme plus respectables quand ils seront consacrés par un honorable tribut, et l'aristocratie ne pourra plus les méconnaître. D'autre part, il avait proposé, qu'en donnant droit à chacun de s'inscrire pour une contribution personnelle, en fixant un minimum, on lui accorda le titre de citoyen. Nous verrons d'après les différentes propositions pour la fixation du minimum, à quelle base instable on voulut le rattacher. Les uns demandaient qu'il fût établi d'après la moindre cote de la commune, d'autres à la valeur du froment, et enfin, le Comité était partisan d'un minimum établi d'après la journée de travail. Le Comité croyait que pour revêtir le caractère de citoyen, il suffisait de payer un tribut de trois journées de travail.

Dubois-Grancé attaqua cette disposition du Comité. Il relève l'iniquité de ces discussions qui consistent à dire que celui qui paie le plus a plus de droits qu'un autre au pacte social. Cette distinction du pauvre et

du riche donnera à l'intrigue l'ouverture aux plus grands des abus. Un jour, peut-être, disait-il, le riche essaiera de priver le pauvre de tous ses droits politiques (1). Pour remédier à ce système Dubois-Crancé propose plusieurs articles, dont le fonds se ramène à la base du paiement d'une contribution civique égale à une journée de travail dans le lieu du domicile, pour l'exercice du droit de citoyen.

Creuzé-Latouche observe ironiquement que le paiement d'une contribution civique ressemblerait au paiement que l'on fait pour avoir sa place au spectacle. Mais Daunou objecta avec raison, qu'il ne fallait pas faire d'addition aux contributions ; une pareille réforme pourrait éloigner un grand nombre de citoyens des Assemblées primaires.

Larevellière-Lépaux croyait que la contribution civique de Dubois-Crancé laisserait l'Etat sans impôts. Nous avons suffisamment développé toutes ses considérations : disons pour conclure, que le projet du Comité fut adopté avec un amendement de Genissieux tendant à ce que la fixation de la journée de travail se fit partout d'après le prix des journées de travail agricole.

La place de l'homme dans la Société devait donc être déterminée d'après sa capacité économique. Malgré les considérations d'ordre moral et social que nous avons pu observer pendant ces débats, nous croyons, que l'influence de l'économique n'était pas négligable. Par ailleurs, il est intéressant de constater que les partisans du suffrage universel ont surtout

(1) Dubois Crancé a donné quelques détails intéressants sur le système de contributions que nous verrons dans le Chapitre IV.

fait intervenir le facteur économique pour combattre l'établissement du suffrage censitaire.

Le facteur économique joua un rôle très curieux dans la formation d'un autre article, relatif à l'inscription sur les registres civiques. On exigeait des jeunes gens la condition de savoir lire et écrire et d'exercer un art mécanique. Creuzé-Latouche s'exprima en ces termes pour démontrer le nécessité de la connaissance des arts mécaniques : « Appeler à la connaissance des arts mécaniques tous les citoyens aisés et instruits c'est perfectionner, étendre et multiplier les sources de nos richesses. » La raison qui a guidé le législateur était une raison sociale susceptible de répercussions économiques. En effet, lorsqu'il y a une trop grande offre des services de l'esprit, il y a forcément une multiplication d'emploi inutiles. Alors, on établira des impôts indirects et des entraves au commerce et à l'industrie uniquement pour favoriser toute une légion d'employés. On craignait que les gens aisés ne fassent concurrence aux ouvriers de profession. Creuzé Latouche réfute cette objection en disant que les travaux offerts par l'industrie et par la terre sont inépuisables. L'augmentation de la production pourrait d'ailleurs amener la baisse générale des prix, ce qui assurera le prestige du commerce national sur les nations étrangères. Il ne faut pas craindre que cette circonstance doive aboutir à une baisse des salaires puisque les prévisions du législateur ne pourront sûrement pas se réaliser (1).

Cet article fut en définitive inséré dans la Consti-

(1) Les rédacteurs de cet article ont été surtout inspirés par l'ouvrage de Rousseau : *Emile*.

tution de l'an III, mais il n'entra jamais en vigueur puisqu'il ne devait être exécuté qu'à partir de l'an XII. Or, à cette date, une autre Constitution était venue remplacer celle de l'an III.

La Constitution de l'an VIII avait rétabli virtuellement le suffrage universel. Elle ne demandait aucune condition de cens, mais la manière dont on élisait les membres du Corps Législatif créait des inégalités d'une autre façon. On établissait d'abord la liste communale, puis la liste départementale et enfin la liste nationale, au moyen de laquelle se recrutaient le Corps Législatif et les Corps supérieurs de l'Etat. Le développement de ce système « des listes » ne présente pas d'intérêt notable pour notre sujet.

* * *

L'étude de l'organisation des Assemblées primaires et électorales n'offrent pas à notre étude des particularités intéressantes. Nous reviendrons ultérieurement sur les préoccupations du législateur en matière de la division territoriale de la France, auxquelles sont rattachées les questions relatives aux Assemblées primaires et départementales.

Il est inutile de rappeler que nous sommes en présence du suffrage indirect. Ce système était la suite d'une pratique employée pour l'élection des Etats Généraux. Les députés étaient nommés donc par un Corps spécial. Nous devons voir dans quelle classe se recrutait ce corps, avant de passer aux conditions exigées pour être député.

Dans les travaux de la Constitution de 1793, nous ne trouvons aucun élément qui s'applique directement à cette analyse. Les conditions de cens avaient inté-

géralement disparues. La constitution de l'an VIII ne renferme non plus de dispositions qui pourraient nous intéresser. Par contre, dans les travaux constitutionnels de 1791 et de l'an III, de longs débats se sont engagés à ce sujet.

En octobre 1789, lors de la discussion de questions relatives à l'éligibilité, un député, Biauzaud, demanda qu'on établit, pour être éligible à toutes les Assemblées, la condition d'un marc d'argent de contribution. Toutefois, pour être citoyen actif, il exigeait qu'on payât un ou deux onces d'argent. Robespierre attaqua toute de suite ce projet et dit qu'il est inique de prendre pour base la différence de fortune en matière d'éligibilité. Les véritables raisons qui ont paru guider la Constituante en matière d'éligibilité nous semblent retracées dans un discours de Dupont de Nemours, dans la séance du 22 octobre 1789. Immédiatement il avait établi une distinction entre les conditions pour être électeur et celles pour être éligible. L'éligibilité ne devait être soumise à aucune condition de cens. Mais, pour être électeur, dit Dupont, il faut avoir une propriété, il faut avoir un manoir. Dans sa conception, les propriétaires seuls pouvaient impartialement déterminer, d'abord la marche des affaires administratives et ensuite, le choix d'un représentant de la Nation. Dupont résuma sa pensée dans cette phrase : « Ceux qui n'ont pas de propriété, ne sont pas encore de la Société, mais la Société est à eux. »

Un pareil état d'esprit donnait incontestablement une impulsion à la bourgeoisie. Quelques-uns s'étaient aperçus et voulaient prendre des précautions contre la formation de cette aristocratie des riches.

Une fois que l'Assemblée eût décrété (1) qu'il n'y aurait qu'un seul degré intermédiaire d'élection entre les Assemblées primaires et les Assemblées Nationales et Administratives, les discussions pouvaient se baser sur un terrain plutôt pratique que théorique. Nous avons vu que l'intervention de Dupont de Nemours était surtout un exposé doctrinaire. En matière d'électorat, les discussions furent assez peu intéressantes. Nous devons nous transporter en 1791 pour voir de quelle manière cette question a été réglée. Dans les premiers temps, la Constituante s'occupa surtout de l'éligibilité à l'Assemblée Nationale.

En 1789, on détermina le taux de la contribution directe pour devenir électeur d'après la journée de travail.

En août 1791, Thouret exposa les vues du Comité. La qualité d'électeur est fondée, dit-il, sur une commission publique, dont la puissance publique a le droit de régler la délégation. Il s'agit donc, de remplir une fonction, et il faut chercher des garanties de ces fonctionnaires. Le Comité croyait que ces garanties se trouvaient chez les citoyens qui ne sont pas dans le besoin. Enfin, le Comité proposa que la condition pour devenir électeur fut une contribution directe de quarante journées de travail (2).

Cette proposition souleva des murmures dans l'Assemblée. Thouret vit par là dans quelle voie il fallait continuer les débats. Il n'insista pas sur la nécessité

(1) Le 16 novembre 1789, Archives Parlementaires, tome X, page 67.

(2) Nous ne mentionnons pas les autres conditions exigées puisqu'elles n'ont aucun rapport avec notre sujet.

d'une contribution aussi élevée. Il observa tout simplement que l'adoption de la journée de travail, comme base de la contribution exigée était plus conforme à une évaluation stable. On avait, en effet, proposé que le marc d'argent fut pris comme base ; sa valeur réelle est plus variable que le prix de la journée de travail. Enfin, le prix de la journée de travail fut élevé et un juste milieu fut adopté entre les différentes propositions. On voit, par conséquent, que le Comité avait détourné les débats vers un facteur économique, qui n'était qu'un procédé de commodité, et qu'il avait passé sous silence les raisons sociales qui étaient à la base de ce projet.

Pétion de Villeneuve critique ce projet ; il montra que le nombre de ceux qui pouvaient être choisis comme électeurs avait été rétréci, ce qui devait avoir des répercussions sur la composition de l'Assemblée Nationale. Les électeurs, dit-il, désigneront sûrement les représentants parmi les membres de leur Assemblée, ou bien s'ils les choisissent en dehors de l'Assemblée, ce sera toujours à un homme très riche qu'ils confieront le mandat. Pétion donne la preuve de son assertion dans le fait que jamais les nobles n'auraient choisi leurs représentants dans les communes.

L'exposé de Pétion est logique. Il est incontestable qu'une pareille réforme aurait pour résultat de confier le pouvoir législatif à la grande bourgeoisie. A l'époque de la Révolution, la majorité des citoyens ne payait pas des contributions aussi élevées. Il est intéressant de remarquer que l'on craignait déjà l'influence d'une certaine classe de gens riches. Cette classe pourrait devenir aussi puissante, peut-être

même davantage, que l'aristocratie sous l'Ancien Régime, elle pourrait faire des lois conformes à ses propres intérêts.

Peut-être un partisan de la doctrine matérialiste trouverait-il dans cette réforme un exemple sur lequel il pourrait appuyer les théories marxistes. Mais nous ne tenons pas à nous engager dans des conjectures hasardeuses et nous préférons revenir aux discussions parlementaires.

Après Pétion, Robespierre attaque le projet Thouret (1). On a supprimé la distinction humiliante entre la noblesse et les autres classes, disait-il, pourquoi substituez-vous une distinction qui est beaucoup plus réelle, qui a beaucoup plus d'influence sur le sort et sur les droits des citoyens? Après quelques remarques judicieuses, Robespierre prend la défense des petits artisans et démontre l'utilité de l'admission de cette classe dans les assemblées électorales. Il considère que l'instinct de la conservation et l'esprit économe de ces petits artisans auraient une répercussion très utile sur la marche générale des intérêts de la chose publique, tandis que les gens

(1) Robespierre a fait un exposé très intéressant. Il a basé ses critiques sur des principes proclamés par la Déclaration des Droits. Le principe de la liberté est atteint, disait-il, lorsque le peuple ne peut même pas choisir librement les intermédiaires qu'il est obligé de commettre pour le choix de ses représentants. L'égalité est également entachée par suite de la concentration des dignités dans la classe la plus riche de la Nation. Nous reproduirons ici une observation psychologique et très juste qu'il a formulée à cet effet : « L'indépendance, la véritable indépendance est très relative, non pas à la fortune, mais au besoin, mais aux passions d'un homme. » Un artisan est, d'après Robespierre, plus indépendant qu'un homme riche, puisqu'il a moins de besoins et moins de passions.

aisés, habitués au bien-être, ne prendraient pas un soin aussi vigilant. Il est évident que Robespierre commettait aussi une erreur, puisqu'il est impossible de délimiter les classes sociales d'après l'intérêt qu'elles prennent à la bonne gestion des affaires publiques. Retenons surtout que la classe qui était, si l'on peut dire, le prolétariat de l'époque, a trouvé un fervent défenseur. Robespierre avait demandé l'abolition de toute condition de cens pour être éligible à n'importe laquelle des assemblées.

Cette plaidoirie de Robespierre est restée sans écho. Au contraire, les tendances de toutes les autres discussions étaient dirigées vers la réalisation du projet du Comité. La substitution du marc d'argent à la journée de travail avait semblé la seule réforme nécessaire.

L'appui apporté au projet du Comité se traduisit, dans tous les discours, par un désir d'assurer l'indépendance des membres des Assemblées électorales. La richesse était le seul garant de cette indépendance. Un exposé doctrinaire de cette question fut fait par Barnave dans la séance du 11 août 1791. Quoique ce discours soit reproduit dans beaucoup d'ouvrages (1) nous devons néanmoins lui accorder une place dans notre travail.

Trois avantages doivent se trouver dans l'Assemblée électorale, d'après Barnave. En premier lieu : les lumières ; ensuite l'intérêt de la chose publique ; et en dernier lieu, l'indépendance. Quelle est la condition exigée qui réunit ces trois avantages : c'est la

(1) Voir ESMEIN, JAURÈS, *op. cit.*

fortune. (1). Ceci posé, dans quelle classe sociale Barnave choisit-il les électeurs? Il ne compte pas sur la classe supérieure, une ambition ou un intérêt personnel pourrait détourner leurs vues de l'intérêt public. Il ne s'adresse non plus à la classe qui, par manque absolu de toute ressource, est obligée de travailler tout le temps pour son propre besoin. « C'est donc dans la classe moyenne qu'il faut chercher des électeurs, disait Barnave; je demande à tous ceux qui m'entendent si c'est une contribution de dix journées de travail qui constitue cette classe moyenne, et qui peut assurer à la Société un degré certain de sécurité? »

Il est inutile d'insister sur la bizarrerie de cette théorie. On ne peut facilement concevoir qu'un article constitutionnel établisse la division de la société par classes, surtout lorsque la base de ces divisions est la richesse. Jaurès (2) a donné une critique très acerbe de cette théorie de Barnave; il dit que ce discours est un véritable outrage pour les ouvriers et pour la bourgeoisie pauvre. En effet, une grande partie de citoyens devait être exclue de la vie politique, sous prétexte qu'elle n'offrait pas de garanties suffisantes.

Après plusieurs discussions, le projet du Comité fut adopté quant au fond. Une contribution élevée devait être demandée pour être électeur. Il s'agissait de fixer encore le nombre des journées de travail. Pour cette

(1) Dans le premier cas, Barnave dit que celui qui paie plus de contributions a eu les moyens d'acquérir une éducation plus soignée. Ensuite, plus l'intérêt particulier est grand plus on est attaché à la chose publique. Enfin, les individus au-dessus du besoin ne sont pas facilement corruptibles.

(2) Voir JAURÈS, *op. cit.*, tome II, pp. 404 à 412.

fixation, on allait se baser uniquement sur des considérations économiques. Frétau Saint-Just observa qu'une fixation uniforme est impossible. D'abord si on établissait un taux uniforme de trente ou de quarante journées de travail, les campagnes seraient réellement déçues. Dans certaines régions, il n'y aurait que cinq ou six personnes qui auraient les qualités nécessaires pour être électeur. La représentation serait héréditaire. D'autre part, dans les pays de vignobles, en Champagne par exemple, il y a des fermiers qui ne paient pas de contribution foncière ; par contre ils paient sur le produit de leur industrie une contribution mobilière assez élevée. Ces personnes auront sûrement besoin d'une représentation. Ces réformes produisirent de l'effet sur l'Assemblée ; elle ajourna cet article à la fin du travail de la révision. Nous voyons donc que cette division, inique, par classes allait être un peu atténuée par des mesures plus équitables.

Finalement, le 27 août 1791, l'Assemblée adopta les articles relatifs à la condition de cens pour être nommé électeur (1). Une distinction fut faite dans la fixation du taux de la journée du travail, entre les villes au-dessus, au-dessous de 6.000 âmes et les campagnes (2).

En l'an III, le système de la Constitution de 1791 fut presque intégralement adopté en matière d'électorat. Daunou avait de nouveau insisté sur la condition d'être propriétaire ou locataire d'un bien fon-

(1) Voir Archives Parlementaires, tome XXIX, pp. 747 à 753.

(2) Voir le texte de la Constitution du 3 septembre 1791, titre III, chapitre I, section II, article 7.

cier. Il fallait « répondre à l'Etat de la bonté de ses choix ».

Nous n'avons, peut-être pas le droit de dire que le facteur économique a été déterminant dans ces discussions, d'autant plus, qu'il était présenté sous des formes très diverses. Néanmoins, nous pouvons affirmer que parmi les autres facteurs qui ont guidé le législateur le facteur économique occupe une place respectable.

*
* *

Nous examinerons assez rapidement les conditions exigées pour être éligible à l'Assemblée Nationale, pour deux raisons. D'abord, la condition de cens élevé disparaît presque entièrement. D'autre part, les différentes raisons invoquées dans les passages précédents ont été le fondement de la discussion relative à l'éligibilité. Nous ne nous arrêterons que sur des considérations originales. Notre étude n'ayant pas pour but de donner une explication complète des Constitutions, il n'y a pas lieu de se préoccuper de dire si les conditions d'éligibilité ont varié. L'essentiel pour nous est de savoir sous quelle forme le facteur économique intervient.

Dès le début des travaux constitutionnels, Mounier insista pour que les hommes sans fortune ne soient pas admis comme représentants de la Nation. D'autres députés demandèrent que les représentants aient une propriété foncière. Ensuite, les discussions sur la condition de la nécessité de la contribution d'un marc d'argent commencèrent. Bornons-nous à dire que les

considérations économiques sont les mêmes que dans les deux cas précédents (1).

Il est intéressant de faire encore un rapprochement entre les idées de Condorcet et celles de Boissy d'Anglas (2) en matière d'éligibilité. Condorcet disait qu'on ne pouvait pas concevoir que les hommes riches soient plus inaccessibles au vice et à la corruption que les pauvres. Toute distinction pour l'éligibilité, basée sur la richesse, conduit à une véritable oligarchie. Boissy d'Anglas se place à un tout autre point de vue. Il croit que les hommes sans propriété établiraient des taxes funestes à l'agriculture et à l'industrie parce qu'ils ne seraient pas atteints par les résultats déplorables de ces réformes.

Le raisonnement de Boissy d'Anglas est à rejeter. Nous n'allons pas nous engager dans des discussions politiques, il est de l'évidence même que la distinction d'après les richesses crée une iniquité.

* * *

Des considérations économiques apparaissent encore dans un autre élément de la représentation nationale. Il en fut ainsi lorsqu'il s'agit de choisir la base de la représentation. Nous avons vu, au début

(1) Le 3 décembre 1789, on avait proposé un article qui stipulait que : tous ceux qui auront payé pendant deux ans consécutifs un tribut civique égal à la valeur de la contribution directe exigée et qui auront pris l'engagement de le continuer, pourront être citoyen actif électeur ou éligible.

Ce projet fut rejeté. Il a soulevé beaucoup de mécontentement dans l'Assemblée. Les uns disaient que l'intérêt des propriétaires serait lésé, d'autres, comme Mirabeau, voyaient qu'en donnant à la richesse la plus grande influence, on facilitait la corruption.

(2) Voir le Discours préliminaire de Condorcet du 15 février 1793, et le discours de Boissy du 5 Messidor An III.

de ce chapitre, que la vie politique devait être assise sur un élément économique. Maintenant, nous allons développer cette pensée, en nous appuyant surtout sur les travaux constitutionnels de 1791.

Le 29 septembre 1789 (1) Thouret, au nom du Comité, fit un rapport sur les bases de la représentation proportionnelle. Ces bases devaient être composées en raison de la population, du territoire et des contributions.

La base territoriale devait être déterminée une fois que les travaux sur la division du Royaume seraient achevés ; on ne voulait accepter aucune des divisions territoriales anciennes.

Laissons de côté la base de la population pour nous arrêter à celle de la contribution, qui offre un grand intérêt à notre étude. Il est curieux de voir qu'une théorie qui a été appliquée aux personnes se trouve aussi transportée sur les biens. Les Constituants ont voulu prouver par l'établissement du suffrage censitaire et indirect qu'un individu, payant une forte imposition, a plus d'intérêt à la chose publique qu'un autre qui ne paye pas de contribution aussi élevée.

Lorsque nous examinons la base de contribution pour la représentation nationale, nous sommes en présence du même principe. En effet, d'après les Constituants, il est juste qu'un pays qui contribue le plus aux besoins publics ait une part correspondante dans le régime représentatif de l'établissement public. Donc, à côté des hommes privilégiés, il y a aussi des pays privilégiés. Il fallait en même temps contrebalancer la base territoriale. Sans doute le territoire

(1) Voir Archives Parlementaires, tome IX, p. 202.

était également réparti, quant à la superficie ; mais il n'en était pas de même au point de vue de la fertilité du sol. On voulut donc rétablir l'équilibre des valeurs. Il est évident que l'application d'un pareil système devait occasionner de très grands embarras à l'administration, lors de chaque législature.

L'énumération de tous les désavantages et de toutes les injustices qui se produiraient par l'application d'un pareil système serait interminable. L'inopportunité d'un tel procédé a été aperçue par quelques Constituants. Ainsi Pétion de Villeneuve (1) dans la séance du 17 novembre 1789, observa judicieusement que la représentation de la fortune, tout en blessant les principes, ne peut être complète, on n'a pas qu'une seule sorte de contribution, les contributions directes ; on n'envisageait pas les taxes indirectes. Dans cette même séance Bengy de Puyvallé, après avoir retracé les différents contrebalancements, dont on a parlé, démontre qu'ils ne sont pas directs ; logiquement, les inégalités de la base territoriale ne peuvent être compensés par une représentation accordée aux contributions. Puyvallé présenta un projet d'arrêté dans lequel la population était la seule base de la représentation nationale. Mais le projet du Comité fut adopté sans aucun changement (2).

Quelle était encore l'utilité de la base de la contribution ? Contentons-nous de reproduire une opinion du Comte de Castellane ; il dit qu'elle est politiquement utile à l'Etat puisque ceux qui contribuent plus que les autres ont plus d'affaires à traiter. Quand on

(1) Voir Archives Parlementaires, tome X, pp. 77 à 83.

(2) Voir le texte de la Constitution de 1791, Titre III, chap. 1, section première.

est en présence d'une affirmation aussi étrange, il vaut mieux ne pas discuter. On constatera seulement que la détermination de la base de la représentation de 1791 a subi incontestablement des influences économiques, alors qu'elle aurait dû s'attacher au seul facteur politique.

En 1793, et en l'an III, le système de la Constituante fut repoussé. Dans la séance du 10 juin 1793, Hérault-Sechelles (1) fut bref sur la question de représentation. « La représentation ne peut être fondée que sur la population, disait-il. Cette question ne peut être douteuse que pour les riches. » Heureusement le système de 1791 ne fut plus jamais repris.

On voit que l'ensemble des questions que nous avons examinées, quoique n'étant pas le résultat direct de l'influence économique, n'en a pas moins subi une répercussion partielle de la doctrine et de l'économie du moment.

(1) Voir Archives Parlementaires, LXVI, pp. 256-264.

CHAPITRE III

La division du corps législatif au point de vue économique

De tous les temps, la division du corps législatif en deux assemblées a été un problème essentiellement politique. Cette division est considérée par certains auteurs comme un axiome du droit constitutionnel moderne (1). Réellement, ses avantages au point de vue politique sont indiscutables. Nous n'avons pas à nous préoccuper de ces questions. Pour notre étude, il est nécessaire de savoir par quels éléments de la Nation les deux Chambres ont été composées.

Dans certains pays, cette division s'est effectuée en vertu d'une tradition, il en était ainsi en Angleterre. L'aristocratie devait avoir une représentation à part. La distinction entre aristocrates et plébéiens a également servi de base dans d'autres pays pour l'établissement de deux Chambres représentatives. Montesquieu, dans l'*Esprit des Lois*, avait aussi admis cette division. Il s'était inspiré des principes anglais. La délibération séparée est nécessaire, d'après Montesquieu, pour assurer l'harmonie des différents intérêts de la Nation, parce que l'aristocratie et le peuple ont des intérêts séparés (2).

D'ores et déjà, nous pouvons affirmer que dans un pareil système l'intérêt général et l'intérêt person-

(1) ESMEIN, *op. cit.*, p. 98.

(2) Voir *Esprit des Lois*, I, XI, chap. VI.

nel sont en désaccord. La volonté de la Nation ne s'exprime pas par un vœu général, et les lois, élaborées par ces deux Chambres, représentatives de deux éléments différents, n'aboutiraient qu'en vertu d'une concession réciproque. Si toutefois une Chambre était plus puissante, l'équilibre est rompu (1). C'est presque par « la lutte des classes » que se traduit ce système. Nous recourrons en effet à la doctrine marxiste pour analyser ces faits. Ajoutons, que nous ne nous servons de cette méthode que pour arriver à déterminer de quelle manière les intérêts des masses de la société seront sauvegardés par ses représentants. On aurait pu suivre une méthode analogue dans le chapitre précédent, on en a fait, par ailleurs, une application partielle. Mais, la distinction par classes sociales paraît beaucoup plus évidente lorsque le corps législatif est divisé en deux branches et composé par des éléments différents. La division en deux Chambres sur une base aristocratique doit léser forcément les intérêts économiques d'une partie de la Nation; d'autre part, les conditions de cens spécialement établies pour l'élection et l'éligibilité à la Chambre haute, ou le Sénat, (2) ont une tendance de réserver à l'aristocratie capitaliste tous les sièges de cette Assemblée.

On aurait faussé la vérité si on disait que les Constitutions révolutionnaires, qui n'ont pas adopté la Chambre unique, ont observé cette distinction par

(1) Nous savons déjà que les théoriciens pourraient nous objecter qu'en Angleterre le Roi exerçait aussi le pouvoir législatif et qu'il remédiait à cet état de choses. Mais pour le moment, nous faisons une hypothèse.

(2) La seconde Chambre est appelée quelquefois Conseil des Anciens, Sénat Conservateur, Chambre des Pairs, etc...

classes. Précisément, la crainte d'une pareille distinction a provoqué l'ajournement du projet de deux Chambres jusqu'en 1795. Notre étude consistera à savoir comment le facteur économique est intervenu dans ces débats ; d'abord pour le maintien d'une Chambre unique, ensuite dans la composition des deux Chambres à partir de l'an III.

* * *

L'utilité des deux Chambres a été invoquée pour la première fois dans le rapport de Chapon de Cicé le 27 juillet 1789. Il faut assurer la maturité des délibérations, disait-il. On ne voit pas encore comment seraient composées ces deux Chambres. Quelques jours après (1) Thouret, dans son projet, se rallie par principe au système de l'unité de Chambre. Les inconvénients des deux Chambres apparaissent dans l'inertie de la machine législative et dans l'absence de la volonté unique. Mais Thouret entrevit un autre danger, c'était l'influence de la noblesse. Mounier, dans ses *Considérations* (2) sur les gouvernements se montra partisan des deux Chambres. Il fait un éloge de la Constitution anglaise et il s'attache au système en vigueur aux Etats-Unis, où la plupart des Etats avaient deux assemblées représentatives. Notons bien que, pour Mounier, la Chambre des lords n'est pas une classe distincte de citoyens ; elle a tout simplement le devoir de conserver l'autorité de la Couronne. La conception du système anglais par

(1) Voir Séance du 1^{er} août 1789, Archives Parlementaires, tome VIII, p. 325.

(2) Voir Séance du 12 août 1789, Archives Parlementaires, tome VIII, pp. 407 à 422.

Mounier était fausse. Mais il n'a pas longtemps insisté sur ce fait, puisqu'il a voulu introduire un système différent en France. Il se déclare adversaire d'un Sénat ou les Sénateurs seraient élus à vie ; il croit avec raison, qu'ils pourraient trop se préoccuper de leurs propres intérêts et de celui de leurs familles. Après le 4 août, les charges héréditaires seraient vues d'un mauvais œil ; Mounier s'en aperçoit et il adopte un autre procédé, il faut profiter de la distinction de fortune, disait-il. Pour cette distinction, il invoque les mêmes raisons dont on a usé quand on a voulu établir un cens élevé pour devenir électeur (1). Nous avons bien le droit de conclure que le projet Mounier aboutissait quand même à la création d'une nouvelle classe de privilégiés, qui pouvait, par son action dans la Chambre haute, entraver l'exécution des réformes exigées par les représentants de la majorité de la Nation. Le projet Sieyès (2) contient aussi quelques particularités originales en matière de division des Chambres. D'après ce projet, la première Chambre pouvait être composée de représentants de toutes les classes ; mais la seconde ne devait renfermer que les laïques et ecclésiastiques ; élus en qualité de propriétaires de fiefs, ayant dix mille livres de rente, au moins, en fonds de terre (3). La tendance évidente était de concilier les intérêts anciens avec les intérêts nouveaux ; des concessions réciproques devaient être faites.

(1) Un riche propriétaire a plus d'intérêt au maintien de la tranquillité publique, etc... Voir *infra*, Chap. II, Deuxième partie.

(2) Voir le projet Sieyès, Archives Parlementaires, tome VIII, p. 424.

(3) Cette Chambre devait s'appeler Chambre du Conseil.

Le petit nombre de projets réclamant les deux Chambres et la diversité dans les systèmes proposés, quant à la formation de la seconde Chambre, laissent supposer déjà, que le projet de division du Corps législatif était voué à un échec certain. Jusqu'à la fin du mois d'août 1789, aucun débat ne s'était engagé sur ce sujet. Le 31 de ce même mois Lally Tollendal, au nom du Comité de Constitution, présente un projet, d'après lequel les élections à la seconde Chambre se feraient soit par les provinces, soit par l'Assemblée Législative.

D'autre part, ce projet avait pour but de diviser le pouvoir Législatif entre une Chambre, un Sénat et le Roi, Par conséquent, c'était l'application des principes qui étaient en vigueur en Angleterre. L'utilité des deux Chambres a été présentée avec beaucoup de bon sens par Lally. Il est insuffisant d'envisager les hommes uniquement sous le rapport de leurs facultés et de leurs droits naturels, disait-il ; il faut tenir compte d'un facteur psychologique important qui agit sous forme de passions et d'affections humaines. Lally conclut que les hommes ont un penchant inné vers la domination ; en outre, tout pouvoir est voisin de l'abus du pouvoir ; il faut donc tous les limiter. Les inconvénients causés par le pouvoir exorbitant d'une seule Chambre sont écartés par une pareille division. Un équilibre parfait est établi entre toutes les branches du Pouvoir Législatif. En outre, le danger d'une Chambre haute composée uniquement par une classe sociale ayant des intérêts propres ; c'est-à-dire des intérêts qui ne sont pas communs avec ceux de la majorité de la Nation, semblait être détourné.

Mounier, dans la même séance, insista sur le fait que tous les ordres soient confondus et qu'ils n'aient plus, à l'avenir, d'intérêts divers à défendre.

Les jours suivants plusieurs amendements furent proposés au projet du Comité. Dupont de Nemours voulut que parmi les trois députés que le peuple devait élire on en désignât un qui rentrerait au Sénat. Malouet voulut que les deux Chambres soient électives. Thouret intervint aussi dans la discussion, il exposa les vues contenues dans son projet. Lanjuinais a donné des conclusions intéressantes. Il approuverait le système des deux Chambres, à condition qu'elles soient élues et composées sans distinction. « Mais, disait Lanjuinais, si on admettait une Chambre haute, le petit nombre commanderait au plus grand ; les intérêts particuliers seraient mis à la place des intérêts généraux. L'Assemblée Nationale sera paralysée et sur les ruines de cette noblesse qui maintenant n'est que ce qu'elle peut et doit être, vous élèveriez le plus monstrueux monument d'aristocratie qui puisse exister, aristocratie aussi funeste au Roi qu'au peuple. »

L'influence de l'aristocratie est nettement formulée. La majorité de la Constituante s'est attachée à cette supposition. La question des Chambres n'aboutit à aucun résultat le 9 septembre. Le 10, après deux votes successifs de l'Assemblée, le système des deux Chambres est complètement repoussé. On n'en reparla plus jusqu'à la fin des travaux constitutionnels de la Constituante.

Nous verrons maintenant quels enseignements nous pouvons tirer des conclusions apportées par les

Constituants, relativement à la question des deux Chambres.

En examinant les projets admettant la division, nous voyons que la base politique est prédominante et unique. Nous ne trouvons pas stipulé dans un seul plan que les aristocrates auraient une place à part dans la vie politique. Personne ne voulait qu'une seconde Chambre fut composée par le seul élément de l'ancienne noblesse. Une pareille proposition eût été impolitique après les événements du mois de juin, quand on a supprimé entièrement le vote par ordres. Les députés qui voulaient que le Roi soit chargé de la nomination des membres de la seconde Chambre, ne croyaient pas non plus que le Roi choisirait ses membres uniquement parmi les nobles. Cependant, nous constatons que la raison qui fit échouer ce projet de deux Chambres a été surtout d'ordre social appuyé sur des considérations d'ordre économique.

Ce facteur économique que nous avons extrait se trouve précisément dans certaines observations formulées contre l'influence de l'aristocratie sur la seconde Chambre. Il est de toute évidence qu'une Chambre composée par les nobles entraverait toutes les réformes économiques dans lesquelles on s'était engagé. Nous ne croyons pas qu'elle serait arrivée à abolir la réforme obtenue dans la nuit du 4 août. Mais, elle tâcherait d'adoucir et de tempérer ses effets, et au lieu d'une complète disparition de la féodalité, qui s'était produite en 1793, on aurait peut-être vu apparaître une mesure analogue à celle qui a été prise sous la Restauration : « le milliard des émigrés ». Il

est certainement hasardeux de faire des hypothèses aussi abstraites; il nous semble pourtant que ces hypothèses s'imposent, puisque l'aristocratie aurait pu s'assurer dans la seconde Chambre une majorité et le corollaire d'un pareil état de choses est nettement exposé dans le discours de Lanjuinais.

Il n'est pas douteux, que l'adoption et l'application immédiate des deux Chambres législatives auraient donné de bons résultats au point de vue politique, On observera particulièrement que certains plans — celui de Sieyès par exemple — prévoyaient la nécessité de laisser une petite part active aux aristocrates, non pas en vertu de leur titre nobiliaire, mais en tant que propriétaire de fiefs. A côté de la marche quelque peu rétrograde des nobles, on constate une avance en sens contraire d'une nouvelle classe : la bourgeoisie. Nous arrivons enfin à cette conclusion que le but en 1789 en adoptant une seule Chambre était de considérer toutes les classes sociales sur un même niveau et de ne pas admettre au sein du pouvoir législatif la lutte entre ces diverses classes.

La division en deux Chambres n'était même pas envisagée en 1793. Condorcet en parle un peu dans son discours du 15 février (1). Il déclare que les représentants du peuple se réuniront en une seule Assemblée. Les deux Chambres peuvent présenter aussi des inconvénients au point de vue politique, nous dit Concordet. D'autre part, il ne peut concevoir que certaines Constitutions soient fondées sur le préjugé que les hommes peuvent se réunir dans une même société pour y exercer des droits inégaux, et

(1) Discours précité.

que des classes particulières peuvent prétendre à conserver une volonté indépendante de la volonté générale. Concordet croit, avec raison, que cette distinction doit son origine à des peuples qui n'avaient pour lois que d'anciennes coutumes. Dans une Chambre haute, il ne voyait pas un pouvoir qui « put agir », mais un pouvoir qui « empêchait de changer ». L'analyse de Concordet a été poussée un peu trop loin. Il a méconnu la véritable utilité des deux Chambres. Nous nous contenterons de retenir les observations de Concordet qu'on peut appliquer à notre assertion, c'est que le système des deux Chambres apparaissait bien à cette époque comme un privilège accordé à une classe sociale.

* * *

En l'an III, un revirement s'était opéré dans les esprits relativement à la formation du Corps Législatif. En nous référant au discours de Boissy d'Anglas du 6 Messidor, nous verrons que la Chambre unique pouvait présenter de graves inconvénients. La liberté peut être exposée à la perte, disait Boissy, dans le cas où quelques hommes ambitieux arriveraient à la dominer. M. Aulard nous présente très bien ce revirement en disant que c'est surtout l'expérience française, l'exemple même de la Convention qui décida la majorité à renoncer au régime d'une Chambre unique (1).

(1) Voir AULARD, *op. cit.*, page 559.

Echasseriaux aîné, dans la séance du 29 Messidor avait ainsi exprimé sa méfiance envers une Chambre unique : « C'est dans l'expérience de nos fautes et de nos infortunes passées, dans nos rapports politiques avec les autres peuples, dans notre population, dans notre caractère national, dans la position que nous

Des considérations politiques ont guidé Boissy à en juger même d'après ses conclusions. Il voudrait que la seconde Chambre n'ait rien de semblable avec une Chambre des pairs héréditaires, qui est une production de l'orgueil féodal. Il devient intéressant de savoir maintenant si en dehors de toute influence aristocratique, des faveurs spéciales devaient être accordées à la bourgeoisie dans ce système. On a l'habitude d'appeler la période à partir de l'an III, la République Bourgeoise. Est-ce que le système des deux Chambres y est pour quelque chose ? Nous le verrons dans la suite. Le chapitre précédent nous a déjà donné des preuves certaines que la bourgeoisie a trouvé un privilège assez important dans le suffrage censitaire.

Un cens plus élevé n'est pas demandé pour l'élection au Conseil des Anciens. La procédure électorale est la même pour les deux assemblées. Lakanal avait insisté sur ce fait que les deux Assemblées soient composées d'éléments entièrement semblables (1). Echasseriaux aîné aperçoit également le danger dans un Corps Législatif composé de deux éléments d'une nature différente. Mais il continue après dans un sens opposé et jusque-là inconnu, la plupart des démocraties sont pour lui, soit une lutte des pauvres avec les riches, soit de la plèbe avec l'aristocratie, il faut qu'une nouvelle magistrature vienne apaiser les

devons prendre un jour, que nous devons tourner notre Constitution, et surtout les principes qui doivent former le Corps Législatif. »

(1) Voir *Moniteur* (réimpression), tome XXV, pp. 268-270.

Lakanal voulait aussi que le nombre des membres dans les deux assemblées soit égal.

haines et les ambitions des uns et des autres. Echasseriaux cite des exemples de l'histoire grecque et de l'histoire romaine pour prouver que pendant les révolutions on créait toujours un pouvoir pour tempérer l'autre.

Les conditions d'éligibilité étaient les mêmes pour les deux assemblées sauf celle de l'âge, dont nous n'avons pas à nous occuper (1). Nous sommes donc autorisés à supposer que l'introduction du système des deux Chambres n'avait pas pour but de former une ploutocratie. Néanmoins, ce projet suscita quelques méfiances bien modestes, en effet, un seul député les exposa, ce fut Deleyre. Il craignait que la seconde Chambre ne servît de moyen de transition vers l'Ancien Régime. « Les prêtres, les nobles, les rois n'y sont plus, disait-il, à moins que vous ne les fassiez entrer par les portes des deux Chambres. » Non seulement cette critique n'a produit aucun effet, mais elle était aussi déplacée. Les hommes qui élaborèrent la Constitution de l'An III se montrèrent réellement démocrates dans les discussions sur les deux Chambres. Ainsi, Cambacérès proposa que les corps électoraux choisissent les représentants sans désignation des membres des deux Conseils. Ce projet a échoué. Il importe quand même de donner encore une preuve à l'appui de notre affirmation que dans les débats relatifs à la division en deux Chambres, en 1795, personne n'a réclamé que la seconde Chambre soit composée par une classe sociale déterminée. Nous

(1) Primitivement on a exigé que les membres du Conseil des Anciens aient une propriété foncière quelconque, depuis une année au moins, mais cette condition ne rentra pas dans le texte définitif.

avons le droit de dire que dans ces travaux, le facteur économique n'y trouva aucun écho.

* * *

Nous avons déjà vu (1) que dans les travaux de la constitution de l'an VIII, il n'y a pas d'éléments intéressants pour notre sujet. Réellement, le facteur économique ne joua aucun rôle. La division des pouvoirs est réglée avec une parfaite netteté. Mais il n'est pas permis de supposer que telle ou telle Assemblée devait être réservée à une classe sociale économiquement puissante. Lorsque nous examinons la formation primitive du Sénat Conservateur, nous constatons que la voie nouvelle tracée par la Constitution de l'an VIII conduit vers le despotisme. Une classe sociale nouvelle est en formation. Ce n'est ni l'ancienne noblesse qui réapparaît, ni la nouvelle aristocratie terrienne qui se fortifie, mais c'est une nouvelle classe composée par l'ensemble des individus ayant pris part au 18 brumaire et disposée à suivre la politique de Bonaparte.

Nous devons nous écarter un peu de la Constitution pour trouver des dispositions intéressantes dans les projets qui ont plus ou moins exercé une influence sur elle.

Mignet, dans son « Histoire de la Révolution Française », nous dit que depuis l'an VIII jusqu'en 1814 c'est le plan Sieyès qui a servi de base pour les travaux constitutionnels. Nous avons vu la part qu'il faut attribuer au projet Sieyès en l'an VIII; quoique un peu déformé par Bonaparte, ce projet a laissé

(1) Voir Chap. III, Première Partie.

néanmoins une empreinte assez forte sur cette Constitution.

Sieyès s'est attaché surtout à ce point de la Constitution : « Divisez pour empêcher le despotisme ; centralisez pour empêcher l'anarchie. » C'est dans la séance du 2 thermidor, an III qu'il présenta son plan pour la première fois. L'établissement d'une jurie constitutionnaire est exposé. Nous ne pouvons pas nous arrêter plus longtemps puisque nous ne trouvons que des dispositions essentiellement politiques.

Or, le point de vue économique n'est pas complètement négligé dans le projet Sieyès. En demandant une législature unique, chargée de voter, Sieyès propose que sa composition soit faite d'une manière spéciale. Cette combinaison consistait à donner à la législature un nombre à peu près égal d'hommes voués aux trois grandes industries qui composent le mouvement et la vie d'une Société qui prospère (1). Ces trois grandes industries sont : l'industrie rurale, l'industrie citadine et celle, dont le lieu est partout et qui a pour objet la culture de l'homme. Sieyès pense qu'un jour on s'apercevra de l'importance et de l'utilité d'une pareille réforme. Indubitablement, il ne s'était pas trompé ; on dirait même qu'il a prévu l'essor économique universel du XIX^e siècle et le rôle que jouera dans la vie politique la représentation par profession. Il est évident qu'il n'a pu entrevoir l'antagonisme qui se produira entre le capital et le travail. La base dont il s'est servi est la rivalité observée à cette époque entre les villes et les campagnes — tout en laissant aux intellectuels une place à part.

(1) Nous nous servons des termes de Sieyès.

Un tel système de représentation ne doit sûrement pas être approuvé. Mais le seul fait qu'un homme l'ait conçu au XVIII^e siècle mérite notre attention; d'autant plus que dans ces dernières années on a vu quelques propositions tendant à accorder à certains groupements économiques de la Société une représentation à part, soit en Chambre séparée, soit en réclamant pour eux un nombre de sièges déterminés dans la Chambre Législative.

Malgré la composition artificielle de ce chapitre, nous croyons que notre analyse n'a pas été inutile. Dans cette question, le facteur économique n'a joué qu'un rôle négatif. Il n'est intervenu qu'au moment où l'on a voulu rejeter le système des deux Chambres. Cependant, la bonne volonté ne manquait pas de notre part pour dégager le facteur économique, on s'était servi même de la doctrine matérialiste.

Les quelques lueurs économiques que nous avons recueillies dans ce chapitre n'auraient peut-être pas mérité une place à part dans cette étude. Mais, étant donné qu'une assise économique a servi de base aux divers recrutements des deux Chambres soit dans quelques Constitutions françaises postérieures à la Révolution, soit dans les Constitutions étrangères, il est indispensable lorsqu'on a fait une recherche comme la nôtre, de voir comment le facteur économique a exercé son influence sur ces questions pendant la Révolution. Un résultat presque nul ne doit pas nous décourager. Nous pouvons seulement rendre hommage aux révolutionnaires pour avoir conçu la division du Corps Législatif sur une base beaucoup plus conforme aux principes démocratiques que celle qui fait appel à un facteur économique.

CHAPITRE IV

“ Les finances publiques „

Pendant toute la période révolutionnaire les législateurs et les gouvernants s'étaient préoccupés continuellement de donner un fondement solide aux finances publiques. Des réformes financières très importantes ont été faites à cette époque. On commettrait une très grave erreur si on croyait que ces réformes ont été opérées par voie constitutionnelle. Nous aurons l'occasion de voir pour quelles raisons on n'a pas voulu laisser une plus large place aux questions financières dans les textes constitutionnels.

Les dispositions financières contenues dans les Constitutions ne présentent pas un caractère uniforme et nous n'aurons pas à les traiter toutes. Dans les chapitres intitulés « Les finances publiques » des diverses Constitutions révolutionnaires, nous retrouvons un ensemble de règles du droit public, n'ayant aucun trait commun avec un principe ou un système économique. Les théories directement rattachées au droit public forment, pour ainsi dire, une catégorie à part. Dans les discussions relatives aux contributions publiques, nous apercevons déjà quelques éléments qui peuvent présenter une certaine utilité pour notre étude. Les considérations économiques exercent une influence presque aussi importante que celles du droit public.

Il serait difficile de déterminer exactement le rôle du facteur économique dans les questions financières, puisqu'il se présente sous des apparences très différentes. Il faut, en outre, observer constamment les autres chapitres des Constitutions, dans lesquels les questions financières ont été partiellement ou accidentellement abordées, pour qu'on puisse formuler un jugement définitif sur la manière dont le facteur économique a exercé son influence dans cet ordre d'idées.

En premier lieu, nous devons revenir à l'examen des Déclarations des droits. Nous avons vu (1) que le principe du consentement à l'impôt a été formulé dans toutes ces Déclarations. En 1793, quelques Conventionnels voulaient que la Déclaration des droits contienne plusieurs articles relatifs aux finances. Il y a eu des discussions assez intéressantes, que nous examinerons dans ce chapitre. Il faudrait, en second lieu établir une corrélation entre les questions de cens et les questions financières. Des critiques financières très curieuses ont été faites lors de l'établissement du suffrage censitaire. Nous ne les reprendrons pas. Nous devons chercher seulement si pendant les travaux des parties financières des Constitutions les articles précédents ont été observés. Jusqu'en l'an III, nous ne voyons rien de semblable, les chapitres intitulés « Les Contributions Publiques » forment un corps séparé, indépendamment de toutes les autres parties, et ne s'occupent que des questions essentiellement financières.

Il nous reste encore à faire une observation d'ordre

(1) Voir Chap. I, Deuxième Partie.

général. Nous avons été réellement un peu surpris en constatant que les débats parlementaires sur les questions financières ont toujours été de très courte durée, excepté en 1793. Il s'agissait de consacrer tout simplement par voie constitutionnelle un certain nombre de principes déjà énoncés dans les travaux de législation. On pourrait s'imaginer, que le facteur économique exerçait constamment une pression sur ces débats; mais il n'en fut rien. La part du facteur économique garde toujours, comme dans les autres discussions, une place très modeste.

* * *

Lors de la discussion de la Déclaration des droits de l'homme (1) le 22 août 1789, le Comité a présenté un article relatif aux contributions publiques. L'impôt est défini d'une manière un peu bizarre, il est ainsi conçu : « La contribution étant une portion retranchée de la propriété de chaque citoyen... » La fausseté de cette définition est évidente, les Constituants ne tardèrent pas à s'en apercevoir. Au premier abord, nous voyons Périssé-Dulac critiquer cette disposition quant à la forme. Il considère que beaucoup de citoyens, devant cette idée de retranchement, chercheraient un moyen d'éluder la contribution. Robespierre, s'attaqua au fond même de la question : l'impôt n'est pas une portion retranchée de la propriété qui est mise en commun dans les mains de l'Administrateur public. Si c'était une portion retranchée de la propriété, Robespierre observa que les citoyens n'étant plus propriétaires n'auraient pas le

(1) Voir Archives Parlementaires, tome VIII, pp. 487-489.

droit de s'en faire rendre compte. Ces discussions doctrinales ont été bien rares et dans l'examen qui suit nous n'aurons en grande partie, que des questions pratiques à envisager.

Dans le projet de Constitution de Sieyès du 12 août 1789, une très petite place est réservée aux finances. Il est stipulé que les manœuvres et les journaliers seraient exemptés de toute imposition. Par la voie de l'impôt, on allait donc produire des conséquences sociales. Tout en accordant une faveur à cette classe bénéficiant de faibles revenus, on allait la dépouiller d'un droit politique. La collaboration de cette classe dans l'établissement d'un pouvoir législatif, représentatif, devenait impossible. Cette demande de Sieyès est restée complètement isolée dans les travaux de 1789 ; aucune suite ne lui a été donnée.

Dans le projet de plan constitutif du Corps Législatif du Comité de Constitution, présenté par Target dans la séance du 29 septembre 1789 (1) quelques articles relatifs aux finances ont été insérés. Un article (art. 4 du projet) stipulait que le consentement exprès des représentants de la Nation était exigé pour l'établissement d'un impôt ou d'un emprunt. La théorie très ancienne du droit public français, du consentement à l'impôt, a été appliquée. Nous ne pouvons nous empêcher de signaler qu'un amendement assez original a été proposé par Morin. Il voulut qu'aucun papier-monnaie ne pût être mis en circulation sans un décret exprès de l'Assemblée des représentants. L'échec du système de Law a produit un tel effet que soixante-dix ans plus tard on se méfiait de toute

(1) Voir Archives Parlementaires, tome IX, pp. 210 et suivantes.

espèce d'émission de papier-monnaie. On a songé qu'il serait utile de déterminer constitutionnellement à quel pouvoir appartenait la réglementation d'une mesure pareille. Sur l'intervention de Mirabeau, on a ajourné cette question de papier-monnaie à une séance ultérieure; mais on n'y reviendra plus jamais. Nous remarquerons aussi que le clergé s'est bien gardé d'aborder la question du papier-monnaie, puisqu'il avait des craintes, bien justifiées d'ailleurs, que ses biens y soient affectés comme garantie. Nous sommes donc autorisés à dire que ces questions ne soulevaient pas purement et simplement un problème de droit public.

Les discussions sur le projet présenté par le Comité ont duré jusqu'au 7 octobre. Nous avons encore deux articles à retenir. Originellement l'article suivant du projet (article 5) a été ainsi conçu : « Toute contribution sera supportée également par tous les citoyens et tous les biens sans distinction. » Mirabeau a aperçu qu'une erreur s'était glissée dans cet article et, sur sa proposition, on l'avait quelque peu modifié, en précisant surtout que les impôts seront supportés proportionnellement. Naturellement, il était impossible et inique de dire que les contributions seront également supportées par tous les citoyens, et tous les biens. Nous pouvons conclure que le principe qui a guidé le législateur, dans la détermination des facultés contributives, tout en étant subordonné à une règle de Justice, n'en était pas moins rattaché aux qualités purement économiques d'un bien ou d'une personne. Les distinctions, pour ainsi dire, sociales d'une personne ou d'un bien, dans l'établis-

sement de l'impôt, devaient disparaître. Un dernier article, relatif aux contributions, a été introduit dans ce projet (article 6) d'après lequel la durée d'un impôt ne pourra s'appliquer que jusqu'au dernier jour de la session suivante du Corps Législatif, s'il n'est pas renouvelé. Un certain nombre de députés, avait présenté quelques amendements d'ordre financier, mais ces amendements furent sans importance. Robespierre avait très judicieusement remarqué qu'il s'agissait d'un acte constitutionnel et non d'un principe financier; finalement la rédaction de cet article fut conçu dans un sens nettement politique (1).

Jusqu'au 26 août 1791, la partie financière de la Constitution a été entièrement négligée. C'est à cette date que le titre V de la Constitution de 1791 a été définitivement établi et adopté.

On a rappelé certaines dispositions contenues dans le projet de 1789, mais la plus grosse partie de ce titre avait été formée par quelques décrets que la Constituante a promulgués dans le courant de ces deux années. Ainsi, par exemple, l'article II du titre V stipulait que les fonds nécessaires à l'acquittement de la dette nationale et au paiement de la liste civile ne pourront être ni refusés ni suspendus; un abbé objecta qu'on a oublié le clergé. Dèmeunier, rapporteur du Comité, répliqua qu'un décret existait déjà relativement au traitement des ministres du culte, et sur sa proposition, ce décret fut codifié. Il y a eu encore des discussions au sujet des emprunts; Pison du Galand

(1) Nous ne reproduisons pas cet article intégralement puisqu'il ne présente aucun intérêt pour notre sujet. On le trouvera dans les Archives Parlementaires, tome IX, p. 379.

avait proposé qu'à l'avenir aucun emprunt ne put être établi pour amortir la dette constituée. C'est par les emprunts qu'on est arrivé à cette dette énorme, disait-il. Cette observation a soulevé une critique très juste de la part d'Anson; dans cette critique se trouve résumée la valeur qu'on doit accorder aux principes financiers contenus dans une Constitution. Anson rendait hommage aux intentions de Pison, mais il remarqua très logiquement, qu'un tel principe ne devrait pas lier les législatures suivantes. Dans une Constitution, le seul principe financier qu'on doit observer c'est celui que la Nation doit délibérer et fixer l'impôt. La motion de Pison du Galand a été rejetée. Le titre V, composé de 5 articles, a consacré encore d'autres dispositions aux questions financières mais elles n'intéressent pas notre sujet.

Il n'est pas difficile de déduire de ce qui précède que lors de l'élaboration de la première Constitution française, les questions financières ont été envisagées en dehors de toute considération économique. Quelquefois, à travers une couche diaphane de préceptes de droit public, nous apercevons un petit nombre d'éléments économiques, mais ils ne méritent pas une attention particulière. Il nous semble bien que la théorie d'Anson, exposée ci-dessus, a été suivie par les Constituants.

* * *

En 1793, les questions financières à base économique paraissent obtenir un peu plus de faveur dans les travaux constitutionnels. La Constitution Girondine renferme dans le titre XII, intitulé « Les Contri-

butions Publiques », trois articles, dont le contenu est le résultat direct des influences économiques. Nous n'insisterons pas sur l'article qui déclare que les contributions seront également réparties entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés. L'article suivant (article 5), introduit une nouveauté dans un texte constitutionnel français ; il est ainsi conçu : « Néanmoins la portion du produit de l'industrie et du travail qui sera reconnue nécessaire à chaque citoyen pour sa subsistance, ne peut être assujettie à aucune contribution. » Nous avons déjà vu que Sieyès avait proposé que les manœuvres et les journaliers fussent exemptés de toute contribution. La réforme proposée par les Girondins est bien plus vaste ; d'autre part elle ne supprimait par là aucun des droits politiques. Il est très vraisemblable que des considérations humanitaires ont poussé les Conventionnels à formuler ce principe d'exemption de l'impôt. Un économiste cependant verrait là une règle de législation ouvrière. Nous croyons aussi voir dans ces principes une ébauche de la protection du salaire ouvrier et du revenu du petit artisan. L'ouvrier et le petit artisan trouvent, pour ainsi dire, la sécurité de la partie alimentaire de leurs gains. Une pareille mesure de protection nous semble très utile à une époque où l'écart entre le salaire réel et le salaire nominal d'un ouvrier ne devait pas être bien grand. Par conséquent, le facteur économique a pu exercer une influence sur cet article. Nous nous gardons toutefois d'une affirmation inébranlable, dans ce cas nous préférons limiter notre assertion à une hypothèse. Le dernier article que nous examinerons (article 6) stipulait d'abord une règle de conduite pour

le législateur. On ne peut établir des contributions qui par leur nature ou par leur mode violeraient les droits reconnus et déclarés par la Constitution. Il est dit, en outre, qu'aucune contribution qui nuit à la libre disposition des propriétés, au progrès de l'industrie et du commerce, et à la circulation des capitaux ne pourra être instituée. Réellement la base économique gagne du terrain. Dorénavant le législateur ne pourra créer une imposition nouvelle sans une stricte observation de tous ces principes économiques. Nous apercevons immédiatement un très grand inconvénient pour le législateur. On pourrait invoquer à tout propos que tel ou tel impôt entrave la circulation des capitaux ou le progrès de l'industrie. Quoique cet article soit formulé en des termes simples et explicites, il n'en est pas moins vrai que ces termes peuvent être soumis à une interprétation très extensive. Nous arrivons par là à conclure que l'action du facteur économique sur les travaux constitutionnels se traduit presque toujours par un résultat malheureux et par de fâcheuses complications.

Nous revenons encore au plan de Daunou (1) pour trouver quelques conclusions intéressantes en matière de contribution. Daunou considère l'impôt comme l'un des quatre éléments composant l'établissement social ; les trois autres sont : les lois, les pouvoirs et les forces. Il répète que l'impôt doit être également réparti en raison des facultés des citoyens. Mais il voudrait aussi qu'un autre principe soit consacré,

(1) DAUNOU, projet précité, présenté dans la Séance du 17 avril 1793. Voir Archives Parlementaires, tome LXII, pp. 374-411.

c'est que la principale et la plus commune des impositions soit celle qui affecte le territoire, car si le propriétaire fait des avances, disait-il, elle est réellement supportée par ceux qui veulent jouir.

Il s'agissait donc bien d'exposer dans un texte constitutionnel le système d'impôt qui devait caractériser toute la période révolutionnaire. On s'occupe à cette époque surtout de la contribution réelle ; et encore on cherche à frapper les richesses terriennes des plus grosses impositions. Cependant nous avons déjà vu que des considérations sociales n'ont pas été complètement rejetées. Daunou en a tenu compte également. Il disait précisément que les autres tributs sont accessoires, il cite, à cet effet, l'impôt sur le nombre des domestiques ou sur la vie célibataire. Nous voyons donc qu'un système d'impôt personnel n'apparaît que d'une manière accidentelle.

Daunou avait résumé ses vues, que nous venons de présenter, en deux articles, dans le paragraphe concernant les principes de la législation française, et dans la section des finances, de son projet. Dans le premier article (article 9 du projet) il est établi que les contributions directes seront réparties suivant un système progressif, entre les individus dont les facultés excèdent le strict nécessaire. L'impôt progressif a été très en vogue à cette époque, nous le retrouverons dans d'autres projets. Mentionnons encore que le projet Daunou contenait un autre article (article 10 du projet) qui disait que tous les individus non mariés, âgés de plus de trente ans, et n'ayant pas d'enfants paieraient le double des contributions directes totales (1).

(1) Il serait intéressant de faire un rapprochement entre cette

Lorsque le 22 avril 1793 la discussion sur la Déclaration des Droits commença (1), d'importantes questions financières furent traitées. Les articles de la Déclaration des Droits du projet Girondin servirent de base pour la discussion (2). Nous ne nous arrêterons que sur quelques particularités dignes d'attention. Un Conventionnel, Jacob Dupont, proposa que la Déclaration des Droits exprimât nettement que l'impôt ait certaines limites et certaines proportions qui doivent être déterminées par la loi. Il craignait que le législateur ne vienne profiter des circonstances favorables à l'établissement des contributions exagérées. Une autre addition aux articles de la Déclaration fut proposée par Charlier; il voulait que la motion suivante fut insérée : « Chaque citoyen doit contribuer en proportion de ses facultés territoriales ou industrielles. » Mais Danton objecta que si on adoptait l'opinion de Charlier, on pourrait enlever au législateur la faculté de faire payer aux riches, pour des besoins pressants, un impôt extraordinaire. On constatera que la tendance de ces deux propositions a été de limiter par la Déclaration même le pouvoir du législateur en matière de l'établissement des contributions. Mais on voit qu'un pareil système devait se heurter à d'autres difficultés. Danton les a bien exposées. Il est évident qu'une pareille réforme ne pourrait trouver sa place dans une Déclaration des Droits. Barrère, qui était rapporteur du Comité de Constitution à ce moment, s'était aperçu de cette

proposition et la loi qui a été votée en 1920, établissant un impôt plus élevé pour les célibataires et les ménages sans enfants.

(1) Voir Archives Parlementaires, tome LXIII, pp. 107-127.

(2) Voir les articles 21 et 22 du projet Girondin.

exagération et proposa que les amendements de Dupont et de Charlier fussent renvoyés au Comité de Constitution pour y être examinés quand on discutera le chapitre relatif aux contributions publiques. Mais nous ne retrouverons plus aucune trace de ces deux propositions.

Robespierre, dans la séance du 24 avril 1793, en développant sa théorie sur la propriété, avait aussi proposé que le principe de l'impôt progressif soit inséré dans la Constitution. Nous avons vu que des demandes ont été déjà faites pour l'établissement d'un pareil système de contribution. Un certain nombre d'auteurs aperçoivent dans ces discussions les tendances égalitaristes de la Révolution. Il y a peut-être une part de vérité dans leur affirmation, surtout si on tient compte de l'ensemble du projet Robespierre (1). Mais, les réquisitoires contre les riches faits par plusieurs Conventionnels en 1793 avaient-ils pour but l'égalisation des fortunes ? Nous en avons toujours douté. Notre incrédulité est fondée d'abord sur des raisons d'ordre politique, ensuite sur des raisons d'ordre fiscal. Il est incontestable que l'établissement de l'impôt progressif devait servir comme un moyen démagogique et surtout comme une mesure d'assainissement des finances. Par ailleurs, Robespierre avait donné dans son discours un sens différent, au principe de l'impôt progressif, que celui qu'on pourrait lui attribuer. La base de l'impôt progressif devrait être consacrée, d'après Robespierre, afin que chacun payât d'après ses facultés, c'est-à-

(1) Voir Chap. I, Deuxième Partie. Voir le rapprochement que nous avons fait entre la théorie de Robespierre et le Socialisme d'Etat.

dire en proportion des avantages qu'il retire de la société. On voulait donc élargir le principe formulé dans la Constitution Girondine. Lorsqu'on paye en raison de ses facultés, plus elles sont grandes, plus il est juste que l'impôt croisse en raison de ces facultés contributives. Dans l'article définitif proposé par Robespierre, il est simplement stipulé que l'impôt doit être supporté progressivement selon l'étendue de la fortune ; or, les individus dont les revenus n'excèdent point ce qui est nécessaire à leur subsistance doivent être dispensés de toute contribution. Il est donc illusoire de rechercher dans l'impôt progressif préconisé par les Conventionnels un caractère égalitariste.

Après les événements du 31 mai 1793, il n'est plus question de l'impôt progressif. Levasseur l'avait proposé dans la séance du 17 juin (1), mais la Convention ne s'en est pas préoccupée. La discussion s'engagea surtout sur le principe de l'exemption en matière de contribution. C'est la seule question financière qui fut traitée pendant l'élaboration de la Constitution Jacobine. Cambon avait insisté sur le fait qu'il ne fallait déterminer aucune limite aux lois relatives à l'impôt, une pareille restriction pourrait donner à quelques égoïstes des moyens de se soustraire à l'impôt. Fabre d'Eglantine exposa encore plus clairement son opinion et demanda que tout citoyen soit tenu de concourir au paiement des contributions. Cependant c'est un principe de stricte justice, disait Ducos, que l'homme qui ne jouit que de l'absolu nécessaire ne paye aucun impôt. Les consi-

(1) Voir Archives Parlementaires, tome LXVI, pp. 596-602.

dérations de Fabre avaient une base bien plus profonde. Il examine d'abord la question d'un point de vue social et il déclare qu'au lieu d'un principe de justice rigoureuse, l'exemption d'impôt de certains individus provoquerait plutôt la division de la société par classes, en citoyens actifs et passifs. En outre, si cette distinction n'est pas établie par la loi, Fabre croit qu'elle n'existera jamais. Du reste, Fabre donne encore une raison économique à l'appui de son assertion. Le propre de l'industrie étant de grossir les fortunes, il en résulte que cette distinction, entre contribuables et exemptés, n'existera pas longtemps pour les mêmes personnes.

Robespierre continua cette plaidoirie de Fabre. Il est un peu surprenant de voir un même orateur soutenir le contraire de ce qu'il avait demandé deux mois auparavant. « J'ai partagé un moment l'erreur de Ducos », avoua Robespierre, mais maintenant, en juin 1793, il est éclairé par le bon sens du peuple, qui sent que l'espèce de faveur qu'on lui présente n'est qu'une injure. Robespierre dit que l'insertion dans la Constitution d'un principe qui exclut la misère de l'honorable obligation de contribuer aux besoins de la patrie, produit un véritable avilissement de la classe la plus pure de la Nation ; d'autre part, il disait : « Vous décrêtez l'aristocratie des richesses. » Les conséquences entrevues par Robespierre sont indubitablement inacceptables, nous nous en assurerons quand nous verrons la suite de son raisonnement. Les riches profiteraient de leur situation, disait Robespierre, — comme si cet article créait un droit nouveau pour les riches — et priverait ceux

qui ne paient pas d'impôts de partager les bienfaits du Gouvernement. Voilà par quel procédé imaginaire Robespierre arrive à conclure qu'il s'établira dans la société une classe de prolétaires, ou, pour employer ses propres termes, une classe d'ilôtes ; ce serait la fin de la liberté et de l'égalité (4). Il admet pourtant que la misère existe, mais pour lui trouver un remède il s'adresse à la Déclaration des Droits, qui a formellement proclamé que la Société doit les moyens de subsistance à ceux de ses membres qui ne peuvent se les procurer par leur travail. Pour satisfaire un soi-disant principe d'équité, l'indigent versera une partie de l'obole qu'il a reçue de la Nation dans le Trésor Public.

L'exposé de Robespierre et les autres critiques du principe de l'exemption de l'impôt réfute complètement l'hypothèse que nous avons émise en analysant la Constitution Girondine. Nous ne pouvons pas connaître exactement les intentions des Girondins ; pour cette raison nous nous sommes bornés à une hypothèse. L'intention du législateur est d'ailleurs difficile à connaître, puisqu'il changeait d'opinion très fréquemment. Dans tous les cas nous avons préféré voir dans l'influence du facteur économique une tendance plus conforme à la réalité que ne l'avait fait Robespierre. On ne peut concevoir que l'exemption de l'impôt produise une division par classes, du moment qu'il est établi, comme dans la Constitution de 1793, que tous les citoyens sont égaux en droits

(4) L'article unique relatif aux contributions publiques inséré dans la Constitution du 24 juin 1793 est ainsi conçu : « Nul citoyen ne peut être dispensé de l'honorable obligation de contribuer aux charges publiques. »

politiques. Nous croyons même qu'un marxiste n'irait pas chercher dans cette raison une cause de la lutte des classes. Il fallait vraiment pousser jusqu'à l'outrance les procédés démagogiques pour arriver à la solution de Robespierre.

* * *

En l'an III, la question de l'exemption de l'impôt ne fut pas reprise. Les discussions sur la partie financière de la Constitution occupent une place secondaire dans l'ensemble des débats parlementaires. Les critiques financières sont surtout formulées dans les discussions relatives au suffrage. Nous avons déjà vu (1) la critique de Thomas Payne, de Merlin de Douai et de Daunou. Nous ne nous arrêterons maintenant que sur quelques principes nouveaux, jusqu'à présent passés sous silence.

Quand le Comité présenta son rapport sur les Contributions publiques, un article nouveau fut rédigé. Cet article (article 2 du projet) stipule que les propriétaires de fonds seront imposés sur le produit qu'ils en retirent. D'autre part, ceux qui ne possèdent pas et qui par leur industrie sont en état de subvenir aux dépenses publiques paient une contribution personnelle. Charles Delacroix avait demandé que les mots « ceux qui ne possèdent pas » soient retranchés, car on pourrait croire que les propriétaires, exerçant une industrie avec les revenus de leurs fonds, ne seraient pas imposables pour cette industrie. L'amendement de Delacroix et cet article ont été adoptés, mais nous ne le retrouverons plus dans le

(1) Voir Chap. II, Deuxième Partie.

texte définitif ; nous croyons que c'est un résultat très heureux. Il est sans doute dangereux de déterminer l'assiette de l'impôt par une Constitution, d'autant plus qu'on peut souvent se tromper dans la rédaction. Ainsi, par exemple, si Delacroix n'était pas intervenu pour modifier la rédaction de cet article, tous les grands propriétaires de fonds seraient exemptés de l'impôt personnel. Lorsque le facteur économique est prédominant dans une question, il demande de très grandes précisions.

Un autre article (article 3 du projet) est en liaison très étroite avec le système de suffrage. En effet, il est établi que le Corps Législatif ne pourra jamais supprimer la contribution foncière ni la contribution personnelle. L'importance de cette disposition a été surtout accentuée dans un discours de Garrand, quand celui-ci demanda une nouvelle rédaction craignant, qu'à un moment donné, le Corps Législatif ne renouvelle ces deux contributions et ne les laisse prescrire. Enfin, cet article a été ainsi conçu et inséré dans la Constitution (article 303). « Le Corps Législatif peut créer tel genre de contribution qu'il croira nécessaire ; mais il doit établir chaque année une imposition foncière et une imposition personnelle. »

Dans sa critique de la division des citoyens en actifs et passifs, Dubois-Crancé en profita pour attaquer en même temps le système d'imposition. Il n'admet pas que le mode de contribution soit établi constitutionnellement ; il se demande s'il y aura toujours des impôts personnels. Dubois-Crancé fait ensuite le procès des autres principes financiers. Il

demanda pourquoi on n'adopterait pas un système de finances tel que les charges publiques soient uniquement supportées par les consommateurs afin de rapprocher les contributions des facultés premières des contribuables. Creuzé-Latouche dit que Dubois avait pris ses exemples en Angleterre et en Hollande, où les impôts sur les consommations existaient à cette époque. Dubois-Crancé considère, du reste avec raison, qu'il ne faut pas empêcher la postérité d'établir d'autres contributions et de rejeter le système de l'impôt direct, sans s'attaquer à un principe constitutionnel. Cette opinion de Dubois-Crancé n'eut aucun succès, il a eu peut-être tort de fonder sur ce développement tout simplement une réforme politique (1) ; il aurait mieux valu qu'il se soit servi de ces arguments en vue de remaniement de la partie relative aux finances.

* * *

Le trait caractéristique de ces questions financières renfermées dans les débats constitutionnels, est que le facteur économique ne se présente pas d'une manière cohérente et nettement dégagée. Pour une même question, on peut donner des explications économiques différentes ; ce qui prouve bien un caractère aléatoire et instable. Dans l'ensemble des parties financières, nous voyons, en outre, que le facteur économique est éparpillé dans des directions très diverses. En résumé, l'action du facteur économique ne peut être nettement déterminée ; nous nous con-

(1) Paiement d'une contribution civique égale à une journée de travail pour pouvoir exercer le droit de vote (Voir Chap. II, Deuxième Partie).

tenterons de dire que ce facteur qui est d'une nature très complexe, a agi incontestablement sur certains articles que nous venons d'examiner.

La Constitution de l'an VIII ne contient aucune disposition financière. Nous devons entièrement approuver les rédacteurs de cette Constitution, puisque, à notre avis, ces questions, qui sont de par leur nature très variables, ne doivent pas rentrer dans un texte de lois fondamentales et rigides. Il est évident qu'il n'y a pas de très grands dangers d'insérer dans un texte constitutionnel des règles fondamentales de droit public concernant les finances, mais dès que le facteur économique s'en mêle, mieux vaut laisser une complète liberté au législateur.

CHAPITRE V

L'influence du facteur économique dans quelques débats préparatoires

Dans les parties précédentes, nous avons essayé d'observer tous les détails intéressant notre recherche du facteur économique. Nous ne croyons pas que ce chapitre puisse répondre entièrement au but qu'il s'est proposé. Il sera forcément incomplet. Il y a une raison péremptoire qui nous oblige à avouer que ces pages seront faussées par quelques lacunes; c'est que les débats constitutionnels sont aussi nombreux dans cette période, de façon que certains petits détails ont probablement pu nous échapper. Un travail purement historique n'oserait jamais présenter de pareilles omissions, si insignifiantes qu'elles soient. Mais, à notre avis, l'étude générale que nous avons entreprise n'aura pas à souffrir de ces lacunes. Il est certain que ce sont des questions d'ordre secondaire que nous avons pu omettre et qu'elles ne pourraient pas renverser notre manière d'interprétation générale.

Ce chapitre présentera, en outre, un caractère nécessairement discontinu. Beaucoup de questions y sont traitées. Nous avons recueilli d'abord un ensemble de dispositions qui ne méritaient pas de former un chapitre séparé, soit en raison d'une documentation insuffisante ou bien à cause de la quasi-inexistence de l'influence économique. D'autre part, nous

insérerons quelques observations que nous avons recueillies au cours de nos recherches; nous n'insisterons pas longuement puisqu'elles ne présentent pas un intérêt notable.

Par cette méthode, nous arrivons à donner à l'ensemble de notre étude des vues plus complètes et nous répondrons, en partie, à un devoir qui nous a été imposé par le côté de ce travail qui le rattache à l'histoire.

Un autre enseignement pourra être tiré de ce chapitre; c'est la présentation du facteur économique sous ses apparences variables. Nous aurons l'occasion de voir que ce n'est pas un facteur unique qui agit perpétuellement, il change de nature constamment. Jusqu'à présent, nous n'avons pu nettement observer les oscillations aussi brusques du facteur économique.

Avant de commencer cette analyse, nous mentionnerons encore, que les questions que nous allons examiner, ne sont pas prises dans l'ensemble d'un chapitre; nous n'avons retenu que les parties ayant plus ou moins de rapport avec la recherche que nous avons tentée de faire.

* * *

Le préambule de la Constitution du 3 septembre 1791 renferme plusieurs dispositions dont le contenu est nettement économique, c'est-à-dire qu'elles ont pour but de consacrer quelques principes économiques nouveaux. Nous verrons déjà que l'insertion de ces réformes dans l'acte constitutionnel n'a pas suscité de longs débats, en somme il s'agissait de constater un état de choses existant.

La proclamation de ces principes dans le préambule de la première Constitution française était un fait capital. Thouret, rapporteur, l'avait bien exposé dans la séance du 8 août 1791 (1). La Constitution n'était pas établie dans un peuple nouveau ni dans une terre vierge, disait Thouret. En effet, il était indispensable de tracer une limite entre la France de l'Ancien Régime qui était soumise à une foule d'institutions incompatibles avec les principes modernes et la France révolutionnaire, qui s'est proposée de détruire les anciennes inégalités et de leur substituer pour l'éternité un régime de liberté et d'égalité. Ces réformes ont été déjà faites; il fallait seulement les rappeler par voie constitutionnelle, et établir par là leur caractère perpétuel.

La proclamation solennelle par la Constitution de l'abolition irrévocable de toutes les institutions qui blessent l'égalité des droits a poussé certains auteurs à donner une interprétation socialiste à cette Constitution. Ces auteurs s'imaginent que le but de la Constitution était d'abolir l'inégalité des fortunes. Cependant c'est de l'égalité de droit qu'il est question; on n'a pas dit expressément que les fortunes seront également réparties. En admettant même une explication aussi extensive que l'abolition des inégalités de droit suppose l'établissement de l'égalité de fortune, nous n'avons qu'à continuer la lecture de ce préambule pour voir si cette hypothèse est acceptable. Nous ne retrouvons aucun élément qui puisse la justifier. Il est stipulé dans ce préambule qu'il n'existe plus ni noblesse, ni païerie... ni régime féodal,

(1) Voir Archives Parlementaires, tome XXIX, pp. 207 à 222.

etc... Ce sont les privilèges qui sont abolis et qui constituaient les véritables inégalités aux yeux des révolutionnaires. Nous voyons aussi que la propriété n'est pas attaquée comme une institution qui blesse l'égalité des droits. Nous ne pouvons tirer qu'une seule conséquence de cet ensemble de préceptes, c'est qu'il est nettement formulé qu'un changement est apporté au régime de la propriété; mais ce n'était pas une innovation en 1791; les lois du 4 et du 11 août 1789 nous ont déjà initié dans cette voie nouvelle. Il nous reste encore à dire que cette réforme, l'abolition de la féodalité, peut être appelée socialiste si on se place au même point de vue que M. Aulard. Pour cet auteur, tous les changements, quels qu'ils soient, qu'on apporte au régime de la propriété font partie du socialisme. Naturellement cette conception doit être rejetée.

Indépendamment de toutes les considérations doctrinales, nous allons examiner maintenant la véritable valeur de ces principes. Nous avons déjà vu qu'en 1791, ces principes ne présentaient pas un caractère de réforme, mais c'était une constatation pure et simple du nouvel état social. Lorsque le préambule fut soumis à la délibération, la seule difficulté à laquelle on se heurta, fut l'opposition de la noblesse. Un député de cet ordre, d'Aremberg de la Marck, exigeait que l'on statua d'abord sur l'article 1^{er} de l'acte Constitutionnel avant de donner une décision sur ce préambule. Les intérêts de la noblesse, qu'il représente, sont lésés; pourtant il est là pour les soutenir. Plusieurs autres députés appartenant à la noblesse appuyèrent cette motion de d'Aremberg, mais la Constituante ne l'avait pas observée. Cette

intervention était trop tardive, on n'aurait jamais consenti à renoncer à toutes les réformes qui ont été faites pendant deux années entières.

L'influence du facteur économique sur quelques principes insérés dans ce préambule est incontestablement décisive. Il suffirait de mentionner les titres de ces principes pour apercevoir leur véritable nature. Ainsi, par exemple, nous voyons l'abolition de la noblesse et du régime féodal. D'autre part, il est exposé qu'il n'y a plus ni jurandes, ni corporations de professions, arts et métiers. Toutes ces formules nous font ressortir l'action directe des idées économiques qui ont circulé en France à cette époque.

Une étude détaillée des principes économiques renfermés dans ce préambule mériterait une attention particulière. Cependant, nous ne nous attarderons pas; puisque ces questions ont été minutieusement développées dans un grand nombre de manuels. En second lieu, nous ne les considérons pas comme faisant partie des travaux constitutionnels, et pour avoir des vues plus complètes sur ce sujet, nous faisons un renvoi aux lois d'après lesquelles ce préambule a été composé (1).

Le seul reproche que nous puissions faire aux Constituants est, qu'ils n'ont pas suffisamment insisté dans le texte constitutionnel sur ses réformes économiques, qui sont en même temps des réformes sociales de tout premier ordre. Thouret nous a exposé

(1) Voir les lois : 4, 6, 7, 8 et 11 août 1789; 28 octobre, 1^{er} novembre 1789; 24 décembre 1789-28 janvier 1790; 13-19 février 1790; 19-23 juin 1790; 15-28 mars 1790; 24 décembre 1790; 23 février 1791; 29 janvier, 20 mars 1791; 2-17 mars 1791; 14-17 juin 1791.

l'utilité indiscutable de ce préambule. Il aurait été peut-être nécessaire de donner des détails complémentaires. Nous savons bien qu'en 1791, ces réformes n'avaient pas encore revêtu un caractère aussi stable, de façon qu'une précision plus complète s'imposait. Nous croyons que la Constitution devait venir un peu plus à l'aide du législateur. Toutes ces différentes suppositions ne pourraient nous éclairer suffisamment sur notre sujet. Un fait essentiel que nous devons retenir est, que dans les parties constitutionnelles où le facteur économique était même prédominant et ayant un caractère perpétuel, ne se présente que sous un aspect très bref.

Le facteur économique a exercé encore une certaine influence sur quelques articles disséminés, soit dans le titre premier (1) de la Constitution de 1791, soit dans les Dispositions générales de la Constitution de l'an III et de la Constitution de l'an VIII.

Le titre premier de la Constitution de 1791 reproduit quelques principes exposés dans la Déclaration des Droits. Il en est ainsi en matière de contributions publiques. D'autre part, la garantie de l'inviolabilité des propriétés et l'expropriation pour une nécessité publique, sont de nouveaux rappelés. Le jour où Thouret présenta ce paragraphe à la délibération de l'Assemblée, quelques députés voulurent qu'on y ajoutât des dispositions additionnelles présentant un caractère économique très curieux. Héroult-Lamerville objecta que le mot territoire n'est même pas prononcé dans toute la Constitution; et il croit que cette

(1) Ce titre est ainsi intitulé : Dispositions fondamentales garanties par la Constitution.

Constitution est fondée sur le territoire tout aussi bien que sur les hommes. Il suppose également, comme la majorité des individus du XVIII^e siècle, que les propriétés territoriales sont le principe de toutes les autres propriétés. Hérault-Lamerville présente enfin l'article suivant : « La Constitution garantit également dans l'intérieur du royaume la libre circulation de toutes les productions du territoire. » Cet article serait utile, disait Hérault-Lamerville, pour empêcher le retour de toutes les institutions féodales; il faudrait en outre que la Constitution consacré par là ce principe que le territoire français est aussi libre que les personnes. Dupont de Némours appuya cette proposition, en disant qu'il n'y a pas de liberté sans propriété, sans la libre circulation des subsistances. De pareilles objections provoquèrent un débat tumultueux. On s'étonna, à juste titre, qu'on ait voulu insérer dans la Constitution un principe dont l'opportunité est subordonnée à des fluctuations économiques incessantes. Thouret avait observé d'abord que cette disposition était un objet législatif et non pas constitutionnel; il dit ensuite que l'esclavage du territoire ne suppose pas autre chose que l'assujettissement féodal; la féodalité étant abolie, il n'y a donc pas lieu d'insister dans la Constitution sur la question de la liberté du territoire. Le projet de Lamerville a quand même trouvé des partisans dans l'Assemblée, Garat prêta entièrement son appui. Rewbell voulut qu'on y ajoutât que la circulation des produits sera libre au dehors. Si ce projet avait été adopté, notre étude serait enrichie par un nouvel élément économique par excellence. Heureusement pour la Constitution, cet amendement fut rejeté, sur la proposition de d'André,

qui avait persuadé l'Assemblée que cette question était du ressort de la législation.

La garantie de l'inviolabilité de la propriété a été reprise dans les Dispositions générales de la Constitution de l'an III. Nous savons déjà (1) quelle est la valeur de cet article au point de vue économique. Nous retrouverons aussi dans ces dispositions un article qui dit qu'il n'y a plus ni privilège, ni maîtrise, ni jurande. Enfin, on a reproduit les réformes depuis longtemps effectuées. Mais on est frappé par un autre article (article 356) où il est établi que la loi surveille particulièrement les professions qui intéressent les mœurs publiques, la sûreté et la santé des citoyens. On a donc prévu l'élaboration d'une législation industrielle. En combinant cette disposition avec l'article qui le suit immédiatement (article 357) relatif à la protection accordée aux inventeurs, nous sommes autorisés à dire qu'on n'a pas manqué d'envisager en 1795 la prospérité de l'industrie. Nous avons déjà vu (2) qu'à partir de cette date, on allait se préoccuper davantage de l'activité industrielle du pays. Il est regrettable qu'il n'y ait eu aucune discussion à ce sujet pendant l'élaboration de la Constitution de l'An III; on aurait pu donner des conclusions beaucoup plus précises sur l'influence du facteur économique dans ces travaux.

On a pu remarquer, que dans les travaux constitutionnels de la Révolution, il n'a jamais été question des Biens Nationaux. La vente de ces biens soulevait pourtant un problème très grave, qui aurait peut-être

(1) Voir Chapitre I, Deuxième partie.

(2) Voir Chap. II, Première Partie.

mérité d'être résolu par voie constitutionnelle. Quoique ce soit une réforme économique, elle n'est pas moins revêtue d'un caractère perpétuel. Ce n'est qu'en l'an VIII que nous trouvons un article (article 94) inséré dans les Dispositions générales relatif à cette question. Cet article établit que l'acquéreur d'un bien national ne peut être dépossédé et que le tiers réclamant a le droit de recourir auprès du Trésor Public pour y être indemnisé. Remarquons qu'avec le retour des Bourbons cette question fut close par un article (article 9) de la Charte du 4 juin 1814, consacrant le principe de l'inviolabilité de la propriété. Le juste titre et la bonne foi des propriétaires des biens nationaux ont été confirmés.

* * *

Dans les questions relatives à l'organisation des Assemblées primaires et des Assemblées électorales on pourrait également rechercher l'influence du facteur économique. En effet, il se pourrait qu'une Assemblée, primaire ou électorale, groupât dans son sein une certaine classe sociale déterminée. Ainsi, par exemple, on pourrait grouper dans une seule Assemblée l'élément paysan, dans telle autre, l'élément industriel ou commerçant et ainsi de suite. Finalement on aboutirait à ce résultat qu'un député à l'Assemblée Nationale ne vienne pas en qualité de représentant de la Nation toute entière mais comme défenseur des intérêts économiques d'une seule partie de la population.

On pourrait faire un raisonnement analogue pour l'organisation des Assemblées administratives. Par ailleurs les Assemblées primaires et électorales

devaient se former à l'instar des Assemblées administratives. Nous concluons donc que la plus importante question qui nous reste à examiner dans cet ordre d'idées est la division du territoire. En faisant rentrer dans le cadre de notre étude cette importante réforme de la Révolution, nous avons à nous demander si des considérations économiques avaient été observées.

Si nous adoptons l'interprétation de la division du territoire faite par Taine, nous devrions déclarer immédiatement que l'influence du facteur économique était inexistante. Taine disait que sous la Révolution on a découpé la France géométriquement, comme un damier. Nous préférons cependant l'opinion de M. Aulard, qui admet qu'il y a eu aussi des vues pratiques (1). A l'appui de cette affirmation de M. Aulard, nous pouvons citer un passage du discours de Thouret prononcé dans la séance du 3 novembre 1789 (2). « La nouvelle division, disait Thouret, dont le comité n'a jamais entendu que l'exécution sera rigoureusement géométrique, peut se faire presque partout, en observant les convenances locales et surtout en respectant les limites des provinces. » Or, il nous reste à savoir si dans ces vues pratiques, le facteur économique avait été compris.

Il nous est impossible de formuler un jugement bien précis sur la nature de la division de la France de l'Ancien Régime, cette division n'étant pas uniforme et bien déterminée. On est en présence, dans cette période, d'une division de toutes sortes; le pays

(1) VOIR AULARD : *Etudes et leçons sur la Révolution française* (7^e série). (Départements et régionalisme.)

(2) Voir Archives Parlementaires, tome IX, pp. 654 et suiv.

est divisé en diocèses, gouvernements, généralités et bailliages; chacune de ces divisions faisait partie d'une organisation distincte. Donc la raison de l'abandon de l'ancienne division du territoire ne pouvait être d'ordre économique. On serait, peut-être, tenté de croire que la lutte qui s'était engagée contre les subdivisions anciennes n'était pas dénuée de toutes préoccupations économiques, lorsqu'on aperçoit dans les nombreux discours, prononcés à l'Assemblée entre le 3 et le 24 novembre 1789, une inclination bien nette vers l'abolition de tous les préjugés de l'esprit de corporation locale et particulière. Cependant, nous ne voyons dans ces critiques qu'un moyen préventif contre tout groupement local qui pourrait entraver l'action du Pouvoir Central. Ce sont des raisons d'ordre politique qui avaient été invoquées. Nous les trouvons, en effet, dans un discours de Mirabeau, qu'il prononça avant de présenter son projet sur la nouvelle division du royaume. Il serait imprudent de laisser intacte l'administration ancienne, disait-il, une fois que les prétentions et les privilèges ont été abolis. Mirabeau croit que ces administrations auraient des tendances aristocratiques et il craint qu'elles ne viennent offrir un jour les moyens pour réclamer ou reprendre les privilèges. Nous pourrions bien déduire de cet ensemble de raisons politiques l'intervention de quelques éléments économiques; on se méfiait du retour à l'esclavage de la terre. Enfin, nous avons pu observer plusieurs fois, au cours de notre étude, le même phénomène, c'est-à-dire empêcher l'aristocratie par tous les moyens de regagner ses privilèges pour permettre à la terre de rester libre.

A la veille de la Révolution, il était déjà question

d'opérer un remaniement des subdivisions intérieures. Le célèbre économiste Turgot s'en était occupé. Il était partisan d'un grand nombre de petites généralités, qui ne devraient pas avoir plus de dix lieues de rayon, afin que de la partie la plus éloignée du chef-lieu, de cette généralité, on puisse se rendre en un jour. Si Turgot tenait compte de l'économie du temps, pour les habitants; nous n'allons pas croire qu'il a observé pour cela des préceptes économiques particuliers. Dans deux ouvrages (1) de Sieyès, nous retrouvons encore des principes qui ont inspiré les Constituants dans les questions relatives à la division du territoire. M. Aulard dit que sans renoncer à la méthode géométrique Sieyès l'adapte à des vues réalistes.

Dans les longues discussions parlementaires qui se sont engagées à ce sujet, l'influence du facteur économique est presque insignifiante. On s'attaqua au projet du Comité d'après lequel la division du territoire devait être faite en parties à peu près égales (2).

Pison du Galand croit que le Comité s'est inspiré de l'ouvrage de Sieyès : « Quelques idées de constitution applicables à la Ville de Paris. » Mais il répond que l'organisation d'un grand royaume agricole ne peut se former à l'imitation d'une grande ville. Il invoque la perte de temps et les frais que devront subir les agriculteurs pour se rendre dans les Assem-

1) Ces ouvrages de Sieyès sont : *Délibérations à prendre pour les Assemblées de bailliage* et *Quelques idées de constitution applicables à la ville de Paris*.

(2) 80 départements, chaque département divisé en 9 districts sous le titre de communes; ces communes seraient de véritables unités politiques françaises; il y en aurait 720.

blées. Mais l'un des principaux arguments qu'on opposa au projet du Comité était dirigé contre l'égalité des espaces, on disait que les départements seraient très inégalement riches, fertiles et peuplés. Dans un de ses discours, Target avait très clairement exposé pour quelle raison le Comité s'était attaché à ce système. On n'a pas établi arbitrairement ce plan de division, on désirait que la division une fois effectuée ait de la fixité. Cependant, objecta Target, ceux qui veulent qu'à l'élément du territoire se joigne celui des richesses, de la production et de l'industrie, prépareront une extrême mobilité dans les départements, s'ils voulaient que chacun représenta une combinaison égale de tous ces éléments réunis. Target fait alors une critique nettement économique. Il constate, très justement, que tous ces éléments sont susceptibles d'une fluctuation incessante. Nous reproduisons ici le passage de son discours :

« La population varie, l'industrie s'accroît, la culture et les produits prospèrent ou dépérissent, les manufactures s'établissent ou disparaissent, un commerce s'étend ou se resserre. »

Après cette judicieuse observation, Target conclut que si on fondait la division sur une base aussi mobile on n'aurait opéré qu'une réforme temporaire, au bout de quelques années la carte de France devrait subir un nouveau remaniement.

Nous nous abstiendrons de critiquer le système de la division du territoire de la Révolution puisque nous ne l'analysons pas intégralement. Mais, conformément à l'opinion de Target, nous croyons qu'une division économique, telle qu'elle a été proposée par

quelques députés, aurait produit un résultat déplorable, surtout à l'époque révolutionnaire. Nous recourons encore à une constatation de M. Aulard pour déclarer que la Constituante a répondu aux vœux de la Nation en faisant une telle division du territoire; elle avait permis à la population de se grouper pour une action à la fois régionale et locale (1).

Nous savons qu'à l'époque révolutionnaire une rivalité économique tout aussi bien que politique exista entre les villes et les campagnes. Quelques-uns voulurent l'accentuer en leur accordant une administration et une représentation séparées. Il n'en est pas moins vrai que l'objet d'une pareille réforme n'avait pas pour but de justifier cette rivalité, mais, presque involontairement on allait la développer. Bengy de Puyvallé craignant l'aristocratie des riches voudrait séparer les villes des campagnes. Target aperçut les conséquences qui auraient pu s'en suivre et exposa les raisons pour lesquelles il fallait que les représentants des villes et des campagnes fussent confondus dans les mêmes assemblées, soit électorales, soit administratives. En ce qui concerne notre sujet, nous avons à retenir que Target voit un intérêt primordial pour le commerçant dans la prospérité des campagnes et pour l'industriel dans la production des matières premières; d'autre part, l'abondance des denrées diminuera les prix de la main-d'œuvre. L'utilité d'une représentation en commun, des villes et des campagnes, paraît évidente. L'argumentation de Target, en cette matière, a été réellement très puissante, les considérations économiques qu'il avait

(1) Voir AULARD, *Etudes et Leçons* (7^e série).

émises ne peuvent être que le résultat d'une conception réfléchie de l'Economie Politique.

Dans le projet Mirabeau (1) nous n'avons vu aucun élément qui puisse nous intéresser. Dans d'autres discussions, nous retrouverons la crainte d'une division qui pourrait ressusciter l'esprit particulariste.

Lorsque la Convention apporta un changement en 1793, dans la subdivision administrative, elle s'éloigna de la méthode suivie par la Constituante. Dans la séance du 15 mai 1793, Salle (2) avait proposé que l'étendue du territoire soit prise pour base de la division administrative, il pense que sur le territoire français aucune partie ne peut passer pour déserte. Toutefois, il observe que les divisions relatives aux assemblées primaires doivent être calculées d'après l'étendue des surfaces et de la population. Un exposé original, sur ce sujet, a été fait par Saint-Just. Il pensait que la division d'une monarchie est dans son territoire, tandis que dans la république, la division est dans les tribus, et que les mesures du territoire ne sont autre chose que la division du peuple. Il est curieux de constater que l'on ait pensé que la base territoriale pour la division du pays était considérée comme une mesure conservatrice. Saint-Just souligna même ce fait en disant que le domaine était la propriété du chef. Nous voyons bien qu'en 1793, ce sont les raisons d'ordre démocratique qui primaient toutes les autres. Nous pourrions encore rappeler un discours de Cambacérès, prononcé dans la même séance, qui reproduisait les idées de quelques Constituants

(1) Mirabeau voulut diviser la France en 120 départements.

(2) Voir Archives Parlementaires, tome LXIV, pp. 692 à 700.

tendant à séparer les villes des campagnes dans les Assemblées électorales et administratives. Il serait bien difficile de dégager l'influence de quelques facteurs économiques nouveaux.

Quand on discuta en l'an III la question de la division du territoire, on attira de nouveau l'attention de l'Assemblée sur les considérations d'économie du temps pour la population appelée à l'administration subalterne; d'autre part, on avait en vue les économies que l'administration pourrait réaliser, mais en somme on ne retrouve aucun principe économique, On voit un député se soulever contre la division trop multipliée des départements; il pense que c'est la raison du défaut de circulation des subsistances.

Nous abandonnons une vaine recherche de l'influence du facteur économique en matière de la division du territoire pour déclarer que nous sommes en présence d'un problème purement politique. On a tort de reprocher aux Constituants d'avoir découpé la France arbitrairement, puisque nous savons que cette réforme a donné de très bons résultats au moment où elle est apparue. D'autre part, à l'époque actuelle, les conditions économiques sont beaucoup plus stables qu'en 1791 où l'industrie n'était qu'à l'état embryonnaire, et les régionalistes pourraient beaucoup plus facilement donner une solution à l'organisation des divers groupements régionaux et conformément aux conditions économiques du pays (1).

*
* *

(1) Pour l'étude de ces questions, voir *Le Régionalisme* de M. CHARLES-BRUN.

Avant de terminer notre analyse, nous examinerons encore quelques questions d'ordre secondaire.

Dans les travaux constitutionnels de 1789, nous trouvons une motion relative à l'abolition du droit d'aînesse, en matière de succession, Mirabeau (1) disait que cette question appartenant à la législation civile devrait être réservée après l'achèvement de la Constitution. Donc, au point de vue constitutionnel, cette question ne présente pas d'intérêt notable. Cependant, le seul fait qu'on en a parlé, a attiré notre attention pour résoudre une question d'ordre économique et doctrinal. On a cru voir dans le principe de l'égalité dans les successions, une mesure partagiste. Nous nous bornerons à dire que dans les travaux constitutionnels d'abord et dans la législation ensuite, cette question n'a subi aucune influence partagiste, c'était l'application pure et simple de l'idée d'égalité (2) et du système qui était en vigueur dans l'ancien droit coutumier français.

Dans les travaux constitutionnels de l'an III, nous pouvons remarquer une disposition qui est assez curieuse au point de vue économique. Le traitement des membres des deux Chambres et des membres du Directoire devait être réglé par la Constitution d'une manière spéciale. Il n'est pas fixé en monnaie nationale, mais en équivalent du prix du froment. Ainsi par exemple, un directeur devait toucher par an une somme égale à la valeur de 50.000 myriagrammes de froment. On n'aurait pas le droit de dire que ce

(1) Séance du 12 août 1789; Archives Parlementaires, t. VIII, page 399.

(2) Dans ce cas entre les cohéritiers.

système était l'application d'une pratique très ancienne, où les objets de première nécessité ont servi de base à l'étalon monétaire. Il est aussi certain qu'on n'a pas voulu établir par là une réforme monétaire, mais garantir aux membres du corps législatif et du Directoire un traitement à peu près stable.

En effet, si le traitement de ces membres avait été fixé d'après les assignats, ils n'auraient trouvé aucune garantie. Le dépréciation des assignats était continuelle, on devait chercher une base plus solide pour déterminer la solde de ces membres par voie constitutionnelle.

On a invoqué des raisons d'ordre économique pour l'utilité d'un pareil système. Dans la séance du 30 thermidor (1) lors de la deuxième lecture de l'Acte Constitutionnel, un député, Hardy, disait que le prix du blé réglait le prix de toutes les autres denrées, par conséquent si le traitement de ces membres augmente, leurs dépenses augmentent aussi. Nous savons déjà que la méthode des index-nombres ne donne pas toujours des résultats très exacts dans la détermination de la valeur de la monnaie ; comment pouvons-nous admettre alors que le prix du blé soit le régulateur des prix des autres marchandises. En outre, le prix du blé peut varier dans de sensibles proportions et dans des intervalles très rapprochés ; il ne présente donc pas le caractère stable qu'on a voulu lui attribuer.

Cette disposition a été critiquée dans la même séance par Pellet il dit que le Corps Législatif et

(1) Voir *Moniteur* (réimpression), tome XXV, pp. 519 à 522.

le Conseil Exécutif auront tout intérêt à faire monter le prix du froment afin que leur traitement augmente. Cette crainte n'est pas dénuée de tout fondement, et nous pouvons dire qu'elle venait renforcer les raisons pour lesquelles il fallait rejeter le système que la Constitution de l'an III avait adopté. Dans tous les cas, nous devons signaler que cet article a été la conséquence directe de l'économie du moment.

On aurait trouvé peut-être encore d'autres questions à traiter, analogues à celles que nous venons d'examiner dans ces dernières lignes. Cependant nous avons pu constater que de pareilles questions ne soulèvent pas de problèmes économiques intéressants à résoudre. Toutefois, dans la dernière phase de ce développement, l'influence du facteur économique a été prédominante et nous n'aurions pu la passer sous silence, mais nous avons vu d'autre part que la solution était très vite trouvée, il n'y avait donc pas lieu d'insister.

Il nous semble qu'il serait inutile de mentionner toutes les questions qui ont été traitées dans les travaux constitutionnels pour prouver l'inexistence du facteur économique. Réellement cette méthode ne serait pas dénuée d'une certaine bizarrerie. Nous croyons qu'il était préférable de faire uniquement une analyse des questions dans lesquelles l'influence du facteur économique fut perceptible ou bien d'une apparence plus ou moins douteuse.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE UNIQUE

Pour un jour de synthèse, il faut des années d'analyse, disait le célèbre historien français Fustel de Coulanges. La seule méthode qui puisse donner une vue d'ensemble, d'après ce grand écrivain, est celle qui consiste dans une longue et minutieuse observation des faits.

Cette vérité nous oblige à rapporter nos conclusions avec un peu de réserves. Nous ne pouvons prétendre formuler des conséquences d'ordre général très solides lorsque nous voyons avec combien de scrupules d'illustres auteurs étaient arrivés à présenter une explication d'ensemble.

Nous essaierons quand même de tirer un certain profit de l'analyse que nous avons faite en associant à cette étude quelques éléments connus, pris en dehors de notre travail, pour que notre *jour de synthèse* soit bien rempli.

Nous nous rendons compte que la voie dans laquelle nous nous engageons, est quelque peu hasardeuse ; or, nous aurons soin de ne pas trop sortir de certaines limites qui s'imposent.

Examinons à quelles fins pourrait servir l'analyse que nous avons faite.

Une première méthode pourrait avoir pour but de donner une explication générale des Constitutions révolutionnaires. Mais nous savons déjà que dans un grand nombre de dispositions constitutionnelles le facteur économique ne joua aucun rôle. Par conséquent, on ferait des efforts inutiles pour arriver à subordonner l'étude de l'organisation judiciaire, par exemple, à un ensemble de préceptes n'ayant aucun trait commun avec cette institution. D'autre part, on pourrait essayer de donner une explication intégrale des différents chapitres ou articles constitutionnels que nous avons examinés. Nous ne pouvons nous concilier avec une pareille méthode puisque elle nous conduirait au déterminisme. D'une façon générale, le facteur économique n'étant pas décisif dans la plupart des cas, nous n'allons pas exclure de notre étude l'influence que les autres facteurs avaient exercée dans cet ordre d'idées.

Au point de vue historique, notre travail pourrait contribuer à l'étude des changements économiques qui se sont produits sous la Révolution. Mais nous ne voudrions pas nous éloigner du domaine du droit constitutionnel. En outre, nous avons pu observer que, les réformes économiques autant que les répercussions des conditions économiques du moment, ne trouvèrent qu'un très faible écho dans les travaux constitutionnels.

Enfin, la méthode qui nous paraît la plus conforme pour présenter synthétiquement notre sujet consisterait dans un exposé sommaire des divers facteurs économiques que nous avons cru apercevoir dans les travaux constitutionnels. Cet exposé devra être suivi

d'un examen rapide des autres Constitutions françaises envisagées au même point de vue. Finalement, on établira une comparaison entre la nature du facteur économique dans les Constitutions françaises, et la forme nouvelle et bien distincte qu'il a revêtu dans quelques Constitutions d'après-guerre. Nous avons jugé utile de ne pas nous éloigner des deux pivots de notre étude : *les Constitutions* et le *facteur économique*.

* * *

Toute notre analyse présente un exemple concret de l'axiome que le facteur économique ne peut être personnifié. Dans chaque cas, la nature de ce facteur varie ; c'est-à-dire on n'est pas en présence d'un facteur économique unique.

Nous avons vu que certaines dispositions insérées soit dans les Constitutions, soit dans les Travaux Constitutionnels, furent l'objet d'une interprétation économique très originale. Nous faisons allusion aux textes dans lesquels on a cru voir des éléments communistes, ou d'autres, improprement appelés socialistes. Nous pouvons maintenant affirmer, que dans tous les travaux le facteur économique ne se présente jamais sous forme communiste. On a essayé de transporter des considérations politiques dans le domaine économique. En ce qui concerne le socialisme, nous devons être un peu plus réservés. En effet, il faut faire une distinction entre les questions dans lesquelles les influences socialistes peuvent être aperçues avec apparence de raison, et les éléments dans lesquels on a vu une prétendue tendance socialiste.

Il est préférable de parler de l'égalitarisme plutôt

que de se servir du terme socialisme. Nous devons donc voir si dans l'ensemble des travaux on a trouvé des traces d'un certain égalitarisme économique. La réponse est bien précise; quelques individus demandent l'égalité des propriétés, dans une période très agitée, pour des raisons politiques, ou bien plutôt démagogiques, et non en vertu d'une théorie économique ayant un caractère nettement déterminé.

C'est surtout dans les déclarations des droits qu'on chercha des principes d'égalitarisme économique. Mais quand on recherche leur application à des exemples concrets il est impossible de donner des conclusions aussi catégoriques. Harmand et Daunou exprimèrent le vœu d'une égalité intégrale en 1793; on trouve dans quelques autres discours des réclamations analogues. Mais elles ne sont pas sincères, elles ont plutôt un caractère comminatoire. Nous retrouvons encore le principe de l'égalitarisme économique dans les questions relatives à la propriété et à l'impôt progressif.

La réglemmentation de la répartition des propriétés n'était pas consacrée par les textes constitutionnels. Dans les discussions parlementaires, nous voyons quelques propositions isolées ne donnant suite à aucune conséquence. Robespierre avait bien développé une théorie sur la propriété, dans laquelle il proposait une répartition des propriétés territoriales d'une manière à peu près égale, sous prétexte de rendre la propriété *morale*.

Nous ne pouvons nous baser sur un fait exceptionnel pour donner une conclusion générale et définitive. Pour résumer le véritable esprit de la notion de la propriété, nous devons rappeler toutes les par-

ties des travaux constitutionnels qui se rattachent à cette institution. Nous trouvons des données précises dans les déclarations des droits d'abord, et dans quelques articles éparpillés dans les diverses constitutions de l'époque. En nous appuyant sur l'ensemble des travaux préparatoires, nous pouvons conclure que la propriété et le droit de propriété ont été définis en dehors de toute idée égalitariste. Le seul changement économique et social qui fut apporté à la propriété était l'affranchissement de la terre.

En considérant impartialement les discussions relatives à l'impôt progressif, nous croyons être également autorisés à dire que lui non plus n'était pas réclamé dans un but d'égalitarisme économique ; les influences d'ordre fiscal et politique prédominent. Ce sont des raisons d'utilité sociale et non socialistes qui avaient engagé les Conventionnels dans cette voie.

Il est également inutile de rechercher des traces du socialisme dans le suffrage universel établi par la Constitution de 1793. C'est dans les débats relatifs au suffrage censitaire qu'on pouvait trouver quelques éléments intéressant notre sujet. D'autre part, dans les critiques sur la division du Pouvoir Législatif en deux Chambres on a pu extraire un facteur économique : « La lutte des classes. » Ce facteur occupe une place assez considérable dans l'ensemble de notre étude. Peut-être qu'il ne serait pas dénué d'intérêt d'en faire maintenant une synthèse. Et tout d'abord réfutons l'opinion généralement admise : cette lutte n'a pas le caractère socialiste.

La lutte des classes qui s'était engagée sur le ter-

rain politique peut être envisagée au point de vue économique comme au point de vue social de deux façons. En premier lieu, nous sommes en présence de la lutte entre l'aristocratie d'une part et la plèbe de l'autre. C'est qu'il fallait déterminer si dans l'Etablissement Public, une place à part devait être réservée aux nobles. Dans cet Etablissement, les nobles auraient pu prétendre s'assurer la garantie de quelques-uns de leurs privilèges économiques. Mais les forces opposées, engagées dans la lutte furent inégales et les chances de réussite se déclarèrent trop défavorables aux nobles. Les quatre-vingt-seize centièmes de la Nation étaient pour l'abolition de ces privilèges (1) ; la victoire de la plèbe était assurée lorsqu'on commença à élaborer la première Constitution. Nous avons vu, en outre, que les nobles, — quoique dépouillés de leurs privilèges, — auraient peut-être essayé de conserver une autre garantie dans le nouvel Etablissement Public. Dans les conditions de représentation, ils auraient pu trouver un moyen de s'emparer du pouvoir et de tempérer les conséquences des réformes dont ils ont été victimes. Mais l'opposition de la noblesse, n'eût jamais de succès. Leur action dans l'Assemblée ne se manifesta que d'une manière indirecte et impuissante. Le courant des idées nouvelles était prédominant. Dès qu'on s'apercevait qu'une réforme pouvait être conçue comme une faveur accordée aux nobles, elle était d'avance condamnée à l'échec.

(1) Nous nous servons d'un terme qui fut couramment employé en mai et juin 1789, avant la réunion des Trois Ordres plusieurs députés du Tiers Etat disaient que les Communes représentaient les quatre-vingt-seize centièmes de la Nation.

En second lieu, nous pouvons examiner la rivalité de deux autres classes ; la bourgeoisie riche et la bourgeoisie pauvre associée au prolétariat de l'époque. Le terme *lutte* n'aurait pas une signification exacte dans ce cas, — puisque les réclamations de la bourgeoisie riche étaient modérées et plus ou moins masquées par des considérations d'utilité sociale. — C'était l'avènement de l'aristocratie des riches. Elle allait fonder sa puissance sur une base économique. La confusion des trois Ordres (Noblesse, Clergé, Tiers Etat) étant établie, on allait immédiatement faire une distinction sociale plus réelle, entre la classe possédante et les individus à faibles revenus. Nous avons constaté ce fait en étudiant les conditions de cens nécessaires pour être citoyen actif, ainsi que dans notre étude sur les conditions exigées pour être électeur. On invoqua l'iniquité de la distinction entre la qualité de citoyen actif et passif dans les débats constitutionnels. En outre, nous voyons réapparaître les mêmes considérations quand il fut question, en juin 1793, de l'exemption en matière de contribution. Remarquons qu'il n'y eut pas de véritables lutte entre les citoyens actifs et passifs. Les classes sociales, économiquement distinctes et opposées étaient en voie de formation. La classe pour ainsi dire inférieure ne pouvait encore bien voir quels étaient ses propres intérêts ; pour l'instant elle s'était contentée des réformes lui ayant assuré la liberté.

Par ailleurs, on a pu observer dans les débats constitutionnels une certaine rivalité des différents *groupements économiques*. Il en était ainsi lorsqu'on établit en 1791 une représentation spéciale attachée à la contribution directe. On observa le même phéno-

mène dans certains projets relatifs à une représentation séparée des villes et des campagnes. Mentionnons encore le projet Sieyès sur la jurie constitutionnaire, d'après lequel le Corps Législatif devait être composé par fractions égales des représentants des trois grandes industries qui composent le mouvement et la vie d'une Société.

Dans les Déclarations des Droits et dans quelques Constitutions le principe de la liberté fut appliqué dans le domaine économique. La liberté du travail, du commerce et de l'industrie fut consacrée. L'influence directe du facteur économique est indiscutable. Nous avons rappelé à cet effet l'application de la doctrine physiocratique. Quelques conséquences de cette liberté économique se trouvent également dans d'autres articles, par exemple dans l'abolition des corporations. Dans les débats nous avons vu des propositions tendant soit à resserrer, soit à élargir cette liberté, on y trouve le projet du « travail obligatoire » ; dans un autre projet on a exprimé le vœu que la liberté de la circulation des marchandises soit proclamée constitutionnellement. Si on ne peut tirer de ces propositions un intérêt direct pour l'étude des textes constitutionnels, il n'en est pas moins vrai qu'elles présentent un caractère très curieux au point de vue économique.

L'impôt et ses conséquences économiques ont été examinés dans un grand nombre de débats. Mais dans les textes définitifs nous n'avons pu voir de nombreuses données économiques en matière de contribution. Bornons-nous à dire qu'on avait strictement observé, dans ces débats, la part qui revient à la Constitution et celle qui est l'objet de la législation.

On a pu remarquer que pour l'application de certains principes philosophiques on se servit d'une argumentation économique. On a vu que la Constitution de l'an III voulut mettre en pratique les préceptes développés par J.-J. Rousseau dans « Emile ». Ainsi, un article de cette Constitution exigea la connaissance d'un art mécanique comme condition pour être citoyen actif. Les discussions relatives à cet article étaient fondées sur une base économique.

Quelques réformes politiques pouvaient avoir des répercussions économiques. Ainsi le facteur économique intervint quelquefois nécessairement. Il est certain que le cens électoral avait été établi pour les villes, bourgs et campagnages en raison des considérations économiques. Les revenus étant proportionnels à l'importance des agglomérations, le système de contribution se conforma à cette proportion et le cens fut établi en raison de ces différences.

Quand les textes ne révèlent pas l'existence du facteur économique, nous nous bornions à des explications réservées, nous semblant admissibles.

En définitive, nous devons avouer que notre étude nous a conduits à conclure que l'influence du facteur économique dans les travaux constitutionnels de la Révolution n'a été ni générale, ni spéciale, ni décisive, ni déterminante — mais simplement existante.

Le facteur économique nous apparaît quelquefois entouré de plusieurs autres facteurs beaucoup plus influents et son action ne se traduit que timidement — avec modestie. C'est le caractère général de sa manifestation dans les travaux constitutionnels. Pourtant nous avons aussi examiné les cas dans les-

quels l'influence du facteur économique fut nette et énergique. Il est inutile de rappeler que ces occasions furent peu fréquentes.

Essayons, enfin, de résumer en quelques mots l'influence du facteur économique dans les travaux constitutionnels de la Révolution. Dans quelques cas il est le facteur inévitable et principal. Dans d'autres il s'impose pour une raison d'équité et n'apparaît que d'une manière secondaire et accessoire. Dans la plupart des débats il est complètement négligé.

A déclarer que les travaux constitutionnels ont subi l'influence socialiste, on s'écarterait de la vérité historique. On trouve quelques éléments se rapprochant du socialisme, mais ils sont épars et isolés; ils n'ont laissé aucune empreinte sur l'ensemble des débats constitutionnels.

Pour trouver une solution doctrinale de tous les facteurs qui ont exercé leurs influences sur les travaux constitutionnels de la Révolution, nous pourrions peut-être nous référer à une opinion de Sieyès, d'après laquelle « la fin de tout Etablissement Public est la liberté individuelle ».

* * *

Lorsqu'on a en vue le grand nombre de Constitutions qui furent appliquées en France depuis l'an III jusqu'en 1875, on se rend bien compte, qu'il nous est très pénible de retracer en quelques lignes l'influence que le facteur économique a exercé sur ces Constitutions. Une étude à part serait nécessaire. Il faudrait par ailleurs, observer constamment l'influence de l'évolution économique, que nous avons pu négliger

dans notre analyse, étant donné que le développement de cette évolution ne se présentait pas sous des apparences très sensibles dans la courte période que nous avons étudiée.

Nous nous bornerons à donner un aperçu sommaire, et autant que possible général, sur la nature du facteur économique, dans les différentes Constitutions françaises après la Révolution. Remarquons que l'examen des textes constitutionnels ne serait pas suffisant; une étude des principales lois politiques de cette période (1) s'impose, si on veut avoir une vue d'ensemble des réformes qui ont été faites.

Les questions relatives à la propriété, à la liberté du travail et de l'industrie furent rarement traitées dans ces textes. Il était peut-être inutile de les rappeler, puisqu'elles ne représentaient pas un caractère original et nouveau. En cette matière, le facteur économique n'avait apporté aucune innovation. A l'instar de la méthode suivie par les auteurs des Constitutions révolutionnaires, on n'insista pas beaucoup sur ces questions.

L'article 13 de la Constitution du 4 novembre 1848 présente le plus grand intérêt dans cet ordre d'idées. C'est le résultat du mouvement qui s'était produit en faveur des ouvriers à cette époque; on consacrait les principes de l'économie libérale.

Dans les Constitutions du XIX^e siècle, l'étude de l'influence du facteur économique présente un intérêt réel dans les questions de suffrage. On serait tenté de croire que les explications que nous avons données dans notre travail, pourraient s'appliquer également

(1) De l'An VIII à 1875.

à la période postérieure à la Révolution. Cependant, nous avons dans cette période des éléments bien plus précis. Nous avons indiqué le moment de l'apparition de la classe bourgeoise distincte du prolétariat. L'opposition entre ces deux classes va en s'accroissant de plus en plus au cours du XIX^e siècle. Jusqu'en 1848, l'établissement d'un cens élevé pour être électeur et éligible, par les lois constitutionnelles et politiques, prouve bien qu'une limite plus nette devait être tracée entre les classes sociales. Le suffrage universel devient l'objet de réclamations nombreuses. C'est l'avènement du socialisme, en tant que parti, en tant qu'organisation politique. L'action de ce parti contribua beaucoup à l'établissement du suffrage universel. Ainsi, avec les classes sociales, on voit apparaître les partis politiques avec des programmes économiques. La rivalité entre les classes sociales se transporta sur le terrain politique d'une manière nette et organisée. Les textes constitutionnels et les lois politiques ordinaires subissent forcément les répercussions de cette lutte.

Toutes ces questions intéressantes pourraient faire l'objet d'une étude séparée. Nous nous contentons simplement d'en faire mention. Retenons encore que le facteur économique joua un rôle très important dans la formation de la Chambre, qu'on peut appeler la Chambre haute, depuis la Restauration jusqu'à la deuxième République. D'une façon générale, les considérations économiques n'ont pas été observées dans les autres parties de ces Constitutions françaises.

Pour conclure, nous dirons que les Constitutions françaises sont essentiellement politiques. Le facteur économique ne se révèle qu'indirectement, parce

qu'il n'a pas pour but un Etablissement économique, Les doctrines économiques et l'économie du moment n'ont pas été négligées par les auteurs des Constitutions, mais ils ne les consacrent que subsidiairement, dans la mesure du besoin. L'objet d'une Constitution, n'est autre chose qu'un ordre fixe et établi dans la manière de gouverner (1).

* * *

Avant de terminer notre travail, nous mentionnerons encore que le facteur économique apparaît sous une forme nouvelle dans les Constitutions d'après-guerre. Nous ne ferons pas une étude spéciale, mais nous indiquerons tout simplement deux Constitutions modernes, dans lesquelles on peut trouver des éléments économiques intéressants. Il en est ainsi dans la Constitution de l'Empire allemand du 11 août 1919, et dans la Constitution du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes du 28 juin 1921. Notons bien que dans ces textes le dégagement du facteur économique devient beaucoup plus aisé, puisque ce sont de véritables doctrines économiques que nous trouvons insérées dans des chapitres spéciaux : les parties économiques de ces Constitutions.

La Constitution allemande. — Dans la deuxième partie de la Constitution allemande, intitulée « Droits et Devoirs fondamentaux des Allemands », une section spéciale est réservée à la « vie économique ». Cette section ne contient pas moins de quinze articles. En

(1) Rapport de Mounier au nom du premier Comité de Constitution, à la Séance du 9 juillet 1789. Voir Archives Parlementaires, tome VIII, p. 214.

les examinant on voit que l'organisation économique du pays est déterminée par voie constitutionnelle, elle est juxtaposée à l'organisation politique.

Dans les différents articles de la section économique nous voyons d'un côté les tendances vers un régime de liberté économique (art. 151) et, d'autre part, de nombreuses restrictions sont apportées à cette liberté. Ainsi, par exemple, l'article 156 trace le plan de socialisation des entreprises économiques privées, dont il a été déjà question dans le numéro 13 de l'article 7 de cette Constitution. La tendance de cette réforme économique paraît nettement collectiviste. On est réellement un peu surpris de voir ces articles insérés dans la Déclaration des Droits et des Devoirs fondamentaux. M. Larnaude avait bien observé ce phénomène bizarre en disant que l'« on compte trouver les droits de l'individu et c'est à des droits de la collectivité contre l'individu qu'on se heurte » (1).

Au point de vue économique la Constitution allemande se présente sous des formes doctrinales opposées et mélangées. Ainsi on y trouve un ensemble de la doctrine individualiste et de la doctrine collectiviste. L'incohérence d'un pareil système ne s'explique que par l'influence de l'économie de guerre sur l'économie en temps de paix. En effet, pour neutraliser l'action violente de la part des ouvriers après la défaite militaire, on alla jusqu'à consacrer par la nouvelle loi fondamentale de l'Empire, certaines faveurs que des lois spéciales — ordinaires — leur ont faites pendant la guerre.

(1) Voir la traduction française de la Constitution de l'Empire allemand du 11 août 1919. Préface de M. Larnaude.

La Constitution Serbe-Croate-Slovène — dite de Vidov-dan. — Dans la partie économique et sociale de cette Constitution on trouve l'influence partielle de la Constitution allemande. M. S. Yovanovic (1) croit que la tendance de la Constitution serbe a été de trouver un compromis entre les points de vue individualistes et socialistes et d'amoindrir les distinctions sociales qui deviennent parfois trop sensibles par le fait de la liberté économique. En effet, on a imposé des limites à la grande propriété ainsi qu'à l'exploitation des grands domaines forestiers. D'autre part, la petite propriété est l'objet d'une attention spéciale, le système de l'Homestead y est consacré. Nous voyons également quelques articles relatifs aux coopératives nationales et une ébauche de la législation ouvrière. Il est curieux de remarquer que dans les débats préparatoires on proposa même d'insérer la loi de huit heures dans la Constitution.

Nous ne pouvons prétendre formuler un jugement définitif sur la nature des parties économiques contenues dans ces deux Constitutions, allemande et serbe; mais elles peuvent être soumises à une critique d'ensemble. Nous leur reprochons d'avoir méconnu le véritable objet de la Constitution. Elles n'ont pas observé la limite — qui pourtant doit être bien distincte — entre les Lois fondamentales et les Lois ordinaires.

Au cours de notre étude nous nous sommes toujours efforcés de souligner l'importance de la différence qui

(1) Voir le Droit Constitutionnel de Royaume des Serbes, Croates, Slovènes par M. Slobodan Yovanovic, Belgrade, 1924.

doit exister entre les lois qui sont l'objet de la Constitution et celles qui relèvent de législation ordinaire. Les lois renfermées dans une Constitution doivent avoir un caractère stable et rigide. Or, nous savons que le facteur économique est par sa nature même changeant et variable. Donc, pour éviter toute influence temporaire sur un texte dont la variabilité doit être assurée, il faut réduire à néant l'action du facteur économique, excepté dans le cas où elle est inévitable.

Ajoutons, en outre qu'il serait un non-sens de plaider la cause de l'immutabilité absolue d'une Constitution. La rigidité d'une Constitution, telle que nous la concevons, doit avoir pour but de maintenir les règles fondamentales de gouvernement pendant une certaine période, qu'on ne peut déterminer d'avance. Mais ces règles sont susceptibles de transformations avec les progrès et l'évolution de la Société.

* * *

Nous avons abordé cette étude dans l'intention de dégager l'influence du facteur économique dans les différents travaux constitutionnels de la Révolution. Notre but a été aussi de voir, si dans cette période de bouleversement économique et social, une loi fondamentale avait observé des considérations économiques.

Nous terminons ce travail en rendant hommage à la conception française qui a toujours su distinguer dans l'Etablissement Public, l'ordre politique et l'ordre économique.

Le Président de la Thèse,
GILBERT GIDEL.

Vu :
Le Doyen de la Faculté,
H. BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
Pour le Recteur :
L'Inspecteur de l'Académie,
P. MAURELLET.

BIBLIOGRAPHIE

DUGUIT et MONNIER : *Les Constitutions et les principales lois politiques de la France depuis 1789.* (Paris, 1915).

CARON (Pierre): *Manuel pratique pour l'étude de la Révolution française* (Paris, 1912).

MAVIDAL et LAURENT: *Archives Parlementaires* (tomes VIII à XXX et tomes LII à LXVIII).

BUCHEZ et ROUX: *Histoire parlementaire de la Révolution française ou Journal des Assemblées Nationales depuis 1789 jusqu'en 1815* (Paris, 1834-1848).

Moniteur (réimpression), tome XXV.

Moniteur de l'An VIII.

Journal des Débats et des Décrets (Paris, 1791, An VIII).

La Constitution de l'Empire allemand du 11 août 1919 (trad. par Joseph Dubois, préface de M. Larnaude) (Paris, 1920).

La Constitution du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes (Belgrade, 1921).

ARNAUNÉ (Auguste): *Le commerce extérieur et les tarifs de douane* (Paris, 1911).

AULARD (A.): *Histoire politique de la Révolution française* (Paris, 1921).

Etudes et leçons sur la Révolution française (7^e série) (Paris, 1913).

La Révolution française et le régime féodal (Paris, 1919).

CHARLES-BRUN: *Le Régionalisme* (Paris, 1911).

CROCE (Benedetto): *Matérialisme historique et économie marxiste* (trad. par Bonnet) (Paris, 1901).

ENGELS (Frédéric): *Philosophie Economie Politique Socialisme* (contre Eug. Dühring) (trad. par Las-kine) (Paris, 1911).

ESMEIN (A.): *Eléments de Droit constitutionnel* (Paris, 1914).

ESPINAS: *La philosophie sociale du XVIII^e siècle et la Révolution* (Paris, 1898).

FAGUET (Emile): *Problèmes politiques du temps présent* (Paris, 1901).

FUSTEL DE COULANGES (Numa): *Questions historiques* (Paris, 1893).

La Cité Antique (Paris, 1900).

GIDE et RIST: *Histoire des Doctrines Economiques* (Paris, 1922).

GORJU (Camille): *Une Constitution économique* (Paris, 1917).

GUIZOT: *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps* (Paris, 1874).

JAURÈS (Jean): *Histoire socialiste de la Révolution française* (revue et corrigée par Albert Mathiez) tomes I à VI (Paris, 1922).

JAURÈS-LAFARGUE: *Idéalisme et matérialisme dans la conception de l'histoire*. (Publication du groupe des étudiants collectivistes, Paris 1909.)

KAUTSKY (Karl): *La lutte des classes en France en 1789* (Paris, 1901).

- LABRIOLA (Antonio) : *Essais sur la conception matérialiste de l'Histoire* (Paris, 1897).
- LAVISSE et RAMBAUD : *Histoire générale du IV^e siècle à nos jours*, tome VIII (*La Révolution française*).
- LEVASSEUR : *Histoire des classes ouvrières en France de 1789 à 1870*, tome I, (Paris, 1903).
- LICHTENBERGER (André) : *Le Socialisme et la Révolution française*, (Paris, 1898).
- LORIA (Achille) : *Les bases économiques de la constitution sociale*, (Paris, 1893).
- MARION : *Histoire financière de la France depuis 1715*, (tomes I, II et III), (Paris, 1914).
- MARX (Karl) : *Zur Kritik der Politischen OEkonomie*. (Contribution à la critique de l'Economie Politique), trad. par Laura Lafargue, (Paris, 1909).
- La lutte des classes en France (1848-1850).*
- Le XVIII Brumaire de Louis Bonaparte*, (Paris, 1900).
- MARX-ENGELS : *Manifeste du parti communiste*, (trad. par Laura Lafargue), (Paris, 1901).
- MONDOLFO (Rodolfo) : *Matérialisme historique d'après Fr. Engels*, (Paris, 1917).
- MONTESQUIEU : *De l'Esprit des Lois*.
- MIGNET : *Histoire de la Révolution française depuis 1789 jusqu'en 1814*, (Paris, 1874).
- PUJOL (André) : *La conception matérialiste de l'histoire* (thèse de Doctorat en Droit, (Toulouse, 1909).
- ROUSSEAU (Jean-Jacques) : *Du Contrat social*.
- SEIGNOBOS : *La méthode historique appliquée aux sciences sociales*, (Paris, 1901).

SELIGMAN (Edwin) : *L'interprétation économique de l'histoire*, (Paris, 1911).

SPENCER : *Introduction à la Science sociale*, (Paris, 1878).

FURGEON (Charles) : *Travaux juridiques et économiques de l'Université de Rennes*, (tomes II à VII ; 1907 à 1920, Rennes).

YOUNG (Arthur) : *Voyages en France pendant les années 1787, 1788 et 1789* (Paris 1882).

YOVANOVIC (Slobodan) : *Le droit constitutionnel du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes*, (Belgrade, 1924) (en serbe).

ZUJOVIC (Iovan M.) : *La lutte pour la vie et la coopération animale*, (Belgrade, 1909) (en serbe).

TABLE DES MATIÈRES

AVERTISSEMENT	7
-------------------------	---

PREMIERE PARTIE.

CHAPITRE PREMIER. — Du facteur économique .	13
CHAPITRE II. — Le bouleversement économique pendant la Révolution	45
CHAPITRE III. — Historique sommaire des Con- stitutions de 1791 à l'an VIII	61

DEUXIEME PARTIE.

CHAPITRE PREMIER. — Le facteur économique et les Déclarations des Droits	71
CHAPITRE II. — Des considérations économiques dans les questions de suffrage	108
CHAPITRE III. — La division du corps législatif au point de vue économique	131
CHAPITRE IV. — « Les finances publiques » . .	145
CHAPITRE V. — L'influence du facteur économi- que dans quelques débats préparatoires . . .	164

TROISIEME PARTIE.

CHAPITRE UNIQUE	183
BIBLIOGRAPHIE	201
